

**Mémoire de recherche de Master 2  
Civilisations, cultures et sociétés (études sur les Amériques)**

**Année universitaire 2021-2022**

**MARQUETALIA : ZONE D'AUTODEFENSE PAYSANNE  
(1958-1964)**

**Organisation politique et sociale d'une communauté**



« Tirofijo » et « CiroTrujillo » durant les combats de la zone d'autodéfense de Marquetalia, auteur inconnu, 1964.

**Naïma EYCHENNE**

Sous la direction de : Sébastien ROZEAUX

# Table des matières

<b>REMERCIEMENTS</b>	<b>4</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>5</b>
<b>Première Partie : Contextualisation Historique</b>	<b>9</b>
<b>1. Contextualisation historique : Résistance paysanne et mouvement ouvrier en Colombie (XVIème- début XXème siècle)</b>	<b>9</b>
a. Répartition de la terre : conquête et structure agraires coloniales	9
b. Résistance paysanne en Colombie	17
c. Mouvement artisan et ouvrier : formation et proximité avec le monde paysan	20
<b>2. Luites agraires et création des FARC : l'épisode Marquetalia</b>	<b>25</b>
a. L'origine des FARC : les mouvements agraires des années 1930	25
b. <i>La Violencia (1948-1960)</i>	31
c. La valse des Républiques : Marquetalia (1958-1964)	34
<b>DEUXIÈME PARTIE : Peut-on écrire une histoire de Marquetalia ?</b>	<b>39</b>
<b>1. État de l'art</b>	<b>39</b>
<b>2. Présentation des sources</b>	<b>46</b>
<b>3. Méthodologie</b>	<b>61</b>
<b>TROISIÈME PARTIE : Vivre sous Marquetalia, analyse de sources</b>	<b>63</b>
<b>1. Marquetalia : une zone d'autodéfense paysanne</b>	<b>63</b>
a. Conceptions des zones d'autodéfense, construction politique des communautés	63
b. Système socio-politique de Marquetalia, regards extérieurs	72
c. Marquetalia : agriculture et commerce	77
<b>2. Marquetalia : impact, influence et dimension symbolique</b>	<b>83</b>
a. <i>Las Marquetalianas</i> : une approche par le genre	83
b. La presse comme outil de représentation de la zone d'autodéfense	91
c. Marquetalia : création du mythe originel des FARC	100
<b>CONCLUSION</b>	<b>108</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>110</b>
<b>1. SOURCES</b>	<b>110</b>
<b>2. MANUELS</b>	<b>127</b>

<b>3. OUVRAGES GÉNÉRAUX</b>	<b>127</b>
<b>4. ARTICLES SCIENTIFIQUES</b>	<b>130</b>
<b>5. CADRE THÉORIQUE</b>	<b>135</b>
<b>6. DÉCLARATIONS OFFICIELLES</b>	<b>135</b>
<b>7. LOIS ET TEXTES LÉGISLATIFS</b>	<b>136</b>

## **REMERCIEMENTS**

Ce mémoire est le fruit de deux années de recherche, accompagnées de celles et ceux qui m'ont aidé tout au long de ce processus.

En premier lieu, je tiens à adresser mes remerciements à Sébastien Rozeaux, pour son encadrement et ses nombreux conseils qui m'ont donné l'occasion d'améliorer et de nourrir au fur et à mesure ma réflexion et mon travail.

Je tiens également à remercier l'IPEAT pour les enseignements qu'il m'a été permis de suivre en son sein au cours de ces deux années de master et qui ont accompagnés mon travail de recherche.

Je remercie, en particulier, ma mère pour la douceur et la bienveillance avec lesquelles elle m'a accompagnée tout au long de mon travail de recherche. Pour ses relectures, ses avis constructifs, sa présence et son amour.

Merci à Kelly pour toutes ses attentions, ses relectures et pour ces longues heures à m'écouter parler de la Colombie.

Merci à ma famille, mes amis et mes camarades de classes. Un grand merci à mes amis colombiens, en particulier Angie Melgarejo pour m'avoir épaulé et offert une aide précieuse sur la connaissance de son pays.

## INTRODUCTION

Le processus de constitution des « républiques indépendantes » commence en 1951, en pleine période de *la Violencia*, avec la création des premières « *columnas de marcha* »<sup>1</sup> dans le sud de Tolima<sup>2</sup>. Ces dernières, rassemblant des paysans armés influencés par les idées communistes, ont initialement vu le jour pour résister à la politique violente mise en place par les gouvernements conservateurs successifs de Laureano Gómez et de Roberto Urdaneta Arbeláez. En 1953, suite au refus de l'amnistie offerte par le gouvernement militaire de Rojas Pinilla, justifié par les immenses coûts politiques de leur reddition inconditionnelle et à l'absence de garanties pour la défense de leur vie, en raison du nombre croissant de groupes paramilitaires, les « *columnas de marcha* » ont décidé de ne pas se rendre et de continuer sous forme de « commissions » à la recherche de territoires sûrs.

Ce sont au sein de ces territoires du sud de la Colombie, que s'installent les paysans et leurs familles. Ils nomment alors ces espaces ; les « zones d'autodéfense paysanne ». Ces zones sont rapidement accusées par l'État de vouloir faire sécession et sont nommées par les autorités « les républiques indépendantes ». Selon Adriana Marulanda Herrán, au début des années 1960, le congrès colombien parle de seize républiques indépendantes dont les principales sont les suivantes : Tequendama, Urabá, Vichada, Territorio Vásquez, El Duda, Ariari, Guayabero, Pato, Riochiquito et Marquetalia.<sup>3</sup>

L'arrivée au pouvoir de Guillermo León Valencia en août 1962, dans le cadre du second gouvernement du *Frente Nacional* marque le début de la répression massive de ces « républiques indépendantes ». Les offensives qui vont être menées contre elles, sont lancées sous la pression de la classe politique traditionnelle, effrayée par la présence de « zones rouges » sur le territoire national et de la potentielle diffusion du communisme au sein des classes populaires.

Les zones d'autodéfense tombent les unes après les autres. En fin d'année 1962 est menée une première tentative de reconquête militaire de la République de Marquetalia avec le soutien des

---

<sup>1</sup> José Jairo González Arias, « Espacio, sociedad y conflicto en Colombia. « Las Republicas Independientes » en Colombia. 1955-1965. » *Rev. UIS-Humanidades*. Bucaramanga (Colombia), 20, p.67-75, enero-junio 1991, p.73.

<sup>2</sup> La zone d'autodéfense de Marquetalia se situera également dans le sud de Tolima à la frontière avec les départements de la Huila et du Cauca.

<sup>3</sup> Adriana Marulanda Herrán, *La cuestión agraria y su incidencia en los orígenes de las FARC-EP*, Ed. Uniandes, 2003, p. 54.

États-Unis, qui utilisent le prétexte de la présence de militaires chinois et russes au sein de ces Républiques pour justifier leur intervention et leur soutien à l'armée colombienne<sup>4</sup>. C'est le plan LASO (*Latin America Security Operation*). L'opération échoue et les paysans de Marquetalia rentrent alors dans un conflit armé qui va durer plus d'un an (on compte 533 jours de combats en tout). Décider à en finir, le gouvernement colombien envoie des milliers d'hommes en mai 1964, afin de faire tomber la zone d'autodéfense. Marquetalia tombe aux mains de l'armée le 15 juin 1964. Les habitants de Marquetalia sont parvenus à fuir et à rejoindre la zone d'autodéfense voisine de Riochiquito. 35 guérilleros restent sur place afin d'harceler les militaires, se croyant victorieux. Ils en tuent quatre le 18 juin 1964.

La chute de Marquetalia est considérée par les *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia (FARC)* comme étant la date de leur création. Les FARC ne sont réellement fondées qu'en 1966 sous ce nom, lors de la « deuxième conférence de la guérilla », par les anciens combattants de Marquetalia.

Le sujet de la chute de Marquetalia et des combats des années 1963-1964 sont traités par de nombreux chercheurs. Ce travail de recherche a pour objectif de s'interroger sur la vie au sein de la zone d'autodéfense de Marquetalia en temps de paix, sur son fonctionnement politique interne et l'organisation sociale de la communauté entre 1958 et 1964. **Comment s'organisait la vie quotidienne au sein de la zone d'autodéfense de Marquetalia entre 1958 et 1964 ? Quel système politique et agraire y régnait ? Pourquoi la création de cette zone d'autodéfense paysanne a-t-elle inquiété et été réprimé par l'Etat Colombien ?**

Afin d'étudier ce sujet, il paraît nécessaire de revenir sur l'histoire des luttes paysannes et armées colombiennes avec pour objectif de mieux concevoir le contexte socio-politico-économique qui a mené à la création de la République de Marquetalia et des FARC, respectivement en 1958 et 1966. Pour cela, j'ai fait le choix dans un premier temps de contextualiser mon sujet à travers différents angles afin de pouvoir offrir une vision des plus complètes de la situation colombienne des XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles. Nous allons donc nous intéresser aux structures agraires coloniales, à la résistance paysanne au XIX<sup>ème</sup> siècle, à la formation du monde ouvrier et l'influence du Parti Communiste Colombien, aux conflits agraires des années 1930 ainsi qu'à la décennie de la *Violencia* (1948-1960), période durant laquelle s'est fondée la République de Marquetalia.

---

<sup>4</sup> Aucune présence de ces militaires russes et chinois n'est aujourd'hui avérée.

Après cette contextualisation historique, il sera développé la partie théorique de ce mémoire à travers un état de l'art, une présentation détaillée des sources mobilisées tout au long de ce travail de recherche ainsi que la méthodologie qui a accompagné ce mémoire.

Enfin, la dernière partie de ce mémoire sera constituée d'une analyse des sources et des conclusions que ces dernières permettent de tirer, afin de répondre au mieux à ma problématique.

## Sigles et abréviations

CIA : Central Intelligence Agency

CNI : Consejo Nacional de Indios

CON : Confederación Obrera Nacional

CTC : Confederación de Trabajadores de Colombia

DAS : Departamento Administrativo de Seguridad

FARC : Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia

FARC : Fuerza Alternativa Revolucionaria del Común<sup>5</sup>

FARC- EP : Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia - Ejército del Pueblo

LASO ( plan ) : Latin America Security Operation)

OAS : Organization of American States

PCC : Partido Comunista Colombiano

PCE : Partido Comunista Español

PCF : Parti Communiste Français

SD : Sociedades Democraticas

UNIR : Union Nacional de la Izquierda Revolucionara

URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques

---

<sup>5</sup> Parti créé par d'ex-guérilleros en aout 2017, aujourd'hui renommé *Comunes*.



## Première Partie : Contextualisation Historique

### **1. Contextualisation historique : Résistance paysanne et mouvement ouvrier en Colombie (XVIème- début XXème siècle)**

#### a. Répartition de la terre : conquête et structure agraires coloniales

La question de la répartition de la terre en Colombie traverse l'histoire de ce territoire et est à l'origine de la majorité des conflits qui déchirent le pays à travers les siècles. Afin de mieux appréhender cette question, il semble nécessaire de revenir sur l'origine des inégalités dans la répartition des ressources foncières, qui trouve une partie de ses racines dans le système agraire colonial et l'administration des terres à travers la Nouvelle-Grenade (vice-royauté qui correspond aux actuels États de Colombie, du Panamá, du Venezuela et de l'Équateur).

Les terres conquises par les conquistadors étaient administrées durant toute la période coloniale par le vice-roi de Nouvelle-Grenade et sous l'autorité directe de Madrid. Les terres américaines appartenaient légalement et directement à la Couronne de Castille. L'octroi de terres à des particuliers prenait la forme de dons qui pouvaient faire l'objet d'un contrat au sein duquel un individu s'engageait à conquérir et coloniser une région déterminée, en échange de quoi il recevait des terres sous certaines conditions d'installation et de séjour réel<sup>6</sup>.

La société qui se met en place sous la domination espagnole est centrée en premier lieu sur l'agriculture, mais également sur l'or et l'économie minière. L'économie agricole néo-grenadine est fondée sur l'appropriation des terres par les Espagnols et l'exploitation de la main-d'œuvre rurale : Amérindiens au début, puis métis ou esclaves noirs dans certaines régions, après le brutal déclin de la population autochtone<sup>7</sup>. L'appartenance aux élites coloniales se fonde dans un premier temps sur la capacité à se constituer un patrimoine : les premiers à amasser de solides fortunes sont les propriétaires du sol<sup>8</sup>. C'est en premier lieu le cas des conquistadors qui s'approprient fiefs et territoires pour lesquels ils demandent à postériori une législation royale. Les *encomenderos* et leurs *encomiendas*, sur lesquels je reviendrai plus tard, jouent également un rôle important dans la possession de la terre au cours du XVIème siècle. L'autorité officielle

---

<sup>6</sup> Tomás Gómez, « Indiens et terre en Nouvelle-Grenade (1539-1843), Les Resguardos : structures de protection ou spoliation déguisée ? », *Caravelle. Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, 1977, p.15

<sup>7</sup> Jean-Pierre Minaudier, *Histoire de la Colombie de la conquête à nos jours*, Paris, L'Harmattan, coll. « Horizons Amériques latines », 1997, p. 30

<sup>8</sup> Michel Bertrand, *L'Amérique ibérique. Des découvertes aux indépendances (1492-1808)*, Malakoff, Armand Colin, 2019, p.138.

et légale qu'ils possèdent sur les hommes se transforme en progressif contrôle des sols dont ils s'emparent en toute illégalité. Un autre groupe social présent sur l'échiquier de la répartition des terres du nouveau Monde regroupe les officiers royaux, qui bénéficient de concessions royales de terres, destinées dès les années 1550 à favoriser la mise en valeur économique des espaces conquis. Conquistador, *encomenderos* et officiers du Roi contribuent chacun à leur façon au développement de la grande propriété dans les Amériques Espagnoles<sup>9</sup>.

Les textes fondateurs de l'*encomienda* datent de 1503. Ce système est mis en place au sein de la Vice-royauté de Nouvelle-Grenade comme dans tous les territoires sous domination espagnole, dès le XVI<sup>e</sup> siècle. Le principe, hérité de la reconquête de la Nouvelle Castille en Espagne, consistait à « recommander » un certain nombre d'Indiens aux Espagnols qui s'étaient distingués lors de la conquête. L'*encomienda* avait pour but et justification de déléguer à un particulier les devoirs d'évangélisation, d'instruction et de protection des populations locales qui incombait normalement au souverain. En échange, les indigènes regroupés sur le territoire de l'*encomienda* devaient à l'*encomendero* le paiement d'un tribut en nature ou en métal précieux, et devaient s'acquitter d'un certain nombre de corvées<sup>10</sup> (transport, travail dans les mines ou dans les *haciendas*<sup>11</sup>). L'objectif sous-jacent à ce système est de transformer l'Indien en sujet du roi qui est alors promu au rang de protecteur exclusif. La différence est faite entre la « République des Indiens » et celle des colons. Les deux ne sont pas soumises aux mêmes lois. Cette République des Indiens devait techniquement protéger ses membres des exactions des colons mais permettait aussi de soumettre les indigènes à l'administration coloniale<sup>12</sup>. Les révoltes d'Indiens récalcitrants sont réprimées dans la violence, comme c'est le cas des *Pijaos* de la région de Tolima qui furent massacrés pour avoir tenté une défense militaire entre 1606 et 1609<sup>13</sup>.

---

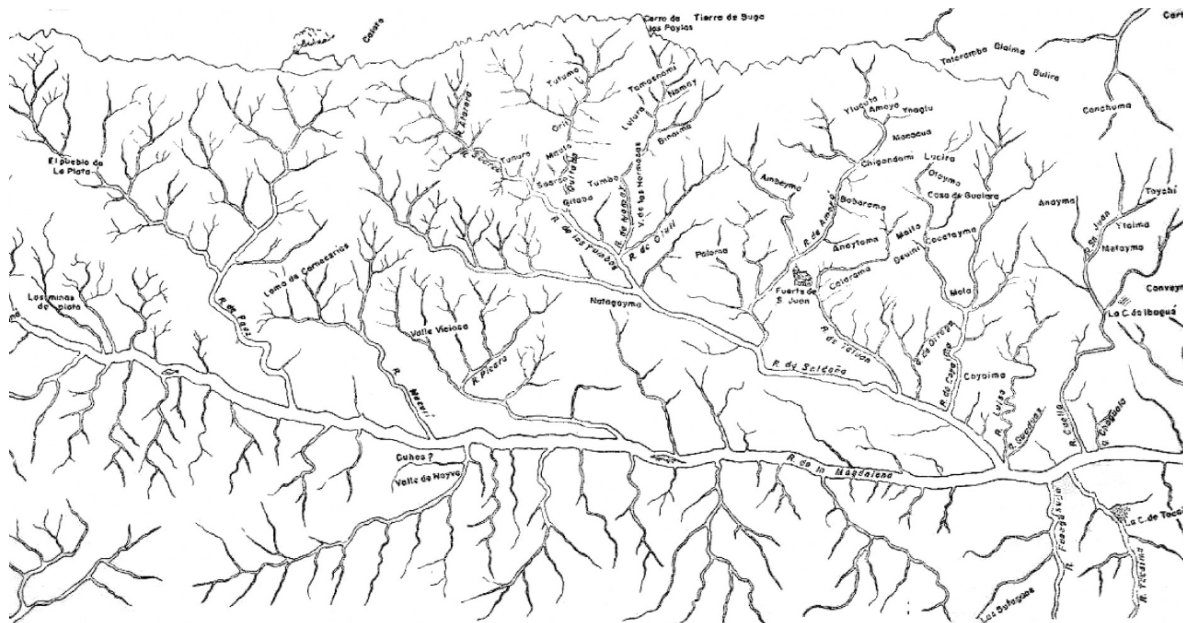
<sup>9</sup> Michel Bertrand, *op.cit.*

<sup>10</sup> Bernard Lavallé, *L'Amérique Espagnole : De Colomb à Bolivar*, collection Major, 2018, p.60

<sup>11</sup> Une hacienda est une vaste exploitation agricole ou pastorale comprenant les terres, le cheptel, les habitations et leurs dépendances. Selon la définition donnée par le CNRTL.

<sup>12</sup> Michel Bertrand, *op.cit.*

<sup>13</sup> Manuel Lucena Salmoral, ). Datos antropológicos sobre los Pijao. *Revista Colombiana De Antropología*, , 1963, p. 359–386.



Carte du territoire des Pijaos, *Archivo General de Indias*, datée du 20 juin 1608.

Rapidement, cependant, les *encomiendas* donnèrent lieu à beaucoup d'abus de la part des colons sur les populations indiennes réduites à un état de « quasi-servage », les corvées se multipliant. Il est difficile d'estimer le nombre d'Indiens présents en Nouvelle-Grenade au début du XVIème siècle ; les différents recensements de l'époque coloniale répondent à des besoins fiscaux et seuls les Indiens des *encomiendas* sont concernés, sans qu'il soit possible de déterminer si tous les adultes sont comptabilisés ou seulement les Indiens soumis au tribut, c'est-à-dire les hommes âgés de 17 à 60 ans. Jaime Jaramillo Uribe évoque une fourchette de 500 000 à 1 500 000 personnes<sup>14</sup>. Cependant, les historiens s'accordent sur l'importante chute démographique qui a lieu au cours des XVIème et XVIIème siècles sur le territoire de Nouvelle-Grenade, comme dans le reste de l'Amérique ibérique. Toujours selon les chiffres donnés par Uribe, la population indigène localisée autour de la ville de Tunja, située dans l'actuel département de Boyacá, diminue de 50 % entre 1562 et 1600 et de 84 % entre 1562 et 1636. La province de San Juan de Pasto, également très peuplée au moment de la conquête, voit son nombre de tributaires passer de 20 000 à 8 000 entre 1559 et 1582. Ce déclin brutal de la population s'explique de deux manières : premièrement, le « choc microbien » (les maladies ramenées par les colons) a décimé les populations indigènes, deuxièmement les travaux forcés et le bouleversement de l'organisation des sociétés précolombiennes ont contribué à la hausse de la mortalité des peuples indigènes<sup>15</sup>.

<sup>14</sup> Jean-Pierre Minaudier, *Histoire de la Colombie de la conquête à nos jours*, Paris, L'Harmattan, coll. « Horizons Amériques latines », 1997, p. 36-37

<sup>15</sup> *Ibid.*, p.38.

Ce traitement des populations indigènes est vite décrié par un certain nombre de personnes, notamment par des hommes d'Église. Le dominicain Bartolomé de Las Casas mène un long combat et voyage à travers toute l'Amérique espagnole pour observer et dénoncer les abus commis par les colons. En 1516, il rédige un mémoire écrit à la demande du cardinal Cisneros et soumet un projet de colonisation du Nouveau Monde rejetant l'exploitation des Indiens. Dans ce mémoire, il avance quatorze propositions dont la fin des *encomiendas*, la réglementation du travail, la fin des travaux forcés et le projet de combiner évangélisation et colonisation<sup>16</sup>.

En 1542 sont mises en place les Lois nouvelles prises sous l'influence des travaux de Las Casas<sup>17</sup> : outre le fait que sont supprimées certaines *encomiendas*, il est précisé que leur jouissance n'est plus que viagère. Les modalités du tribut sont profondément modifiées pour ne plus changer jusqu'à la disparition totale des *encomiendas* au XIX<sup>ème</sup> siècle : ce dernier est alors destiné directement à la Couronne, bien qu'en dédommagement pour l'*encomiendero* ce dernier puisse continuer à en profiter durant deux générations<sup>18</sup>. Les corvées sont quant à elles interdites par la Couronne en 1536. Les *encomenderos* qui avaient jusque-là profité d'un statut social élevé voient alors le début de leur déclin, bien que l'application des nouvelles réglementations soit mise en place très lentement, notamment à cause du rejet de ces mesures par les *encomenderos*. Le nombre d'Indiens ayant diminué fortement au cours de cette période, les rentes des *encomiendas* connaissent une forte baisse. La plupart disparaissent au cours du XVII<sup>ème</sup> siècle, certaines restant aux mains de leur famille davantage pour leur signification sociale et historique que pour un quelconque revenu. D'autres, vacantes, servirent à la Couronne pour récompenser des personnes qui l'avaient servie, souvent d'origine métropolitaine et n'ayant aucun lien avec la Conquête<sup>19</sup>.

La contestation précoce du système d'*encomiendas*, dès le XVI<sup>ème</sup> siècle, permet la mise en place d'autres systèmes et mécanismes d'exploitation de la main-d'œuvre indigène, d'autant plus facile à mettre en place qu'ils rappelaient certains systèmes précolombiens. A la fin du siècle est mis en place le système des *repartimientos*, qui reprend le système de corvées et de travail obligatoire préhispaniques présent au sein de certains peuples, notamment les Incas. Les plus courants sont les corvées liées au transport (*tambos* chez les Incas) ainsi que la *mita* :

---

<sup>16</sup> Bartolomeo de Las Casas, *Memorial de remedios*, 1516.

<sup>17</sup> Bartolomeo de Las Casas, missionnaire dominicain, publiera quelques années plus tard, en 1552, « La Brevísima relación de la destrucción de las Indias » où il dénonce les effets néfastes de la colonisation espagnole des Amériques et les violences commises par les colons sur les peuples indigènes.

<sup>18</sup> Michel Bertrand, *L'Amérique ibérique. Des découvertes aux indépendances (1492-1808)*. Malakoff, Armand Colin, 2019, p.43.

<sup>19</sup> Ibid., p.40.

système de rotation régulière de la main d'œuvre indigène. L'administration coloniale reprend donc ce système en l'adaptant aux besoins des colons puisant leur main d'œuvre au sein des *repartimientos*. Cependant, ce système est réglementé : le prélèvement de la force de travail ne doit pas dépasser 4% de la population en âge de travailler au sein de chaque communauté indigène et ne peut dépasser trois semaines. Les travailleurs sont rémunérés sur la base d'un demi peso par jour<sup>20</sup>. La *boga* est également une corvée imposée aux Indiens de Nouvelle-Grenade qui devaient assurer le transport de personnes et de marchandise sur le fleuve Magdalena<sup>21</sup>.

Là encore, ce système donne lieu à de nombreux abus de la part des colons. Cette forme de salariat forcé s'apparentait plus à une forme de servage médiéval ; les propriétaires de terres mettant en place un système de dettes auprès de Indiens les maintenant dans l'obligation de travailler pour eux. Ce salariat destructeur alimente le refus des indigènes de participer à ces tâches, compte tenu de leur dangerosité et le coût humain que cela représentait.

Le XVIème siècle est aussi marqué par l'arrivée d'esclaves africains, afin de remplacer la main d'œuvre indigène dans les mines aurifères d'Antioquia. Ce sont les colons espagnols qui demandèrent à la Couronne l'établissement d'une traite directe avec l'Afrique, afin de se fournir en main-d'œuvre servile<sup>22</sup>. Au cours de la première moitié du XVIème siècle, environ 600.000 esclaves d'Afrique sont envoyés dans les plantations ou les mines d'or et d'argent. Carthagène des Indes, sur la cote caribéenne, devient très vite un important port négrier, le seul d'Amérique espagnole, avec Veracruz au Mexique jusqu'en 1615<sup>23</sup>. La conquête de la côte Pacifique entre 1630 et 1670 permet l'exploitation des mines d'or et d'argent de la région du Choco<sup>24</sup>. Au cours du XVIIème siècle, les révoltes d'esclaves se multiplient en Nouvelle-Grenade et un certain nombre de *palenques*<sup>25</sup>, s'inscrivant dans la tradition du marronnage, voient le jour, en particulier sur les côtes de la Nouvelle-Grenade<sup>26</sup>. Le plus connu reste celui de San Basilio,

---

<sup>20</sup> Michel Bertrand, *L'Amérique ibérique. Des découvertes aux indépendances (1492-1808)*. Malakoff, Armand Colin, 2019, p.144

<sup>21</sup> Bernard Lavallé, *L'Amérique Espagnole : De Colomb à Bolivar*, lieu et maison d'édition !!!, 2018, p. 64.

<sup>22</sup> Jean-Pierre Tardieu, « De l'Undécimo Remedio de Las Casas (1516) au projet de traite des Noirs de 1518. » dans Victorien Lavou Zoungbo, ( dir), *Bartolomé de Las Casas : Face à l'esclavage des Noir-e-s en Amériques/Caraiïbes. L'aberration du Onzième Remède (1516)*., Presses universitaires de Perpignan, 2011 p. 41-58.

<sup>23</sup> Luz Adriana Maya Restrepo, « Demografía de la trata por Cartagena (1533-1810) ». *Geografía Humana De Colombia. Los Afrocolombianos. Tomo VI*, Instituto Colombiano De Cultura Hispanica, 1998, p.43.

<sup>24</sup> Jean-Pierre Minaudier, *Histoire de la Colombie de la conquête à nos jours*, Paris, L'Harmattan, coll. « Horizons Amériques latines », 1997.p.53-54.

<sup>25</sup> Les *palenques* sont des refuges d'esclaves fugitifs dit marrons.

<sup>26</sup> Anthony Mcfarlane, « Cimarrones Y Palenques En Colombia: Siglo XVIII » *Historia Y Espacio* n°14, 2018, p.60

situé à 70 km au sud de Carthagène, qui, après de longues années de guerres contre les Espagnols, a vu la couronne ibérique, leur accorder la liberté et des terres par un traité qualifié d'« entente cordiale » en 1713 (le village existe toujours à l'heure actuelle)<sup>27</sup>.

Le *repartimiento* est aboli en 1632 au profit du salariat libre. Encore une fois, cependant, malgré l'interdiction officielle, un grand nombre de *repartimientos* subsiste à travers la Nouvelle-Espagne jusqu'au milieu du siècle suivant. Nombres d'Indiens tentent de fuir ce système en abandonnant leur communauté d'origine et en cherchant du travail au sein des villes ou des *haciendas*<sup>28</sup>.

Au début du XVII<sup>e</sup> siècle, on assiste à l'émergence d'un salariat agricole où se côtoient les populations indigènes, les populations métissées et « *tout un peuple de petits blancs déclassés*<sup>29</sup> ». On peut voir là les prémices du prolétariat rural et de la répartition inégale des terres sur le territoire colombien, inégalité à la base de la quasi-totalité des luttes armées qui déchirent le pays au cours des siècles suivants.

Au début du XVII<sup>e</sup> siècle est également mis en place un autre système d'exploitation agricole dans l'Amérique espagnole ; celui des *haciendas*. Les sociologues Eric Wolf et Sidney Mintz définissent l'*hacienda* comme « une propriété agricole gérée par un propriétaire terrien qui dirige une force de travail qui lui est subordonnée, elle est organisée pour approvisionner un marché à petite échelle au moyen d'un petit capital, et où les facteurs de production sont employés non seulement pour l'accumulation de capital mais aussi pour soutenir les aspirations de statut social du propriétaire »<sup>30</sup>. Ce système reprend le système agraire en place dans la péninsule au moment de la conquête. Il s'organise autour d'un grand domaine aux mains d'une élite locale qui fixe une main-d'œuvre paysanne qui ne possède pas de terres.

Les conquérants espagnols, qui se trouvaient être en majorité originaires d'Andalousie, de Castille et d'Estrémadure, laissaient donc derrière eux une société structurée en quatre grands groupes sociaux : une aristocratie terrienne, propriétaire de grands domaines (terres de la Couronne, de l'Église, de la caste militaire composée de grands capitaines ou de simples chevaliers) ; une petite bureaucratie royale ; une minorité urbaine comprenant des nobles, des

---

<sup>27</sup> María Cristina Navarrete, , *San Basilio De Palenque, Memoria Y Tradición Surgimiento Y Avatares De Las Gestas Cimarronas En El Caribe Colombiano*. Cali, Programa Editorial Universidad Del Valle, 2008, p. 65.

<sup>28</sup> Les *haciendas* étaient de grandes exploitations agricoles aux mains des colons. Au début la main d'œuvre était composée d'indiens payant leurs « corvées » aux maîtres. La diminution de la population indigène a poussé les propriétaires à employer une main d'œuvre salariée.

<sup>29</sup> Michel Bertrand, *L'Amérique ibérique. Des découvertes aux indépendances (1492-1808)*, op. cit., p.147.

<sup>30</sup> Wolf, ER, Mintz, SW, « Haciendas y plantaciones en Mesoamérica y las Antillas ». *Haciendas, latifundios y plantaciones en América Latina*. Mexico City, Siglo Veintiuno Editores, 1975, p.501

petits artisans et des commerçants ; et enfin une grande masse de paysans, pour la plupart ouvriers attachés à ces grands domaines, les *haciendas*. C'est donc sans surprise qu'ils ont tenté de reproduire ce système au sein du Nouveau Monde, espace où il y avait de vastes territoires à coloniser et une main-d'œuvre indigène importante<sup>31</sup>.

En Amérique latine, les *haciendas* ont succédé au système de l'*encomienda* développé précédemment. Selon Jacques Chonchol « Les « haciendas » ont résulté de la fusion de deux éléments distincts : la force de travail et la terre.<sup>32</sup> ». Le système des *haciendas* s'est donc développé en Amérique latine à travers deux processus étroitement liés : l'asservissement et l'expropriation. Les colons espagnols cherchaient à se garantir un excédent agricole et, pour cela, il est apparu nécessaire de rechercher une force de travail complémentaire. Pour ce faire, ils usèrent de divers moyens juridiques afin de priver la population rurale de l'accès à la terre et à ses ressources. Pour survivre, le prolétariat rural s'est vu dans l'obligation de rechercher des terres en usufruit dans les grandes *haciendas*.

Le système de l'*hacienda* se développe donc au cours des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles en une unité économique et sociale, laquelle devient le centre du pouvoir rural. L'*hacienda* n'a cessé d'évoluer jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle. Elle constitue une institution qui, pendant plus de trois siècles, a profondément structuré la société agraire et la société latino-américaine en général. Le sociologue José Medina Echavarría écrivait en 1964 : « La structure sociale de l'Amérique latine montra pendant longtemps dans ses différents aspects le moule de l'hacienda. Toute l'histoire économique, sociale et politique de la région est en bonne partie l'histoire de la formation, de l'installation et des transformations de cette unité socio-économique. Et l'affaiblissement des structures traditionnelles de l'Amérique latine se confond avec la lente disparition de cette ancienne organisation. Lente disparition, non point extinction, car on observe encore sa présence et son influence<sup>33</sup>.

C'est dans ce contexte d'inégale répartition des terres que voit le jour en décembre 1819 la République de Colombie, fondée suite au congrès d'Angostura, sur le territoire de la Nouvelle-Grenade. C'est l'aboutissement politique d'un processus historique qui voit l'émergence des États-nations sur les décombres du monde colonial, suite aux guerres de libération menées par

---

<sup>31</sup> Jacques Chonchol, *Systèmes agraires en Amérique latine : Des agriculteurs préhispaniques à la modernisation conservatrice*, Paris, Éditions de l'IHEAL, 1995, p.62.

<sup>32</sup> Jacques Chonchol, *Systèmes agraires en Amérique latine : Des agriculteurs préhispaniques à la modernisation conservatrice*, Paris, Éditions de l'IHEAL, 1995, p.78.

<sup>33</sup> José Medina Echavarría, *Consideraciones Sociológicas sobre el Desarrollo Económico*, Buenos Aires, Hachette, 1954, p.28.

Simon Bolivar. La Colombie, libérée du joug espagnol, s'organise alors sous la forme d'une confédération de neuf républiques (*Antioquia, Bolivar, Boyaca, Cauca, Cundinamarca, Magdalena, Panama, Santander*). Elle s'unifie officiellement lors de la déclaration de la nouvelle constitution de 1886, qui met en place un État central. Dans cette nouvelle république, les élites créoles possèdent désormais la quasi-totalité des terres et des ressources minières et agricoles du pays. Les travailleurs ruraux sont composés en majorité d'un petit colonat agraire, regroupant les créoles les plus pauvres, des métis, des esclaves affranchis et aussi des Indiens.



## b. Résistance paysanne en Colombie

Pour Maria Victoria Uribe, « La résistance paysanne en Colombie s'inscrit dans une longue tradition paysanne de rébellion et de lutte qui remonte aux guerres civiles de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, traverse les guérillas libérales du milieu du XX<sup>ème</sup> siècle et s'étend jusqu'à l'apparition des groupes insurrectionnels contemporains.<sup>34</sup> ». Cependant, comme démontré précédemment, ces phénomènes de résistances paysannes s'inscrivent dans une histoire antérieure au XIX<sup>ème</sup> siècle, via notamment l'existence des *palenques* du XVII<sup>ème</sup> siècle.

L'héritage colonial espagnol, notamment par rapport à la question de la répartition des terres qui sont aux mains des grands propriétaires fonciers et de l'Église catholique, va façonner les formes de lutte tout au long des XIX<sup>ème</sup> et du XX<sup>ème</sup> siècles colombiens, qui placent les questions agraires au centre des luttes et des conflits.

Dès le début de la formation des États-nations, aux facteurs fonciers s'ajoutent l'exploitation de la main d'œuvre servile afro-colombienne dans les mines et les *haciendas*, ainsi que l'oppression des populations indiennes. La nouvelle Colombie est aux mains d'une élite créole, fière de ses racines européennes, et soucieuse de tenir le petit peuple loin des instances décisionnaires et d'une quelconque participation politique, surtout les populations noires et indiennes. Le parti libéral, fidèle aux pensées de Bolivar, considère les populations indiennes comme le reliquat d'un passé révolu. Le parti conservateur développe quant à lui des théories considérant que les populations afro-colombiennes sont par nature serviles et doivent continuer à travailler pour leurs anciens maîtres<sup>35</sup>. C'est en prise avec ces questions sociales et raciales que vont se cristalliser des conflits importants, à travers l'alliance politique des populations indiennes et noires, des petits colons agraires et des petits artisans qui se dressent contre l'oligarchie terrienne. Ils veulent imposer aux grands propriétaires fonciers une répartition plus juste des terres, notamment pour les populations noires et indiennes<sup>36</sup>.

Dès les années 1840, de nombreuses luttes voient le jour, à l'initiative des populations rurales, noires et indiennes majoritairement. Les années 1845-1850 sont marquées par de grands soulèvements d'affranchis dans la vallée du Cauca notamment lorsqu'ils attaquent les grandes propriétés de la bourgeoisie proche du parti conservateur. Les Indiens luttent contre les

---

<sup>34</sup> Maria Victoria Uribe, *Anthropologie de l'inhumanité, Essai sur la terreur en Colombie*, Paris, Calmann-Lévy, 2004, p.20.

<sup>35</sup> Michel Gandilhon, *La guerre des paysans en Colombie : de l'auto-défense agraire à la guérilla des FARC*, Paris, les nuits rouges, 2011, p.51.

<sup>36</sup> Inscrivant leur lutte dans la continuité des *palenques* du XVII<sup>ème</sup> siècle.

tentatives de certains gouverneurs de privatiser leurs terres communautaires jusque-là protégées par l'Église, permettant ainsi leur cession à de grands propriétaires terriens. En effet, la couronne espagnole protégeait auparavant les terres indiennes dans le cadre du *derecho indiano*, ce qui n'est plus le cas une fois que les nouvelles constitutions et codes de loi adoptés par les régimes libéraux sont mis en place – au nom de la promotion du principe fondateur de la propriété privée.

Ces mouvements contestataires ont un impact significatif auprès du pouvoir. En 1851, le président libéral Hilario Lopez abolit définitivement l'esclavage<sup>37</sup> (il restait encore 20.000 esclaves). Cette même année le suffrage universel masculin est mis en place. Cependant il est important de noter que ne sont considéré comme citoyens pouvant voter, que les hommes nés sur le territoire national, âgés de plus de 21 ans et qui sont ou ont été mariés.<sup>38</sup>

Malgré une forte participation aux élections, le suffrage universel trouve vite ses limites. En effet, dans le modèle bipartite de la politique colombienne (libéral/conservateur), que l'on retrouve de manière plus large dans toute l'Amérique latine, aucun parti ne défend réellement les plus pauvres. Leurs luttes sont instrumentalisées à des fins politiques. Par exemple, il n'est pas rare de voir des chefs libéraux à la tête des révoltes afro-colombiennes, alors que le parti conservateur prend la défense des terres collectives indigènes, afin de s'assurer le soutien de ces groupes et le contrôle de certaines terres<sup>39</sup>.

En 1863 est élu président de la République Tomas Cipriano de Mosquera, riche propriétaire foncier, ex-conservateur, devenu un libéral radical – une trajectoire peu étonnante au vu de la porosité entre les deux partis et des programmes peu définis et mouvants en fonction de l'électorat ciblé et du contexte socio-économique<sup>40</sup>. Dès le début des années 1860, de Mosquera a réussi à réunir sous la même bannière des indigènes, des afro-colombiens, des artisans et des petits propriétaires terriens autour de revendications communes : le partage des terres, l'abolition de la peine de mort et la fin des lois de vagabondage, qui permettaient aux riches de fixer une main d'œuvre docile en limitant et en empêchant les mouvements des prolétaires

---

<sup>37</sup> Elisabeth Cunin, « Postface. Une perspective comparative sur les « sociétés post-esclavagistes », *Politique africaine*, vol. 140, n°4, 2015, p.87.

<sup>38</sup> En 1863, une nouvelle constitution est rédigée, dans laquelle le pouvoir central ne définit plus les conditions d'un processus électoral mais laisse à chaque État fédéral la liberté d'établir ses propres lois, qui, dans de nombreux cas, n'accordent le droit de suffrage universel qu'aux hommes pouvant prouver qu'ils sont alphabétisés. Selon le *Registraduría Nacional del Estado Civil* de la Colombie.

<sup>39</sup> Michel Gandilhon, *La guerre des paysans en Colombie : de l'auto-défense agraire à la guérilla des FARC*, Paris, les nuits rouges, 2011, p.46.

<sup>40</sup> Michel Gandilhon, *La guerre des paysans en Colombie : de l'auto-défense agraire à la guérilla des FARC*, Paris, les nuits rouges, 2011, p. 38.

désireux de partir à la recherche de meilleures conditions de vie ailleurs. Cette victoire de 1863 permet la mise en place de mesures pour le peuple, notamment des mesures en faveur des artisans.

Une coalition se forme alors face à Mosquera, rassemblant des libéraux en désaccord avec son projet politique et des conservateurs. C'est une coalition née de la peur face aux moyens de défense et de lutte des pauvres qui commencent à prendre trop de place : occupations des terres, vols de bétails, grève des loyers, multiplication de *Sociedades Democraticas* qui échappent au pouvoir<sup>41</sup> (je reviendrai sur ce point dans la partie 1c.). À la fin des années 1870, l'ordre traditionnel est rétabli dans le sud-ouest agité, et, à Bogota, le pouvoir central passe aux mains de la coalition. C'est le début de la période dite de la « Régénération », sous la direction de Rafael Nuñez. Cette régénération face à l'anarchie supposée des masses va donner lieu à l'instauration d'une nouvelle constitution en 1886. Celle-ci renforce le pouvoir exécutif, notamment via l'allongement du mandat présidentiel (six ans), et promeut une plus grande centralisation étatique : c'est désormais le pouvoir central qui nomme les gouverneurs provinciaux. Les manifestations sont dès lors interdites, les occupations de terres passibles de la peine de mort, les *sociedades democraticas* sont dissoutes et l'armée est professionnalisée.

---

<sup>41</sup> L'historien étatsunien Forrest Hylton utilise le terme « Thermidor tropical » pour parler du rétablissement de l'ordre traditionnel dans le Sud-Ouest et la reprise du pouvoir central par le parti conservateur. Forrest Hylton, *Colombie les heures sombres*, ?, ed.IMHO, 2008, p. 106.

### c. Mouvement artisan et ouvrier : formation et proximité avec le monde paysan

Ce chapitre revient sur la naissance des mouvements ouvriers et artisans colombiens au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, et à leur proximité avec les luttes rurales et paysannes. Il apparaît important de voir ici comment, en parallèle des mouvements agraires qui soulèvent la Colombie au cours de son histoire, l'entrée de la Colombie dans l'industrialisation donne naissance à un nouveau prolétariat urbain, qui lui aussi va mener des luttes sociales.

La fin des années 1840 marque le début d'une véritable indépendance politique et économique du pays. Jaramillo Uribe parle de « vraie décolonisation »<sup>42</sup>, la Colombie s'affirmant alors comme un Etat libre, indépendant et réformiste. Le début des années 1850 est donc marqué par de grands changements qui affectent le cours de l'histoire nationale. Pour cela, il semble intéressant de s'arrêter sur les changements liés à la réforme constitutionnelle de 1853 et des lois qui furent mises en place entre 1848 et 1854. Jaramillo Uribe les résume ainsi : mise en place d'un suffrage universel, abolition de la peine de mort pour les délits politiques, séparation de l'Église et de l'État, mise en place du mariage civil, de la liberté d'expression orale et écrite, réduction de l'armée, participation accrue des États et régions composant la *República de Nueva Granada*<sup>43</sup>.

Des changements d'ordre économique voient également le jour durant cette période : fin du monopole étatique sur le tabac, fin de l'impôt sur l'or et les diamants, liberté d'aliénation des terres des réserves autochtones (ce qui accentue encore l'inégalitaire répartition des terres en Colombie) et la liberté commerciale.

Le point commun de ces réformes sont un libéralisme fort, ayant pour objectif de supprimer l'obstacle aux activités individuelles et à l'exercice du droit des Colombiens, jusque-là limité par les institutions postindépendance<sup>44</sup>.

La première administration de Mosquera (1844-1848) était déjà marquée par cet esprit modernisateur, notamment via les nombreux travaux réalisés : routes, chemin de fer, canaux, afin de permettre une augmentation des échanges commerciaux à travers le pays. Mosquera crée également le *Colegio Militar* (école d'ingénierie) afin de faire naître une élite technique. Comme son successeur Hilario Lopez (1849-1853), il pousse beaucoup d'étudiants à poursuivre

---

<sup>42</sup> Jaime Jaramillo Uribe, « Las sociedades democráticas de artesanos y la coyuntura política y social colombiana de 1848 », *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, 1976, p. 16/17.

<sup>43</sup> Ibid.

<sup>44</sup> Michel Gandilhon, *La guerre des paysans en Colombie : de l'auto-défense agraire à la guérilla des FARC*, Paris, les nuits rouges, 2011, p.70.

leurs études à l'étranger, en particulier aux États-Unis. Des professeurs européens sont également engagés.

Ces changements modifient la structure sociétale et la dynamique intellectuelle du pays. Les commerçants, qui voient leur nombre croître, sont les premiers à adopter les nouvelles idées libérales, conformes à leurs intérêts et à leurs modes de vie. Il y a aussi une hausse du nombre d'artisans, qui jusque-là étaient peu nombreux et peu organisés. Les années 1850 marquent également la diversification de leurs activités (couture, menuiserie, services). C'est le début de l'organisation des artisans en *Sociedades democraticas* (SD). José María Samper affirme que, en 1850, plus de 4000 personnes appartiennent à la *Sociedad Democratica de Artesano de Bogota*, fondée en 1847, marquant ainsi les premiers pas de l'organisation syndicale dans le pays<sup>45</sup>. C'est la naissance de la première organisation de classe artisanale qui va jouer un rôle décisif dans la vie politique et sociale de l'époque, notamment dans l'élection de Hilario Lopez. Plus qu'une organisation syndicale, les SD permettent de véhiculer le projet politique des classes médianes et commerciales. Cette effervescence politique, influencée par les idées françaises, va permettre la naissance de clubs politiques comme l'*Escuela Republicana*, d'où sortent les dirigeants de l'aile radicale du libéralisme : *les Golgotas*. De ces clubs émergent selon Samper «non seulement les représentants du peuple, mais aussi la jeunesse éclairée et les plus éminents républicains.<sup>46</sup> ».

Les *Sociedades Democraticas* vont se multiplier dans les grandes villes de province, sur le modèle de la SD de Bogota, que ce soit à Cali, Popayan, Medellin, Cartago. C'est alors une période d'effervescence politique à laquelle tous les citoyens veulent participer. Cependant, pour Jaramillo, il ne faut pas voir dans ces SD des organisations de classe au sens de la lutte des classes. Leurs objectifs et buts ne sont pas toujours clairs. La SD de Bogota soulève des problèmes de protection du travail et demande l'introduction de taxes douanières élevées. D'autres SD définissent leurs objectifs de manière plus large<sup>47</sup>.

Très vite, les relations entre les artisans syndiqués et le pouvoir libéral naissant vont donner lieu à des tensions. Le parti libéral et la bourgeoisie voient d'un mauvais œil le pouvoir et la force que prennent les SD dans le monde politique. La bourgeoisie considère les artisans comme des partenaires inconfortables, aux ambitions disproportionnées. La naissance d'une certaine

---

<sup>45</sup> José María Samper, *Apuntamientos para la Historia*, Bogotá, 1853, p. 513.

<sup>46</sup> « no sólo los representantes del pueblo, sino la juventud ilustrada y los más eminentes republicanos ». *Ibid.*, p. 484.

<sup>47</sup> Jaime Jaramillo Uribe, « Las sociedades democráticas de artesanos y la coyuntura política y social colombiana de 1848 », *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, 1976, p.29.

conscience de classe, soucieuse de préserver ses intérêts, n'est pas en accord avec les volontés libre échangistes du parti libéral, en vertu de la division internationale du travail. Les artisans veulent préserver leurs intérêts et maintenir des taxes douanières importantes afin de limiter le poids de la concurrence étrangère.

L'Age d'or des SD, dérangeantes aux yeux de l'oligarchie, se termine suite à leur soutien au Général José María Meló lors de son coup d'état le 17 avril 1854. Ce dernier, en échange de leur soutien politique et militaire, leur avait promis une hausse des taxes d'importation. Suite à la défaite de Meló et son exil au Mexique, ce sont 300 artisans qui vont payer le prix fort pour leur « trahison ». Ils sont déportés et emprisonnés à Panama. La politique libre échangiste libérale se développe alors rapidement et nourrit une désillusion au sein des milieux artisans.

Certaines SD vont tout de même continuer à défendre leurs intérêts. Par exemple, en 1859, à l'aube des élections présidentielles, où des artisans de Mompos lancent un appel à tous les artisans à travers le pays et émettent une critique sévère du gouvernement. Ils réclament entre autres la reconnaissance de la baisse des droits de douane qu'ils assimilent à des actes d'expropriation et demandent un dédommagement de l'État, au même titre que les anciens propriétaires d'esclaves lors de l'abolition de 1851.

Après les années 1860, les SD perdent de plus en plus de poids. Certaines continuent de rester actives jusqu'à la fin du XIXème siècle ; en 1893 des protestations artisanes sont violemment réprimées par la police, faisant 20 morts et plus de 40 blessés.

La formation du mouvement ouvrier colombien s'inscrit dans la continuité des révoltes démocratiques et des *Sociedades Democraticas* du XIXème siècle. Les idées socialistes se développent en Amérique latine, notamment avec l'arrivée des exilés du Printemps des peuples venus d'Europe dès 1848 et, surtout, de celle des immigrants venus plus tard dans le siècle d'Espagne et d'Italie. Bogota voit se multiplier les clubs développant des idées socialistes mais leur influence politique est modeste, l'industrialisation du territoire colombien n'étant pas suffisamment développée pour générer de véritables masses ouvrières.

Il faut attendre le début du XXème siècle pour voir les ouvriers colombiens s'organiser en véritables syndicats. En 1909 a été formé le premier syndicat ouvrier autorisé par l'État et, en 1914, l'appel de l'*Union Obrera de Colombia* à la manifestation du premier mai rassemble des centaines de travailleurs.

Les idées marxistes ne se développent qu'à partir des années 1910-1920, notamment grâce au travail de Sylvestre Staviscky, de la Troisième Internationale. Avant, ce sont les idées socialistes françaises qui ont le plus influencé le monde colombien de la fin du XIXème au début du XXème siècles.<sup>48</sup> Ces idées résonnent au sein des classes ouvrières, notamment avec la multiplication du prolétariat urbain colombien, qui participe activement à la création des premiers syndicats ouvriers.

En 1919, les révoltes des tailleurs de Bogota, en protestation à l'achat des uniformes de l'armée à l'étranger, sont contenues dans le sang (7 morts, 15 blessés). Les tailleurs défilent sous le slogan « *Viva el Bolchevismo* »<sup>49</sup>.

En février 1920 a lieu ce que l'on considère comme la première grande grève ouvrière, à Bello, dans le département d'Antioquia. Cette grève est menée par Betsabe Espinal, qui réclame entre autres une égalité des salaires entre les hommes et les femmes. Cette grève débouche sur la réduction du temps de travail journalier pour les ouvriers. Les dockers et les cheminots mènent également de grandes contestations sociales, ce qui inquiète les autorités. En effet, le début du XXème siècle est marqué par l'épuisement de la dynamique de « Régénération » évoquée précédemment et voulue par le pouvoir en place.

Les classes populaires relèvent la tête et revendiquent de meilleures conditions de travail, que cela soit au sein du prolétariat urbain ou du prolétariat rural. Les idées de la révolution mexicaine zapatiste (1910-1920), qui militent pour la restitution des terres que s'étaient accaparés les grands propriétaires aux dépens du prolétariat rural, trouvent un écho au sein des populations rurales colombiennes. Une autre influence internationale va jouer un rôle dans les luttes populaires en Colombie, est celle de la révolution d'Octobre de 1917 en Russie. Ces deux séismes politiques vont provoquer une onde de choc dans le pays en accentuant la radicalisation de certains milieux libéraux et aboutissent en 1926 à la création du Parti socialiste révolutionnaire, précédant la fondation du parti communiste colombien en 1930<sup>50</sup>.

Toujours autour de cette question de justice agraire et de meilleure répartition des terres, il est fondé en 1914 le *Consejo Nacional de Indios (CNI)*, qui lutte pour la défense des terres indigènes (en particulier dans les régions du Cauca et de Tolima). Ces terres sont alors menacées

---

<sup>48</sup> Michel Gandilhon, *La guerre des paysans en Colombie : de l'auto-défense agraire à la guérilla des FARC*, Paris, les nuits rouges, 2011, p.49.

<sup>49</sup> *Ibid.*, p.55.

<sup>50</sup> Michel Gandilhon, *La guerre des paysans en Colombie : de l'auto-défense agraire à la guérilla des FARC*, Paris, les nuits rouges, 2011, p.70.

par l'avidité des grands propriétaires terriens qui cherchent en permanence à s'agrandir dans cette période de boom de la production de café. La question indienne et la question ouvrière seront liées tout au long du XXème siècle.<sup>51</sup>

Les campagnes sont aussi le théâtre du soulèvement du prolétariat rural qui se divise en plusieurs groupes : journaliers, employés agricoles, petits propriétaires, qui multiplient les revendications sociales.

Les ouvriers agricoles demandent une revalorisation de leurs salaires face aux gains générés par le boom du café. En effet entre 1870 et 1910, la production de café passe de 60 000 à 600 000 sacs par an, sachant que 80 % de la production est réalisée par les départements du Santander et du Cundinamarca<sup>52</sup>. Les conditions de travail sont alors médiocres pour les paysans travaillant dans les grandes *haciendas*. Et dès la fin des années 1910, les métayers (*aparceros*) se battent pour une diminution de la rente en nature qu'ils doivent à leurs propriétaires ; quant aux petits exploitants (*arrendatarios*), ils exigent une augmentation de leurs salaires pour les périodes où ils travaillent directement pour les *haciendas*. À cette époque, il n'est pas rare de voir des *arrendatarios* travailler plus de 15 jours par mois sur les *haciendas* de manière gratuite. En 1918, les grandes luttes agraires se concentrent autour du refus du travail gratuit ainsi que l'instauration d'une rémunération alignée sur celle des ouvriers agricoles.

Le début du XXème siècle est donc déjà marqué par le conflit autour de la répartition de la terre et les droits de ceux qui la travaillent. Ces grandes luttes connaissent une véritable cristallisation dans les années 1930.

---

<sup>51</sup>. Le fondateur du CNI devient vice-président de la Confederación Obrera Nacional (CON) et le parti communiste colombien présentera aux élections présidentielles de 1934 un candidat autochtone, Entiquio Timoté, militant engagé dans les luttes agraires de la région de Tolima.

<sup>52</sup> Fernando Estrada, « Por los senderos del café. La bebida del diablo: Historia económica y política del café en Colombia. », *Revista Credencial Historia*, n°261, septembre 2011, p.54.



## 2. Lutttes agraires et création des FARC : l'épisode Marquetalia

### a. L'origine des FARC : les mouvements agraires des années 1930

Les années 1930 marquent la cristallisation des conflits agraires. Le contexte politique est particulier, le pouvoir repasse aux mains des libéraux après cinquante années dominées par le pouvoir conservateur. On assiste à une remise en question par le peuple de l'ordre traditionnel établi dans les campagnes. C'est la période de « petite violence » qui marque le début d'un cycle de violence et précède la période dite de la « *Violencia* » (1948-1960), la plus meurtrière de l'histoire colombienne. Dès les années 1930, on voit apparaître des bandes armées financées par les grands propriétaires terriens, des milices d'autodéfense paysanne soutenues par le parti communiste colombien et la mise en place d'un « banditisme agraire ».

Dans les années 1930, les agitations paysannes se déroulent dans les régions de Cundinamarca et Tolima, autour de trois grandes problématiques : l'amélioration des conditions de travail au sein des *haciendas*, la répartition inégale de la terre et la défense des terres collectives indiennes. L'occupation des *haciendas* est l'un des moyens de lutte les plus efficaces et rassemble plusieurs milliers de paysans. Cet agrarisme révolutionnaire profite au parti communiste colombien<sup>53</sup>, qui tente de se placer à des postes stratégiques du pouvoir local afin de diriger cette agitation politique au sein des conseils municipaux. On assiste alors à un processus d'unification des masses, en particulier rurales, dans un pays où 80 % de la population vit encore dans les campagnes. Ces conflits déboucheront sur la disparition ou le morcellement de beaucoup de ces *haciendas* et sur la formation de zones contrôlées par les communistes et leurs alliés<sup>54</sup>.

La crise au sein des campagnes colombiennes est exacerbée par l'irruption de la crise mondiale de 1929. Entre 1927 et 1933, le prix du café chute de 60 %<sup>55</sup>. Pour compenser les pertes, les grands producteurs des régions caféières tentent d'étendre leurs domaines, procédant alors à des expulsions violentes des petits propriétaires. Il est interdit aux petits producteurs de cultiver du café pour ne pas créer de concurrence.

---

<sup>53</sup> Le PCC est officiellement fondé en 1930 suite à la décision du Komitern formalisée en juillet 1929 lors d'une conférence des PC latino-américains organisée à Buenos Aires.

<sup>54</sup> Daniel Pécaut, « Réflexion sur la naissance des guérillas colombiennes », *Cahiers des Amériques latines*, 2001, n°36, p.82.

<sup>55</sup> Absalon Machado C. « Política cafetera : 1920-1962 », *Desarrollo y Sociedad* n°8, Mai 1982, p.180.

Cependant, malgré une apparente transformation du monde politique rural dans la logique d'une lutte des classes non influencée par le système bi-partiste colombien, le clientélisme perdure. De cette manière, un paysan fidèle au parti conservateur va se sentir plus proche d'un bourgeois lui-même conservateur que d'un paysan se revendiquant proche du parti libéral. Cela constitue un vrai frein à la lutte du prolétariat rural, qui voit sa dominante politique (libéral/conservateur) prendre le pas sur leur appartenance à leur classe sociale : prolétaire.

Un nouvel acteur majeur va alors émerger sur scène politique colombienne, Jorge Eliécer Gaitán, qui va développer des idées qui seront soutenues massivement par le peuple. En premier lieu, il exprime son refus de se positionner dans le modèle traditionnel bipartite colombien, d'autre part et son démocratisme radical a conquis le cœur des masses populaires, ouvrières et paysannes. Avocat, il a soutenu les luttes indiennes et afro-colombiennes dès les années 1920. Ouvertement critique de l'oligarchie en place et des politiques menées par les conservateurs mais aussi par les libéraux, sa candidature et sa popularité vont vite inquiéter le pouvoir traditionnel. Le parti communiste voit également d'un mauvais œil sa présence sur la scène politique, le percevant comme un potentiel rival lui volant des voix au sein du prolétariat. Gaitán, après avoir quitté le parti libéral, crée l'UNIR (*Union Nacional de la Izquierda Revolucionara*) en 1933<sup>56</sup>. Celle-ci met en place des ligues de défense paysannes ayant pour objectif de défendre la petite propriété des fronts pionniers du café et de lutter contre la présence du servage au sein des *haciendas*. Selon Gandilhon, Gaitán tient un discours mêlant des idées issues du marxisme, mais aussi du fascisme (il éprouve une forte admiration pour Mussolini)<sup>57</sup>. Le succès de son populisme auprès du peuple s'explique de plusieurs manières, notamment par le fait que la classe ouvrière des années 1920 n'arrive pas à se doter d'un syndicat pérenne et indépendant. La *Confederación de Trabajadores de Colombia* (Confédération des Travailleurs Colombiens - CTC), créée en 1936, est par exemple sous la coupe du parti libéral<sup>58</sup> ; le parti communiste pour sa part a du mal à s'implanter dans les milieux ouvriers, n'ayant de véritable influence que sur les dockers.

Dès 1934, les libéraux alors au pouvoir décident de mener une politique dite de « la révolution en marche », ayant pour objectif d'intégrer les travailleurs à l'État, en les défendant notamment face aux grandes compagnies. Les libéraux s'attirent ainsi la sympathie populaire. De plus, la

---

<sup>56</sup> Richard E. Sharpless, *Gaitan of Colombia : A Political Biography*, University of Pittsburgh Pre, 1978, p.71.

<sup>57</sup> Michel Gandilhon, *La guerre des paysans en Colombie : de l'auto-défense agraire à la guérilla des FARC*, Paris, les nuits rouges, 2011, p.85

<sup>58</sup> Daniel Pécaut, « Réflexion sur la naissance des guérillas colombiennes », *Cahiers des Amériques latines*, n°36, 2001, p.97.

seconde moitié des années 1930 est marquée par une politique active d'industrialisation, en réponse à la crise mondiale et à la nécessité de substituer les importations.

Cette montée populiste va mener à la radicalisation du parti conservateur ; ce dernier développe une idéologie ultra réactionnaire catholique, en opposition au « populisme progressiste gaitaniste ». Le parti libéral y répond par un anticléricalisme fort et une modification de la constitution séparant définitivement l'Église de l'État. De leur côté, les libéraux monopolisent le pouvoir (fraudes aux élections, police partisane). Cela polarise de nouveau le monde politique colombien en deux partis, dont l'hostilité est grandissante. Les conservateurs boycottent les élections présidentielles et Gaitán retourne au sein du parti libéral<sup>59</sup>.

En 1935, le Komintern abandonne la lutte dite « classe contre classe » pour se concentrer sur les fronts populaires. Ainsi, malgré la faiblesse électorale du PCC, ce dernier suivant les consignes de Moscou, s'allie avec le parti libéral annihilant ainsi toute possibilité de sortir du modèle bipartite. Ce tournant radical va avoir pour effet de désarmer les ligues agraires du PCC dans les campagnes colombiennes. En effet, soit elles sont désarmées totalement, soit elles reçoivent l'ordre de ne s'attaquer qu'aux grandes familles conservatrices. Pour apaiser les tensions, l'État adopte des mesures favorables aux petits paysans, les défendant et tentant de protéger leurs terres face à la voracité des grands propriétaires. Cependant, dès le second mandat de Lopez Pumarejo en 1938, le gouvernement fait marche arrière face au mécontentement des grands propriétaires fonciers : les tentatives d'occupation des terres par les métayers sont durement réprimées et les empiétements violents sur leurs propriétés par les grands propriétaires sont impunis. Plus largement, le parti libéral, après ses politiques protectionnistes liées à la crise de 1929, retourne à un modèle libre échangiste qui nécessite une main-d'œuvre à bas coût.

Le parti libéral refuse que Gaitán se présente en son nom aux élections présidentielles de 1946. Il se présente alors en indépendant et obtient de bons résultats, insuffisants cependant pour lui assurer la victoire, qui revient à Mario Ospina Perez du camp conservateur, profitant des divisions au sein du camp libéral.

Le 9 avril 1948, Gaitán est assassiné à Bogota par un jeune homme, Juan Roa Sierra, qui lui a tiré trois fois dessus. Les motivations de l'assassin et l'identité le potentiel commanditaire du meurtre de l'homme politique restent inconnu, l'assassin ayant été lynché à mort par la foule. Depuis, cet assassinat ne cesse de nourrir des polémiques inépuisables. Pour les conservateurs,

---

<sup>59</sup> Michel Gandilhon, *La guerre des paysans en Colombie : de l'auto-défense agraire à la guérilla des FARC*, Paris, les nuits rouges, 2011, p.102.

c'est une manœuvre politique et une provocation communiste dirigée depuis Moscou. La présence de Fidel Castro à Bogota durant les événements contribuera à nourrir cette théorie<sup>60</sup>. Pour les libéraux de gauche et les communistes, cet assassinat est le fruit d'une alliance entre l'oligarchie conservatrice et les services secrets américains<sup>61</sup>. La CIA est en effet soupçonnée d'avoir participé à cet événement, afin d'empêcher que Gaitán puisse mettre ses réformes sociales en place en cas d'une victoire aux présidentielles de 1950, ce qui aurait nui aux intérêts des compagnies bananières américaines telles que la United Fruit Company. Toutes les archives de la CIA traitant de Gaitán furent détruites en 1972.<sup>62</sup>

Persuadé de l'existence d'un complot conservateur, le parti communiste, les gaitanistes libéraux et la CTC (*Confederación de Trabajadores de Colombia*) appellent à une grève générale sur tout le territoire. Une vague de révolte populaire se répand, appelée communément « *El Bogotazo* », et considérée comme le premier épisode de la période de la *Violencia*. Suite à l'assassinat de son leader, le peuple attaque dans un premier temps les lieux conservateurs puis se retourne contre tous les lieux du pouvoir de classe : ministère, église, chambre des députés.

---

<sup>60</sup> Eduardo Mackenzie, *Les Farcs ou l'échec du communisme du combat*, Editions Publibook, 2005, p.251.

<sup>61</sup> Hernando Calvo Ospina, *Colombie, Derrière le rideau de fumée, histoire du terrorisme d'état*, Le temps des cerises, Pantin, 2008, p.269.

<sup>62</sup> Anisseh van Engeland et Rachael M. Rudolph, *From terrorism to politics*, Ashgate Publishing, Aldershot, 2008, p. 136.



Sady González, *Arden los ánimos*. Fondo Sady González, N°264. Archivo de Bogotá, 9 avril 1948.

La foule envahit et saccage le *Capitolio*, où se tenait la conférence de l'*Organization of American States* (OAS), placée sous la direction du général nord-américain Georges Marshall, secrétaire d'État du président Truman. En l'absence d'une intervention de la police et de l'armée, les pillages se multiplient à Bogota. Après s'être emparés d'une station de radio, des partisans de Gaitán appellent le président Mariano Ospina Pérez à démissionner. Ce dernier, son cabinet et les dirigeants libéraux ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les mesures à adopter et la situation ne cesse d'empirer. La révolte populaire s'étend à d'autres villes : Medellín, Ibagué et Barranquilla.

Cependant, le pouvoir en place reprend le contrôle après plusieurs jours de tueries, pillages et incendies, afin de mater cette rébellion du peuple. Le 11 avril, l'armée intervient et rétablit

l'autorité de l'État. On dénombre plus de 1900 morts<sup>63</sup>, des milliers de blessés et 136 édifices détruits.

L'ordre rétabli, le parti conservateur et le parti libéral tentent de trouver un *modus vivendi* en créant un gouvernement d'Union Nationale. Les négociations entre les deux partis échouent rapidement. En effet, dans les villes qui s'étaient soulevées lors du *Bogotazo*, les conservateurs s'appuient sur le soutien de l'armée pour exclure les libéraux des postes décisionnels. En novembre 1949, à Bogota, le président conservateur ferme le Congrès et les libéraux boycottent la vie politique et les élections de 1950.

En 1950, Laureano Gomez accède au pouvoir lors des élections. Cet idéologue réactionnaire se veut héritier de Bolivar, des créoles et de la Nouvelle-Grenade. Il supprime le suffrage universel masculin, qu'il considère contradictoire avec la nature hiérarchique de la société, et lance la chasse aux gaitanistes, incarnation selon lui de la Colombie « nègre » et « barbare »<sup>64</sup>. Le PCC est interdit. Dans les campagnes, la chasse aux communistes et aux gaitanistes est ouverte. L'heure de la revanche face au péril rouge a sonné pour les conservateurs. Face à cette contre-révolution conservatrice, la gauche colombienne arme également ses propres guérillas et parvient à contrôler des régions entières.

---

<sup>63</sup> D'après les quotidiens de l'époque selon Juan-Carlos Guerrero-Bernal, *La fixation progressive d'une représentation floue de la violence colombienne sur la scène médiatique internationale*, Institut Marcel Mauss - EHESS, 2006. p. 170.

<sup>64</sup> Comme le résume Jean Pierre Minaudier dans son ouvrage « *Histoire de la Colombie* » (*op.cit*), les élites conservatrices se considèrent comme « la mince pellicule de civilisation européenne qui flotte sur le puits insondable de l'âme indienne et noire ». p.250.

b. La Violencia (1948-1960)

La guerre civile opposant les conservateurs aux libéraux et aux communistes va durer officiellement 10 ans et, selon les différents historiens, va causer entre 180 000 et 300 000 morts<sup>65</sup>. Du fait de sa dimension identitaire (en termes d'appartenance politique), cette guerre être particulièrement violente. L'Église se salit les mains, rejoignant les rangs des conservateurs et excommuniant en masse les rebelles. Elle met aussi en place une « sanctification »<sup>66</sup> des tueurs conservateurs, créant de véritables cultes populaires autour de ces personnes. La simple appartenance d'un bourg au parti libéral justifie le massacre de tous ses habitants, femmes et enfants compris. Les pires outrages sont commis : émascation, décapitation, mise en scène macabre. Michel Gandilhon parle de guerre clanique, à l'instar d'autres pays comme l'Albanie ou le Kurdistan, où la régulation sociale des campagnes s'exerce au nom de codes d'honneur et de vendettas. Maria Victoria Uribe en parle ainsi : « On exterminait souvent des familles entières puisque tuer l'ennemi signifiait nécessairement tuer son épouse et ses enfants : laisser la vie sauve à l'un des membres de la famille c'était prendre le risque que celui-ci se charge plus tard de venger les siens »<sup>67</sup>.

Dans certaines régions, des pans entiers de l'appareil de l'État, police et armée, passent du côté d'un parti ou de l'autre. Cependant, de manière générale, l'armée a tendance à fermer les yeux sur les crimes commis par les conservateurs. L'émergence du banditisme de masse est aussi liée à cette période. Les fameux *parajos*<sup>68</sup> (bandes armées) écument les campagnes et se vendent aux grands propriétaires pour accomplir tous les plus sombres méfaits.

Selon Éric Hobsbawm, citant les historiens Gonzalo Sanchez et Donny Meertens, l'instrumentalisation des mercenaires par l'oligarchie agraire dans le cadre de la *Violencia* explique le peu de popularité de la tradition du hors-la-loi en Colombie, contrairement par exemple au Mexique ou au Brésil.

Ce qui s'est produit en Colombie est le processus inverse de celui du *cangaço* brésilien. Au fil du temps ce dernier a perdu l'essentiel de l'ambiguïté qui le caractérisait et s'est progressivement conformé à l'image du bandit social. Le *cangaçeiro* a fini par devenir le symbole des vertus indigènes et l'incarnation

---

<sup>65</sup> Michel Gandilhon, *La guerre des paysans en Colombie : de l'auto-défense agraire à la guérilla des FARC*, Paris, les nuits rouges, 2011, p.187.

<sup>66</sup> Michel Gandilhon, *ibid.*, p.190.

<sup>67</sup> Maria Victoria Uribe, *Anthropologie de l'inhumanité, Essai sur la terreur en Colombie*, Paris, Calmann-Lévy, 2004, p.42.

<sup>68</sup> Ce terme, littéralement oiseau en espagnol désigne les assassins du lumpenprolétariat (de l'allemand Lumpenproletariat : « prolétariat en haillons », sous-prolétariat) embauchés par le parti conservateur.

de l'indépendance nationale. (...) En Colombie au contraire, le bandit personnifie la cruauté et la monstruosité inhumaine, et dans le meilleur des cas (à l'image d'un) « *hijo de la Violencia* » ; frustré, désorienté et manipulé par les dirigeants locaux. C'est là l'image que l'opinion publique a adoptée<sup>69</sup>.

*La Violencia*, guerre civile politique, est aussi le théâtre des affrontements d'une guerre économique pour le contrôle de la terre. Elle a permis, et ce surtout dans les régions caféières les plus touchées par les inégalités, à tous les différents acteurs ruraux (grands propriétaires, petits colons, métayers) de s'approprier les terres de leurs ennemis politiques en les tuant ou en les expropriant. Cette période est aussi marquée par l'étouffement des revendications salariales des petits paysans et des métayers, qui voulaient en finir avec la forme de quasi-servage mise en place dans certaines *haciendas* et qui exigeaient une revalorisation de leurs salaires.

Cette guerre n'est donc pas une guerre de classe mais bien une guerre partisane. Les prolétaires se trouvent comme enfermés entre les deux partis, subordonnant encore plus étroitement les classes populaires aux élites dominantes. Des chefs libéraux ou conservateurs ont levé des armées composées de leurs employés les plus pauvres qui s'affrontent entre eux, témoignage de l'échec des mouvements communistes et socialistes à imposer une véritable lutte des classes. *La Violencia* ne fait qu'exacerber les déséquilibres sociaux au sein des zones rurales les plus pauvres, outre qu'elle favorise la création d'un prolétariat de plus en plus important, ce qui peut s'expliquer par le déracinement des populations paysannes lié aux expulsions des terres et les migrations de ces derniers vers les villes qui en ont découlé. (voir Annexe 2)

En 1956, les conservateurs et les libéraux trouvent un compromis pour mettre fin à cette période si trouble. Le pacte de Benidorm entre en vigueur en 1958 et marque la fin officielle de *La Violencia*. Ce pacte prévoit une amnistie générale et une candidature commune des deux partis pour les quatre prochaines élections présidentielles<sup>70</sup>.

Certaines factions du parti libéral, celles qui ont mis en place des guérillas (plus ou moins 20 000 hommes), en particulier dans les régions caféières (Tolima, Antioquia, Quindío) se sentent trahies. La région de Tolima est traditionnellement portée sur les luttes agraires, que ce soit avec les ligues du PC, les ligues gaitanistes ou libérales. Dès 1949, au début de *la Violencia*, le comité central du PCC clandestin y avait appelé au développement d'une autodéfense de masse face aux conservateurs. Le 22 octobre 1949, au début de la période de *la Violencia*, lors

---

<sup>69</sup> Eric Hobsbawm, *Les Bandits*, Paris, Coll.Zones, La Découverte, 2008, p.180.

<sup>70</sup> Jean-Pierre Minaudier, *Histoire de la Colombie de la conquête à nos jours*, Paris, L'Harmattan, coll. « Horizons Amériques latines », 1997, p.178.



du 13e plénum de son comité central, le parti communiste a formulé sa politique d'autodéfense des masses face aux conservateurs dans le slogan : « Opposer aux violences réactionnaires, la violence organisée des masses.<sup>71</sup> ». En 1958, le PCC récupère alors dans ses rangs bon nombre de paysans libéraux de la région de Tolima lors de la « trahison »<sup>72</sup> que représente pour eux l'accord entre conservateurs et libéraux. Inquiet de la concurrence communiste recrutant au sein de ses propres rangs, le parti libéral va lancer des offensives contre ses anciens alliés afin de les expulser du sud de la région de Tolima.

Dans d'autres régions, comme la région du Llanos, la démobilisation des troupes a été moins difficile pour les libéraux. Ceci peut s'expliquer par l'hégémonie des *hacenderos* libéraux qui ont su regrouper colons et métayers face aux conservateurs. Cependant, dans cette région aussi, des petits groupes rejoignent les proto-guérillas communistes. Ces aspirations s'étaient déjà manifestées lors de la Convention nationale du mouvement des guérillas en 1952<sup>73</sup>. Les délégués du Llanos avait alors fait la proposition de deux lois en 1952 et 1953 (Première et deuxième lois de Llanos) devant servir d'axes dans l'organisation des luttes futures. Elles promulguaient dans les régions orientales aux mains des guérillas la mise en place d'une réforme agraire limitant la grande propriété foncière, l'instauration d'un système judiciaire démocratique (et donc hors de l'emprise de l'oligarchie) et la mise en place d'un gouvernement populaire. Ces propositions avaient été très mal perçues non seulement par les conservateurs, mais aussi par les caciques libéraux de la région.

---

<sup>71</sup> « *Oponer a la violencia reaccionaria la violencia organizada de las masas* », Jacobo Arenas, *Colombie, guérillas du peuple*, Paris, Editions sociales, 1969, p.23.

<sup>72</sup> Pedro Antonio Marin alias Manuel Marulanda Vélez, chef des FARC jusqu'en 2008, en fait partie.

<sup>73</sup> Réunion clandestine rassemblant dans le Boyacá l'ensemble des formations armées du pays résistant alors à la terreur conservatrice.

c. La valse des Républiques : Marquetalia (1958-1964)

La fin des années 1950 est donc marquée par une contre-révolution préventive, menée par les classes dominantes, avec pour objectif de briser les mouvements populaires et leurs revendications. Ceux qui n'ont pas rendu les armes suite à l'alliance des deux partis sont traqués par l'armée. Les guérillas du PCC, les seules à ne pas avoir déposé les armes, se réfugient sur les hauts plateaux des cordillères andines ou dans les territoires dépeuplés de l'est colombien. Elles mettent en place des zones d'autodéfense, appelées par le gouvernement « Républiques indépendantes ». Au début des années 1960, on en dénombre onze. Dans ces régions, les communistes colombiens bâtissent un embryon de formation étatique comprenant son propre système judiciaire et sa propre fiscalité, reposant pour l'essentiel sur la taxation de l'alcool.

**ZONAS DE AUTODEFENSAS Y GUERRILLAS MÓVILES**



Eduardo Pizarro Leongómez, « Las FARC (1949-1966). De la autodéfensa a la combinación de todas las formas de lucha », Bogotá : Tercer Mundo Editores-IEPRI, 1991, p. 110.

La plus connue de ces républiques est celle de Marquetalia, située sur les hauts plateaux de la cordillère centrale, aux confins des départements de Tolima, du Huila et du Valle del Cauca. Elle est issue de la guerre de 1955 menée par les libéraux et l'armée face aux groupes armés refusant de rendre les armes. Des centaines de familles, accompagnées par les guérilleros, ont alors fui vers les hauts plateaux dans des conditions très difficiles. C'est dans cet endroit isolé et difficile d'accès, que naît le processus qui conduira en 1966 à la création officielle des *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* : les FARC.

Le début des années 1960 est marqué par l'affaiblissement et la démobilisation des mouvements armés. Ces groupes relégués dans des régions déshéritées profitent de la volonté d'oubli de la société et tentent de tourner la page de la guerre civile afin de se renforcer. En effet, leur puissance militaire est alors très faible. L'État va d'ailleurs les laisser tranquilles durant quelques années. En échange d'une relative tranquillité, ces communautés paysannes s'engagent à développer les régions où elles vivent.

Très vite, cependant, la présence de ces Républiques va contrarier les factions les plus radicales des conservateurs. En effet, ils voient là un signe de faiblesse de l'État central : ces zones hors de contrôle étatique donnent le mauvais exemple aux masses populaires.

En 1962 est menée une première tentative de reconquête militaire de la République de Marquetalia avec le soutien des États-Unis, qui utilisent le prétexte de la présence de militaires chinois et russes au sein de ces Républiques pour justifier leur intervention et leur soutien à l'armée colombienne<sup>74</sup>. C'est le plan LASO (*Latin America Security Operation*). Dans le cadre de ce plan sont utilisées des doctrines contre-insurrectionnelles américaines, développées dans un contexte international de guerre froide opposant le bloc-Ouest sous la coupe des États-Unis au bloc-Est dirigé par l'URSS. « Les armes et les moyens les plus modernes, aériens et terrestres, napalm et dispositifs à infrarouges, sont mis par le pentagone à la disposition des forces de répressions elles-mêmes conseillées et dirigées par le Southern Command »<sup>75</sup>.

Une forme de « guerre psychologique » est mise également en place dans le cadre du plan LASO. En janvier 1964, le département E-5 de l'armée a instauré une section de relations

---

<sup>74</sup> Aucune présence de ces militaires russes et chinois n'est aujourd'hui avérée.

<sup>75</sup> Mario Iván Urueña Sánchez, « L'évolution d'une stratégie de contreinsurrection : le cas du conflit armé colombien (1962-1966) », *CRITERIOS - Cuadernos de Ciencias Jurídicas y Política Internacional*, Vol. 7. N°1, Janvier-juin 2014, p. 142.

Selon Sanchez, Le Pentagone a alors donné des instructions pour que la lutte antiguerilla soit placée sous la responsabilité des gouvernements latino-américains tout en restant sous son contrôle. Un état-major spécialisé est créé, basé à Panama, le *Southern Control*, ainsi qu'un corps de spécialistes de la contre-guérilla "les bérets verts" qui adaptent leurs expériences acquises au Vietnam aux conditions latino-américaines.

publiques dont l'activité primordiale a été d'informer la presse écrite, radio et télévisuelle des activités militaires d'une manière permanente et officielle. Progressivement, la propagande s'est intensifiée, notamment à travers l'utilisation d'affiches. Des personnages fictifs tels que Juan Patria (Jean Patrie) ont convié les paysans et d'autres membres de la population civile à coopérer avec les forces armées et à dénoncer les bandits<sup>76</sup>.

Jacobo Arenas, membre du PCC et présent durant l'offensive de Marquetalia, offre à travers son journal de guerre, un témoignage des combats entre les guérilleros et l'armée : « *les soldats du gouvernement avaient été harcelés par les paysans qui leur résistaient, les armes à la main en leur causant de nombreuses pertes, et impuissants à vaincre les obstacles d'une nature implacable, ils avaient dû retourner à leurs casernes* »<sup>77</sup>.

L'armée colombienne, soucieuse d'en finir avec cette République et le haut commandement militaire, prit dès 1960 la décision de hâter la transformation de l'armée régulière « en une véritable force de combat antiguérilla<sup>78</sup> ».

La direction du mouvement décide alors de tenir une assemblée générale afin de développer la tactique à adopter par la guérilla. Cette assemblée s'ouvre le 17 mai 1964 ; le 18 mai, l'État annonce à la radio le début de l'opération Marquetalia.

Les habitants de Marquetalia décide donc en premier lieu d'évacuer les familles nombreuses et surtout de mettre à exécution « la tactique de la guerre de guérilla totale, mobile et absolue »<sup>79</sup>.

Jacobo Arenas en parle ainsi : « *L'ennemi qui était en face était une puissante force anti guérilla à direction opérationnelle mobile, avec un centre de commandement opérationnel non mobile au sein duquel les spécialistes nord-américains allaient mettre en pratique leurs expériences de combat au Vietnam, en Corée et en Algérie* »<sup>80</sup>.

Cette menace va pousser les paysans à reprendre leurs armes et à se préparer à une nouvelle forme de guerre. La résistance s'organise sous la direction de Marulanda. En mai 1964, l'État, désireux d'en finir avec Marquetalia, envoie des milliers d'hommes appuyés par l'aviation et l'armée américaines, afin de détruire cette République indépendante. Cernés, les 200 hommes

---

<sup>76</sup> Rueda Santos, *De la guardia de las fronteras a la contrainsurgencia: elementos de la evolución política e institucional del Ejército colombiano 1958-1965*. Bogotá, Icfes. 2003, p. 303.

<sup>77</sup> Jacobo Arenas, *Colombie, guérillas du peuple*, Paris, Gallimard, 2010, p 34.

<sup>78</sup> Mario Iván Uruña Sánchez, « L'évolution d'une stratégie de contreinsurrection : le cas du conflit armé colombien (1962-1966) », *CRITERIOS - Cuadernos de Ciencias Jurídicas y Política Internacional*, Vol. 7. N°1, Janvier-juin 2014, p. 147.

<sup>79</sup> Jacobo Arenas, *Colombie, guérillas du peuple*, Paris, Gallimard, 2010 p. 35.

<sup>80</sup> Jacobo Arenas, *Colombie, guérillas du peuple*, Paris, Gallimard, 2010, p 36.

dirigés par Marulanda et Jacobo Arenas parviennent après une semaine de résistance à s'enfuir. Le 22 juin 1964, Marquetalia tombe aux mains du gouvernement. C'est une défaite militaire mais une certaine victoire politique pour les combattants : l'armée paysanne a su tenir tête à l'État oligarchique, soutenu par l'ennemi étatsunien. Elle a inventé une nouvelle forme de guerre défiant toutes les tactiques antiguérilla mises en place par l'État, en transformant les zones d'autodéfense en guérillas mobiles. C'est ici que se constitue le mythe fondateur de la création des FARC. Suite à la défaite de Marquetalia, l'État reprend une par une les zones indépendantes qui subsistaient dans le Cauca et le Huila.

En 1964, le Xème congrès du parti communiste colombien se réunit clandestinement et décide de la création des FARC, qui ne sera effective qu'en 1966. Pour le PCC, cela ne représente que l'une des modalités de lutte, ces dernières incluant aussi des voies légales. Contrairement aux idées révolutionnaires développées à Cuba durant cette période, à savoir *le guevarisme* et la théorie du *foco*<sup>81</sup>, les campagnes ne représentent pas pour le PCC une importance stratégique déterminante. En accord avec les thèses rédigées par Lénine en 1906 sur la guerre des partisans, le parti souhaite combiner guerre urbaines et rurales, pacifiques et armées. En effet selon Lénine : « Jamais le parti du prolétariat ne doit considérer la guerre de partisans comme l'unique ou même le principal moyen de lutte ; ce moyen doit être subordonné à d'autres, il doit être employé dans une juste mesure, de concert avec les moyens principaux et il doit être ennobli par l'influence éducatrice et organisatrice du socialisme »<sup>82</sup>.

Cette volonté de combiner les différentes formes de lutte témoigne de la stratégie des dirigeants communistes colombiens, qui voient dans l'intégration du prolétariat urbain de plus en plus nombreux dans les années 1960 une évolution majeure de la société colombienne. Il n'en demeure pas moins que la création des FARC ouvre la porte à une nouvelle ère stratégique, offensive comme l'exprime une résolution du Xème congrès :

Le fait le plus important des derniers temps en Colombie, celui qui constitue un changement qualitatif, c'est l'apparition du mouvement paysan des guérillas dans une étape nouvelle et supérieure de lutte

---

<sup>81</sup> Théorie du *foco* (foyer) : Cette théorie est en particulier défendue par Che Guevara et par Régis Debray dans son ouvrage *Révolution dans la révolution* (1967). L'idée principale de cette théorie est de s'appuyer sur des guérillas paysannes, avant de s'attaquer aux villes pour renverser le pouvoir en place. Cette théorie innove par rapport à la stratégie développée notamment par le parti communiste, pour qui la lutte armée ne peut voir le jour qu'après la création d'un parti révolutionnaire de masse. Au contraire, Guevara et Debray préconisaient la lutte armée, menée par de petits groupes de militants qui rallieraient progressivement les paysans des campagnes alentours. Cette guérilla devait d'elle-même, en principe, créer les conditions politiques d'une révolution, en suscitant le ralliement massif de la population à la cause révolutionnaire, transformant la guérilla en guerre révolutionnaire de masse. Ainsi, l'organisation militaire précédait l'organisation politique.

<sup>82</sup> Vladimir Ilitch Lénine, « La guerre des partisans », *Proletary*, n°5, 30 septembre 1906.

révolutionnaire. Le mouvement des guérillas a maintenant un contenu révolutionnaire et anti impérialiste conscient, un caractère national libérateur et il propose comme objectif supérieur la prise de pouvoir par les forces populaires et patriotiques pour réaliser les changements révolutionnaires qu'exige la crise de la structure.<sup>83</sup>

Le 20 juillet 1964, les guérilleros tiennent une assemblée générale et proclament le « programme agraire de la guérilla », qui prévoit la confiscation des terres appartenant aux *haciendas* et leur redistribution aux paysans, programme en partie mis en place durant la République de Marquetalia, notamment à travers une distribution des terres aux anciens guérilleros, via une confiscation des terres improductives. Ce programme est organisé en 8 points clés et revient sur la politique agraire que veut mettre en place le mouvement.<sup>84</sup>

C'est donc suite à la chute de la zone d'autodéfense de Marquetalia et l'adoption du programme agraire de la guérilla que le mouvement armé des *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* voient le jour en 1964. Elles n'adopteront cependant ce nom que deux ans plus tard, le 5 mai 1966, lors de la deuxième conférence de la guérilla.

Cette première partie, a permis de mieux entendre le contexte politique et social qui entoure la création des zones d'autodéfense paysanne durant les années 1950-1960. En revenant sur l'histoire des luttes agraires et sociale de la Colombie moderne et contemporaine, il est apparu que les luttes autour de la question agraire colombienne constituent un élément central de l'histoire colombienne.

Il apparaît désormais important, en préambule de mon analyse sur la vie au sein de la zone d'autodéfense de Marquetalia, de présenter de manière complète les travaux scientifiques et les sources que j'ai mobilisé au cours de ce travail de recherche et de revenir également sur la méthodologie utilisée pour les traiter.

---

<sup>83</sup> « El hecho más importante de los últimos tiempos en Colombia, el que constituye un cambio cualitativo, es la aparición del movimiento guerrillero campesino en una nueva y superior etapa de lucha revolucionaria. El movimiento guerrillero tiene ahora un contenido revolucionario y antiimperialista consciente, un carácter nacional liberador, y se propone como objetivo superior la toma del poder por las fuerzas populares y patrióticas para llevar a cabo los cambios revolucionarios que exige la crisis de la estructura. »

Comité central du Parti communiste de Colombie, cité par Eduardo Pizarro Leongómez., *Los orígenes del movimiento armado comunista en Colombia (1949-1966)*. Anal. Político, 1 mai 1989, p.165.

<sup>84</sup> Le texte intégral est disponible en fin d'ouvrage, Source 4.

## **DEUXIÈME PARTIE : Peut-on écrire une histoire de Marquetalia ?**

### **1. État de l'art**

Dans un premier temps et afin d'offrir une analyse des plus complète sur le cas « Marquetalia » il apparaissait essentiel de partir avec des bases solides sur l'histoire colombienne de la conquête à nos jours.

Pour cela l'ouvrage de Jean Pierre Minaudier « Histoire de la Colombie de la conquête à nos jours » est apparu comme un élément essentiel, listant et analysant tous les faits qui selon l'auteur ont constitué l'histoire de la Colombie. Organisé en six parties, l'ouvrage traite en premier lieu de la période de la conquête, puis de la période coloniale, de la période de l'Indépendance puis de celle de la Régénération. Il traite ensuite de la période de *la Violencia* et de la naissance des guérillas et des violences qui traversent le pays dans la seconde moitié du XXème siècle.<sup>85</sup>

Dans la même optique, le travail de José María Samper, bien que datant du XIXème siècle, résume les événements historiques qui ont eu lieu au cours des cinquante premières années après le processus d'indépendance, et qui selon Samper se sont montrés essentiels à la consolidation des institutions politiques et de l'organisation territoriale colombienne.<sup>86</sup>

D'autres ouvrages m'ont permis d'approfondir certaines périodes de l'histoire colombienne. Je pense ici notamment au travail de de Jerónimo Ríos Sierra, qui nous offre une analyse de l'histoire de la Violence en Colombie des années 1940 à 2020<sup>87</sup>. L'ouvrage d'Hernando Calvo Ospina, journaliste colombien, met en lumière la violence étatique en Colombie, et la complicité des États-Unis qu'il accuse notamment de prétexter financer la guerre contre le narcotrafic pour en réalité mener une guerre contre le communisme sur le territoire colombien<sup>88</sup>. Il met

---

<sup>85</sup> Jean-Pierre Minaudier, *Histoire de la Colombie de la conquête à nos jours*, Paris, L'Harmattan, coll. « Horizons Amériques latines », 1997, 368 p.

<sup>86</sup> José María Samper, *Apuntamientos para la Historia*, Bogotá, Imprenta del Neo-granadino, 1853, 585 p.

<sup>87</sup> Jerónimo Ríos Sierra, *Historia de la violencia en Colombia: 1946-2020. Una mirada territorial*, Madrid, Silex ediciones, 2021, 488p.

<sup>88</sup> Hernando Calvo Ospina, *Colombie, Derrière le rideau de fumée, histoire du terrorisme d'état*, Le temps des cerises, Pantin, 2008, p.269.

également en avant les liens entre les groupes paramilitaires et différentes personnalités politiques colombiennes et ceci depuis les années 1990.

Différentes biographies ont également été mobilisées dans ce travail de recherche : celle de l'homme politique Jorge Eliécer Gaitán<sup>89</sup>, ainsi que celle du guérillero Manuel Marulanda<sup>90</sup> m'ont par exemple permis de mieux entendre ces trajectoires de vie individuelles qui sont entrées dans l'histoire.

Comme il apparaît dans la première partie de ce mémoire, l'histoire des luttes agraires dans la Colombie contemporaine est un sujet traité par de nombreux chercheurs colombiens et internationaux. Indissociable de l'histoire des républiques indépendantes et par extension de Marquetalia, il apparaissait comme évident que les travaux traitant de ce sujet devaient être étudié en profondeur. Ceci peut s'expliquer par la position centrale qu'occupe la question de la répartition agraire et des inégalités qui en découle, au sein de l'histoire politico-économique de la Colombie entre le XV<sup>ème</sup> siècle et le XX<sup>ème</sup> siècle.

L'ouvrage de Jacques Chonchol « *Systèmes agraires en Amérique latine : Des agriculteurs préhispaniques à la modernisation conservatrice* »<sup>91</sup> permet par exemple d'obtenir une vision assez complète dans le temps de l'agriculture en Colombie sur plusieurs siècles. L'ouvrage de Pierre Gilhodès « *La question agraire en Colombie* »<sup>92</sup>, a également permis d'obtenir une vision de la place de la réforme agraire dans la vie politique et sociale de la Colombie entre 1958 et 1971. Il y est abordé des points précieux pour mon analyse notamment sur le syndicalisme paysan, les mouvements armés et les mouvements politiques révolutionnaires.

De nombreux articles scientifiques, permettent d'avoir des analyses plus poussées sur différents points spécifiques de ces luttes agraires antérieures au XX<sup>ème</sup> siècle. Nous pouvons citer ici les travaux de Tomás Gómez sur la passation et la spoliation de la terre des Indiens au profit des Espagnols puis des Créoles entre le XV<sup>ème</sup> et le XVIII<sup>ème</sup> siècle.<sup>93</sup> Le travail d'Anthony McFarlane, porte sur la logique des esclaves Marrons et la constitution des *Palenques* comme

---

<sup>89</sup> Richard E. Sharpless, *Gaitán of Colombia : A Political Biography*, University of Pittsburgh Pre, 1978, 240p.

<sup>90</sup> Alape Arturo. *Las vidas de Pedro Antonio Marin Manuel Marulanda Vélez Tirofijo*. Bogotá. Planeta. 1989, 246p.

<sup>91</sup> Jacques Chonchol, *Systèmes agraires en Amérique latine : Des agriculteurs préhispaniques à la modernisation conservatrice*, Paris, Éditions de l'IHEAL, 1995, 366 p.

<sup>92</sup> Pierre Gilhodès *La question agraire en Colombie*, Paris, Armand Colin, 1974, 537 p

<sup>93</sup> Tomás Gómez « Indiens et terre en Nouvelle-Grenade (1539-1843). Les Resguardos : structures de protection ou spoliation déguisée ? », *Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, n°28, 1977. La terre et les paysans en Amérique latine. p.11-31.



expression de la résistance des esclaves noirs contre le système colonial de la Nouvelle-Grenade, en particulier durant les XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles. Il s'interroge également sur la notion de justice ainsi que sur l'autonomie sociale acquise par l'organisation en petites sociétés d'esclaves fugitifs sur différents territoires.<sup>94</sup>

Le travail de Wolf et Mintz, tous deux sociologues, nous offre une étude détaillée et fournie des systèmes des *haciendas* et plus tard des *latifundios* en Amérique espagnole, et permet par-là de mieux entendre et comprendre les résistances paysannes qui se sont opposées à ce système.<sup>95</sup>

Très vite et pour mieux entendre la création des zones d'autodéfenses qui mèneront quelques années après à la création des FARC, il m'est apparu essentiel d'étudier l'histoire de ce mouvement armé. De nombreux ouvrages et articles scientifiques ont été mobilisés, je pense ici aux travaux de Carlos Medina Gallego<sup>96</sup>, de Carlos Arango<sup>97</sup>, de Juan Guillermo Ferro Medina et Graciela Uribe Ramón<sup>98</sup>, de Daniel Pécaut<sup>99</sup> ou encore de Michel Gandilhon<sup>100</sup>.

Cependant à travers l'étude de ces travaux traitant de l'histoire des FARC, il apparaît que la plupart n'évoquent que très brièvement la vie sous la République de Marquetalia, se concentrant plutôt sur la chute de cette République et la création des FARC qui en a découlé.

L'histoire des combats qui ont menés à la chute de la zone d'autodéfense entre 1962 et 1964, notamment à travers la mise en place du plan LASO (Latin America Security Operation), est assez bien documentée. Ce plan est initié en 1962 lors de première tentative de reconquête militaire de la République de Marquetalia avec le soutien des États-Unis. Dans le cadre de ce

---

<sup>94</sup> Anthony Mcfarlane, « Cimarrones Y Palenques En Colombia: Siglo XVIII. » *Historia Y Espacio* n°14, 2018, p.53-78.

<sup>95</sup> Wolf, ER, Mintz, SW, « Haciendas y plantaciones en Mesoamérica y las Antillas », *Haciendas, latifundios y plantaciones en América Latina*. Mexico City, Siglo Veintiuno Editores, 1975, p.493-531.

<sup>96</sup> Carlos Medina Gallego *FARC-EP : notas para una historia política 1958-2006*, Bogotá : Universidad Nacional de Colombia, Facultad de Derecho y Ciencias Políticas y Sociales, Grupo de Investigación de Seguridad y Defensa Actores Armados, 2009, 273p.

<sup>97</sup> Carlos Arango, *FARC veinte años. De Marquetalia a la Uribe*, Ediciones Aurora, 1984, 271p.

<sup>98</sup> Juan Guillermo Ferro Medina y Graciela Uribe Ramón, « El orden de la guerra, las Farc- ep: entre la organización y la política », Bogotá, *Revista de Estudios Sociales*, CEJA. 2002, p. 18-33.

<sup>99</sup> Daniel Pécaut, *Les Farc, une guérilla sans fins ?*, Paris, Editions Lignes de repères, 2008, 169 p.  
Daniel Pécaut, « Les FARC : longévité, puissance militaire, carences politiques », *Hérodote*, vol. no123, n°4, 2006, p.9-40.  
Daniel Pécaut, « Réflexion sur la naissance des guérillas colombiennes », *Cahiers des Amériques latines*, n°36, 2001. p.69/91.

<sup>100</sup> Michel Gandilhon, *La guerre des paysans en Colombie : de l'auto-défense agraire à la guérilla des FARC*, Paris, les nuits rouges, 2011, 215 p.

plan sont utilisées des doctrines contre-insurrectionnelles américaines, développées dans un contexte international de guerre froide opposant le bloc-Ouest sous la coupe des États-Unis au bloc-Est dirigé par l'URSS. Les techniques militaires utilisées sont bien connues et de nombreux scientifiques ont écrit à ce sujet, notamment Mario Iván Urueña Sánchez : « Les armes et les moyens les plus modernes, aériens et terrestres, napalm et dispositifs à infrarouges, sont mis par le pentagone à la disposition des forces de répressions elles-mêmes conseillées et dirigées par le Southern Command.<sup>101</sup> ».

Pour ce qui est de l'histoire même de la zone d'autodéfense, les sources se font plus rares. Cette zone d'autodéfense, basée sur une politique agraire est construite pendant dans un contexte bien particulier. L'étude du grand mouvement paysan des années 1930 qui débouche sur les zones d'autodéfense des années 1950 est traité et très bien documenté, me permettant ainsi de contextualiser mon mémoire historiquement et de saisir l'importance de la dimension agraire au sein de cette lutte. De nombreux ouvrages traitent également de la période de *la Violencia*, entre 1948 et 1960, décennie de guerre civile, qui permet d'étudier dans quel contexte politique fut créée Marquetalia, et comment sa chute a symboliquement été importante à la fois pour le gouvernement colombien de l'époque souhaitant éradiquer les Républiques mais aussi pour le mouvement des FARC, qui y puise son identité.

Certains travaux traitent de la dimension agraire et rurale chez les FARC. Pour Daniel Pécault<sup>102</sup>, la longévité et la cohésion des FARC s'expliquent de deux façons : l'ethos ruraliste qui continue à les caractériser et le primat accordé à l'action militaire sur l'action politique. Angela Maria Arbealez Herrera<sup>103</sup>, pour sa part, considère que la lutte agraire est depuis les débuts un prétexte pour construire un appareil armé et révolutionnaire en Colombie. Cependant, l'importance de l'accord sur le développement rural, notamment les questions de l'accès et de l'usage de la terre, durant les négociations des traités de paix entre le gouvernement colombien

---

<sup>101</sup> <sup>101</sup> Mario Iván Urueña Sánchez, « L'évolution d'une stratégie de contreinsurrection : le cas du conflit armé colombien (1962-1966) », *CRITERIOS - Cuadernos de Ciencias Jurídicas y Política Internacional*, Vol. 7. N°1, Janvier-juin 2014, p. 142.

Selon Sanchez, Le Pentagone a alors donné des instructions pour que la lutte antiguerilla soit placée sous la responsabilité des gouvernements latino-américains tout en restant sous son contrôle. Un état-major spécialisé est créé, basé à Panama, *le Southern Control*, ainsi qu'un corps de spécialistes de la contre-guerilla "les bérêts verts" qui adaptent leurs expériences acquises au Vietnam aux conditions latino-américaines.

<sup>102</sup> Daniel Pécaut, « Les FARC : longévité, puissance militaire, carences politiques », *op.cit.*

<sup>103</sup> Angela Maria Arbealez Herrera, « De Marquetalia a la lucha agraria la primera gran mentira de las FARC », *CEPRI (Centro de estudios de política y relaciones internacionales)*, Universidad Pontificia de Bogota, 30 janvier 2013.

et les FARC, semble indiquer et confirmer l'importance des revendications paysannes dans la lutte menée par les FARC depuis alors plus de cinquante ans.

Il semble injuste cependant d'affirmer que l'histoire des zones d'autodéfenses paysannes, dont fait partie Marquetalia, n'a pas été traitée. Cependant je n'ai pas rencontré lors de mes recherches d'ouvrages ou d'articles traitant de la zone d'autodéfense de Marquetalia dans sa globalité.

L'histoire de la création des zones d'autodéfenses est étudiée, notamment par José Jairo González Arias<sup>104</sup> qui retrace leurs créations sans pour autant développer le mode de vie présent au sein de ces zones. Certains ouvrages abordent sur quelques pages la vie sous Marquetalia, je pense ici notamment au travail de Carlos Medina Gallego qui nous offre quelques renseignements sur le commerce et l'agriculture dans la zone d'autodéfense de Marquetalia<sup>105</sup>.

Des ouvrages et des entretiens donne la voie à des guérilleros présents sur la zone durant la période d'autodéfense et permettent d'obtenir des informations supplémentaires sur la vie au sein de la zone. Je pense notamment aux différents témoignages et entretiens avec Jaime Guaraca<sup>106</sup>. La presse des années 1960 a également donné la voix aux guérilleros de Marquetalia : Manuel Marulanda, Alfonso Castañedas<sup>107</sup> ou encore Jacobo Arenas à travers les lettres ouvertes publiées dans le journal *La Voz Proletaria*.<sup>108</sup>

Les journaux de combats offrent également une vision « de l'intérieur » de la zone d'autodéfense de Marquetalia. Mon travail d'étude de sources repose en grande partie sur le journal de Jacobo Arenas<sup>109</sup> mais également sur celui de Manuel Marulanda<sup>110</sup>.

---

<sup>104</sup> José Jairo González Arias, « Espacio, sociedad y conflicto en Colombia. « Las Republicas Independientes » en Colombia. 1955-1965. » *Rev. UIS-Humanidades*. Bucaramanga (Colombia), 20, enero-junio 1991, p.67-75.

<sup>105</sup> Carlos Medina Gallego *FARC-EP : notas para una historia politica 1958-2006*, Bogotá : Universidad Nacional de Colombia, Facultad de Derecho y Ciencias Políticas y Sociales, Grupo de Investigación de Seguridad y Defensa Actores Armados, 2009.p. 54-67.

<sup>106</sup> Luis Alberto Matta, *Colombia y las FARC-EP: Orígenes de la lucha guerrillera, testimonio del comandante Jaime Guaraca*, Tafalla Espagne, Txalaparta, 1999, p.88.  
Carlos Arango, *FARC veinte años. De Marquetalia a la Uribe*, op.cit.

<sup>107</sup> Así nació la autodefensa. Entrevista con Alfonso Castañedas », alias "Capitán Richard", *Voz de la Democracia*, n°46, septembre 1959.

<sup>108</sup> Lettre du 03/04/1964, *La Voz Proletaria*.

<sup>109</sup> Jacobo Arenas, *Colombie, guérillas du peuple*, Paris, Editions sociales, 1969, 144p.

<sup>110</sup> Manuel Marulanda Vélez, *Cuadernos de campaña*. Bogotá, ediciones El Abejón Mono, 1975, p.167p.

De manière plus spécifique, la place des femmes au sein des FARC et au sein de la zone d'autodéfense de Marquetalia est également abordé par différentes autrices et auteurs. Les travaux de Elsy Marulanda Alvarez<sup>111</sup>, de Monica Salazar et Paola Buitrago<sup>112</sup> et de Fernando Millán<sup>113</sup>, ont constitué de précieuses ressources pour mon travail d'analyse.

La question de la dimension symbolique de la république de Marquetalia est elle aussi traitée, notamment par Giohanny Olave qui étudie l'influence de l'histoire de l'origine de la guérilla des FARC dans la nature prolongée du conflit armé, à travers le mythe fondateur de Marquetalia<sup>114</sup>. L'auteur met en avant le fait que le mythe fondateur condense l'historique, l'émotionnel et le sociocognitif, élevant donc l'histoire de l'origine à un symbole et y revenant chaque fois qu'il est nécessaire de renforcer, définir ou réguler le moral de la guérilla. María Victoria Uribe<sup>115</sup>, traite également de la dimension symbolique des zones d'autodéfense paysannes et en particulier celle de Marquetalia, revenant sur l'expérience Marquetalia et la dimension que lui a donné l'État Colombien lors de la répression de la zone.<sup>116</sup>

En conclusion, il apparaît comme possible d'écrire une histoire de Marquetalia, cependant aucun travail ne traite de la vie sous la zone d'autodéfense de Marquetalia entre 1958 et 1964 dans son intégralité. Ce mémoire a pour objectif d'offrir une vision des plus complète de l'organisation politique et sociale de cette zone et ceci à travers l'étude de différents points qui m'apparaissent comme essentiels : l'organisation politique, l'organisation agraire mais aussi l'étude de la presse et la question de la place des femmes au sein de cette société.

Pour répondre à ces questions, il m'a donc été nécessaire de mobiliser un ensemble de sources hétéroclites : écrites, iconographiques ou encore vidéographiques. A travers la partie suivante,

---

<sup>111</sup> Elsy Marulanda Alvarez, *Mujeres y violencia. Años 50*, 1995, 22p. Consulté le 22 juillet 2022. <https://docer.com.ar/doc/nex580>.

<sup>112</sup> Monica Salazar, Paola Buitrago, « Mujeres en Farc: Feminismo insurgente como una apuesta a la reintegración en Colombia (Women in FARC: Insurgent Feminism as a Bet for Reintegration in Colombia) », 19 juillet 2019: 21p. <https://ssrn.com/abstract=3422580>; <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3422580>.

<sup>113</sup> Fernando Millán, *Con ojos de mujer. Relatos en medio de la guerra*. Bogotá, Colombia: Penguin Random House Grupo Editorial S.A., 2019, 232 p.

<sup>114</sup> Giohanny Olave, « El eterno retorno de Marquetalia », *Folios: revista de la Facultad de Humanidades*, 2013, n.º37, 2013, p.149-166.

<sup>115</sup> María Victoria Uribe, « Marquetalia, ¿recordando el pasado o imaginando el futuro? », *Palimpsestus: Revista de la Facultad de Ciencias Humanas*, N°3, 2003, p.8-19.

je vais donc présenter ces dites sources et mettre en avant l'intérêt historique qu'elles représentent au sein de mon travail de recherche.

## 2. Présentation des sources

Afin de mener à bien mon travail de recherche, je vais mobiliser différentes sources permettant d'apporter des informations sur la vie des paysans sous ce qui est appelé communément par ses détracteurs « la République de Marquetalia<sup>117</sup> », et que ses habitants qualifiaient plutôt de « zone d'autodéfense paysanne », entre 1958 et 1964.

En préambule, il me semble important de souligner la difficulté de trouver des sources concernant les années 1958-1963, la majorité ne traitant que des combats et de la chute de Marquetalia en 1964. Ces événements ont en effet une valeur très particulière dans l'histoire des FARC. Le 27 mai 1964, date du premier affrontement entre les paysans et les guérilleros insurgés et l'armée Colombienne, est considéré par les FARC comme la date de leur fondation.

Les combats se déroulèrent entre le 27 mai et le 14 juin 1964, date de l'occupation militaire de la zone, cependant la plupart des guérilleros s'étaient alors retranchés dans les montagnes environnantes, continuant le combat sous forme de guérillas mobiles. Ces deux mois de mai-juin 1964 sont très documentés, que ce soit par la presse, par le témoignage des participants directs (je pense ici notamment au journal de Jacobo Arenas sur lequel je reviendrai par la suite) ou encore par de nombreux historiens.

Ces combats et cette « République », représente une forte dimension symbolique et une place de mythe fondateur au sein des FARC<sup>118</sup>. En effet, selon Olave, cité précédemment ce mythe fondateur condense une dimension historique et une dimension émotionnelle pour les FARC, élevant donc l'histoire de leurs origines à un symbole et revenant sur cet épisode mythique chaque fois qu'il apparaissait comme nécessaire de renforcer le moral de la guérilla.<sup>119</sup>

Cependant, peu de travaux d'historiens et peu de sources traitent de la vie des paysans et des guérilleros dans cette zone d'autodéfense paysanne entre 1958 et 1964. J'insiste sur ce point car la rareté de ces sources m'oblige parfois à orienter mes recherches en m'appuyant sur des sources traitant d'autres « Républiques colombiennes » contemporaines à Marquetalia.

---

<sup>117</sup> Pour Rol-Tanguy les Républiques sont “ abusivement dénommées républiques indépendantes par le pouvoir, accusées par lui de vouloir faire sécession, de vouloir faire pièce à l'unité nationale” Selon lui, cette accusation ne tenait pas debout, étant donné que la police et l'administration pouvaient pénétrer dans ces zones à condition qu'elles se cantonnent dans leurs fonctions. Préface de Jacobo Arenas, *Colombie, guérillas du peuple*, Paris, Éditions sociales, 1969, p.7.

<sup>118</sup> Giohanny Olave «El eterno retorno de Marquetalia », *Folios: revista de la Facultad de Humanidades*, N°. 3, 2013, p. 151.

<sup>119</sup> Ibid., p.153.

Qui étaient ces habitants ? Comment vivaient-ils ? Comment étaient-ils perçus par la population et l'État colombiens ?

Afin d'éclairer ces questions et de tenter d'y apporter des réponses, quelques sources émergent et offrent de précieux indices.

Dans un premier temps, nous avons les sources directes/internes des paysans et guérilleros de Marquetalia. Je fais référence ici aux lettres ouvertes de Marquetalia publiées dans le journal du Parti Communiste Colombien (PCC), *La Voz Proletaria*.

Ce journal voit le jour en le 20 juillet 1957, à peine plus de deux mois après la chute de la dictature militaire du journal Pinilla, sous le nom de *Voz de la democracia* sous la direction de l'avocat Manuel Cepeda Vargas. Cela représentait un véritable défi, car en vertu du décret 0434 le parti communiste était alors considéré encore comme hors la loi. *La Voz de la democracia* a pourtant circulé jusqu'en novembre 1963, date à laquelle le gouvernement du Front national de Guillermo León Valencia, par l'intermédiaire du ministre du gouvernement, a suspendu la licence 469 de 1957 accordée par la junte militaire qui a succédé à Rojas Pinilla. Il renait quelques jours plus tard sous le nom de *La Voz Proletaria* et affirme très rapidement au cours de l'année 1964, son soutien aux *Marquetalianos*.

Dans les colonnes de ce journal, les paysans de la zone, encadrés par les cadres du PCC présents (Arenas notamment), y dénoncent tout au long de l'année 1964 la violence de la répression à laquelle ils font face et alertent la population colombienne quant aux abus commis par l'État. Ces lettres s'adressent à toutes les organisations et personnalités démocratiques du pays. Ces textes sont transmis au journal via un vieux ronéotype et diffusé en direction des masses populaires dans les colonnes de la *Voz Proletaria*, qui sélectionnait les parties les plus importantes de ces lettres. Arenas en parle ainsi dans son journal :

Nous avons mis au travail un vieux ronéo et fait circuler largement cette lettre ouverte parmi les masses paysannes. *La Voz Proletaria*, l'organe central du Parti Communiste, a publié les parties les plus saillantes du document.<sup>120</sup>

Ils mettent en avant la volonté du gouvernement de se mettre au service de l'oligarchie agraire en tentant de détruire les organisations démocratiques et paysannes du pays. Il est également mis en exergue le fait que les autorités les qualifient de bandits, « mettant ainsi sur le même

---

<sup>120</sup>«*Pusimos a funcionar un viejo mimeógrafo y difundimos profusamente esta carta abierta entre las masas campesinas. "Voz Proletaria", el órgano central del Partido Comunista, publicó los apartes más salientes del documento.* ». Jacobo Arenas, *Diario de la Resistencia en Marquetalia*, Bogota, *Paz y Socialismo*, 1969, p.10.

plan des paysans et des bandes d'assassins organisés »<sup>121</sup>. A travers ces lettres ils affirment vouloir avertir la population de la volonté du gouvernement d'envoyer l'armée « sous le contrôle de la Mission de militaire américaine et des soi-disant « Corps de la paix »<sup>122</sup>. ».

A travers ces lettres, diverses informations nous sont fournies quant aux conditions de vie des paysans de Marquetalia. Premièrement malgré leur isolement géographique et la difficulté d'accès à cette zone, ils parviennent à faire circuler leurs idées via la presse et ceci à une échelle nationale. A travers ces lettres ouvertes, la répression gouvernementale dans la vallée de Marquetalia a en effet éveillé l'attention nationale et a indigné les organisations démocratiques. Un groupe de parlementaires et de prêtres catholiques étaient alors déterminés à venir visiter Marquetalia. Le gouvernement, l'armée et la hiérarchie ecclésiastique les en ont empêchés. La présence de cadres du PCC peut expliquer la bonne grammaire et syntaxe de ces lettres, mais l'hypothèse de la présence de paysans lettrés n'est pas à exclure. La *Voz Proletaria*, organe de presse partisan, a permis de relayer la voix de ces paysans coupés du monde et alors déjà encerclés militairement.<sup>123</sup>

Ces lettres offrent de nombreuses informations sur la peur et les positions des habitants de Marquetalia à l'aube de l'attaque de l'armée Colombienne soutenue par les forces américaines. Ils y dénoncent ce qu'ils considèrent comme « un plan monstrueux », visant à réduire en cendre les organisations démocratiques et l'opposition paysanne en Colombie. Ils dénoncent également les actes de l'armée régulière dans la région, se comportant comme « des groupes de bandits civils ». Selon les lettres de Marquetalia, « l'armée, au grand jour et en utilisant sa force et l'immunité qui couvre ses actions, applique la peine de mort contre les travailleurs modestes. (...) les actes de banditisme qui apparaissent dans la région sont et financés (et parfois directement commandés) par les postes militaires.<sup>124</sup> ». Ces lettres ont une visée politique, afin

---

<sup>121</sup> « *Este monstruoso plan pretende ser justificado por el gobierno y los jefes militares con el argumento de destruir "focos de bandoleros", colocando a un Movimiento de trabajadores agrícolas en el mismo plano de los grupos de asesinos organizados en años anteriores por el oficialismo liberal y algunos círculos conservadores, con el objetivo de destruir las organizaciones de los campesinos.* »p.1 (Ce plan monstrueux est justifié par le gouvernement et les chefs militaires au motif de détruire des "foyers de bandits", plaçant un mouvement de travailleurs agricoles sur le même plan que les groupes d'assassins organisés les années précédentes par l'administration libérale et certains cercles conservateurs, dans le but de détruire les organisations paysannes) Lettre du 03/04/1964, publiée dans *La Voz Proletaria*.

<sup>122</sup> Lettre du 03/04/1964.

<sup>123</sup> Voir travail de Juan Carlos Hurtado Fonseca, "VOZ Proletaria: La mediación como resistencia", mémoire de master, Pontificia Universidad Javeriana, 2020.

Notamment son travail sur les articles publiés le 21/05/1964 qui dénoncent les violences commises à Marquetalia.p.83-97.

<sup>124</sup> « *Hemos denunciado anteriormente cómo los puestos militares que desde hace tiempo operan en la región mantienen grupos de bandoleros civiles a su servicio. Hemos denunciado cómo el ejército, en despoblado y*



d'alerter non seulement la population mais aussi les organisations démocratiques du pays, afin de ne pas laisser cette violence impunie et tenter de « sauver » Marquetalia. Ces lettres doivent donc être prise en considération dans mon corpus de sources ainsi, ce sont les armes et le moyen de défense des habitants de Marquetalia et du PCC les accompagnant, dans la presse. Il apparaît donc nécessaire de les replacer dans le contexte de leur écriture et de ne pas prendre tous les éléments qu'elles abordent comme des faits irréfragables. De plus, de par leur visée politique et leur nécessité de réponses urgentes aux exactions de l'armée colombienne, elles n'offrent pas d'informations sur la vie des habitants de Marquetalia en dehors de cette période de guerre.

Une autre des sources directes que je vais beaucoup mobiliser dans ce travail de recherche est le journal de combattant de Jacobo Arenas, présent à Marquetalia en 1964 et rédigé sur place par le guérillero durant les années 1964-1965.<sup>125</sup>

Il est publié en 1969 aux Editions *Paz y Socialismo* à Bogota, en Colombie, ainsi qu'en France<sup>126</sup>, aux *Editions Sociales*, accompagnée d'une préface de Henri Rol-Tanguy<sup>127</sup>. La version colombienne est précédée d'une introduction de Jaime Gonzalez<sup>128</sup>, qui outre une contextualisation historique du conflit des républiques indépendantes et de la création des FARC qui en a découlé, dresse un portrait de Arenas. Il le décrit comme un homme proche du peuple et justifie la publication de son journal de guerre quelques années après les combats. C'est ici le témoignage direct d'un personnage important de l'organisation sur un conflit qui occupe une position quasiment mythique dans la construction de l'identité des FARC. Pour Gonzalez :

« Arenas analyse les rapports entre la guérilla et le peuple, entre les révolutionnaires de la campagne et ceux de la ville, entre les groupes armés et le Parti. (...) Son œuvre est la condamnation catégorique des thèses qui prétendent opposer artificiellement des manifestations diverses de l'action populaire : la lutte

---

*valiéndose de su fuerza y de la inmunidad que cobija sus acciones, aplica la pena de muerte contra humildes trabajadores. Hemos denunciado cómo todos los actos de bandolerismo que aparecen en la región son estimulados y financiados (y en ocasiones comandados directamente) por los puestos militares. »* Lettre du 03/04/1964.

<sup>125</sup>Jacobo Arenas, *Diario de la Resistencia en Marquetalia*, Bogota, Paz y Socialismo, 1969, 138p.

<sup>126</sup> Jacobo Arenas, *Colombie, guérillas du peuple*, Paris, Editions sociales, 1969, 144p.

<sup>127</sup>Henri Rol-Tanguy est un militant communiste français, membre dirigeant de la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale. Colonel, chef régional des Forces Françaises de l'Intérieur ( FFI) de l'Ile de France en 1944. Il est principalement connu pour avoir mené la libération de Paris de l'intérieur avant l'arrivée de la 2e division blindée du général Leclerc.

<sup>128</sup> Membre du PCC.

civique et la lutte armée, les militants ruraux à ceux des villes, l'activité illégale et l'activité à visage découvert qui s'harmonisent en fait et forment le grand courant unique des batailles patriotiques ». <sup>129</sup>

A travers ce témoignage, Arenas appelle aussi, en effet, à combiner les différentes formes de lutte, en cohésion avec la stratégie des dirigeants communistes colombiens, qui voient dans l'intégration du prolétariat urbain de plus en plus nombreux dans les années 1960 une évolution majeure de la société colombienne. Ce discours va également dans le sens des thèses rédigées par Lénine en 1906 sur la guerre des partisans, où ce dernier développe le fait de combiner guerre urbaines et rurales, pacifiques et armées.

« Jamais le parti du prolétariat ne doit considérer la guerre de partisans comme l'unique ou même le principal moyen de lutte ; ce moyen doit être subordonné à d'autres, il doit être employé dans une juste mesure, de concert avec les moyens principaux et il doit être ennobli par l'influence éducatrice et organisatrice du socialisme ». <sup>130</sup>

Plus qu'un appel à la cohésion révolutionnaire, Arenas « souligne dans son livre les grandes difficultés de cette lutte. Il étudie les erreurs commises (à Marquetalia) et cherche les moyens de les corriger. <sup>131</sup> ». Il voit ainsi dans l'expérience menée à Marquetalia un « essai » dont le PCC et les FARC doivent tirer un bilan critique. Beaucoup de bons points en sont ressortis, notamment un programme agraire officiel et l'organisation des guérillas mobiles, mais il juge nécessaire de reconnaître les erreurs ou les manquements du Parti dans cette expérience. « Comment donner au mouvement plus d'agilité ? Comment maintenir les liens avec la population civile, avec les parents des guérilleros, sans préjudices pour la guérilla ? comment apprendre la tactique même de l'ennemi pour mieux le combattre ? <sup>132</sup> ». Il souligne également la grande estime et le grand intérêt que Arenas éprouve pour l'avis des paysans et des masses populaires : « *Le plus intéressant dans ce livre, c'est le souci constant de prendre le pouls des masses, de savoir ce qu'elles pensent, ce qu'elles veulent, de savoir comment les interpréter.* <sup>133</sup> ».

Enfin, il met en avant la nécessité de publier ce précieux témoignage. Pour lui, « ce livre en même temps qu'il constitue un témoignage précieux, appelle à la solidarité au peuple

---

<sup>129</sup> « señala en su libro las grandes dificultades implícitas en esta lucha, estudia errores cometidos y explora caminos para superarlos. » Jaime González, Introduction de Jacobo Arenas, *Diario de la Resistencia en Marquetalia*, Bogota, Paz y Socialismo, 1969, p. 21.

<sup>130</sup> Vladimir Ilitch Lénine, « La guerre des partisans », *Proletary*, n°5, 30 septembre 1906.  
» Jaime González, *op.cit.*, p.24.

<sup>132</sup> « Cómo dotar al movimiento de mayor agilidad; cómo mantener los lazos con la población civil y con los familiares de los guerrilleros sin descargar su peso sobre la guerrilla; cómo aprender de la propia táctica del enemigo, para poder combatirla mejor. » Jaime González, *Ibid*, p.25.

<sup>133</sup> « Lo más interesante de éste libro es la preocupación constante por tomarle el pulso a las masas, por saber qué piensan, qué quieren, para saber cómo interpretarlas. » *Ibid*, p.26.

combattant de Colombie.<sup>134</sup> ». Plus qu'un simple témoignage, cet ouvrage a pour objectif de créer un mouvement fédérateur au sein de la population colombienne, auprès des guérilleros mais aussi des intellectuels et militants étrangers (d'où sa publication très rapide en France notamment).

Pour traiter du processus d'élaboration de ce journal il me semble primordial de revenir en premier lieu sur la personne de Jacobo Arenas et sur la raison de sa présence à Marquetalia en 1964-1965.

Jacobo Arenas (1924-1990) rejoint le PCC dans les années 1950 et s'engage dans les luttes agraires de la région de Tolima dès cette période. En avril 1964, il est envoyé au côté de Hernando González par la direction centrale du PCC à Marquetalia afin de renforcer son encadrement sur le futur théâtre des événements. González y est envoyé en tant que représentant de la Jeunesse Communiste, et Arenas, quant à lui, en tant que représentant du Parti. « Hernando González et moi-même avons eu le grand honneur d'être chargés de cette tâche. <sup>135</sup> ». Il y rencontre Manuel Marulanda Vélez et reste présent sur la zone durant tous les affrontements (533 jours). Par la suite, il devient l'un des membres fondateurs des FARC en 1966. Il reste tout a long de sa vie l'un des principaux dirigeants des FARC et son principal idéologue.

Le journal de Jacobo Arenas, rédigé durant l'offensive de Marquetalia en 1964, détaille de manière extrêmement précise les nombreuses offensives de l'armée régulière contre les guérilleros de Marquetalia. Bien que cela ne soit pas le sujet de ma recherche, différents éléments m'informent sur la vie dans la zone d'autodéfense de Marquetalia entre 1958 et 1964.

Arenas offre en effet à travers son témoignage direct et sa rencontre avec les habitants de Marquetalia de nombreuses informations sur l'identité des paysans, sur la place des femmes au sein de cette communauté, des habitudes alimentaires et des cultures mises en place sur la zone. Aucun chapitre n'est dédié à développer ces points-là, cependant, à travers le récit de ces journées de combat Arenas nous offre la description de nombreux détails du quotidien. Mis bout à bout ces détails nous permettent de se faire une idée assez précise de l'organisation de la vie quotidienne au sein de la zone d'autodéfense de Marquetalia.

---

<sup>134</sup> « estas páginas presentan ese valioso testimonio y llaman a la solidaridad con el pueblo combatiente de Colombia » Jaime González, *Ibid*, p.25.

<sup>135</sup> « A Hernando González y a mi nos cupos el gran honor de ser comisionado para cumplir esa tarea », Jacobo Arenas, *Diario de la Resistencia en Marquetalia*, *op.cit*, p.7

Il met également en relation Marquetalia et la zone d'autodéfense paysanne de Riochiquito, qualifiée elle aussi de « République indépendante », sur laquelle il se rend en 1965 pour accompagner Jean-Pierre Sergent<sup>136</sup> et Bruno Muel<sup>137</sup>, cinéastes français, qui réalisent un film sur la vie dans cette communauté, alors encerclée par l'armée.<sup>138</sup>

Le court-métrage « Riochiquito » sorti en 1965 en France et en Colombie<sup>139</sup>, suit donc les habitants de Riochiquito durant les combats entre les guérilleros et l'armée Colombienne, l'évacuation de la zone d'autodéfense et la chute de cette « république ». A travers ces images, de nombreux renseignements émergent sur la vie dans les zones d'autodéfense paysanne. On y voit notamment un cours d'éducation politique, les méthodes d'élevage du bétail et de la culture de la canne à sucre. On y voit aussi l'exode vers la forêt lié à l'évacuation des familles. Ce sont des images fortes : l'armée occupe une vallée déserte, les guérilleros, eux, protègent la retraite des 500 habitants dans la forêt.

Ce documentaire a bien sur une visée politique. Les deux réalisateurs sont des militants anticolonialistes français. Jean-Pierre appartient au Réseau Jeanson durant la guerre d'Algérie. Il réalise par la suite deux court-métrages : le premier en 1962 : *Algérie, année zéro* (co-réalisé par Marceline Loridan) et le second au côté de Bruno Muel : *Riochiquito* en 1965. Il continue sa carrière en tant que journaliste et devient rédacteur en chef de la revue de vulgarisation scientifique *Ca m'intéresse* en 1981. Bruno Muel, lui, est le directeur de la photographie sur les deux courts métrages de Jean Pierre Sergent. Il fait carrière comme directeur de photographie sur divers films français et réalise aussi différents courts-métrages documentaires dont « Septembre chilien » en 1974, qui traite de La répression organisée par la junte chilienne après le coup d'État de 1973, ou encore « Le sang des autres » en 1975, qui rend compte de la vie quotidienne et des conditions de travail des ouvriers à la chaîne de l'usine Peugeot de Sochaux dans les années 1970.

---

<sup>136</sup> Jean-Pierre Sergent est un militant anticolonialiste français. Il appartient au Réseau Jeanson durant la guerre d'Algérie. Il réalise par la suite deux court-métrages : le premier en 1962 : *Algérie, année zéro* (co-réalisé par Marceline Loridan) et le second au côté de Bruno Muel : *Riochiquito* en 1965. Il continue sa carrière en tant que journaliste et devient rédacteur en chef de la revue de vulgarisation scientifique « *Ca m'intéresse* » en 1981.

<sup>137</sup> Bruno Muel est le directeur de la photographie sur les deux courts métrages de Jean Pierre Sergent. Il fait carrière comme directeur de photographie sur divers films français et réalise aussi différents courts-métrages documentaires dont « Septembre chilien » en 1974 qui traite de La répression organisée par la junte chilienne après le coup d'État de 1973 ou encore « Le sang des autres » en 1975 qui rend compte de la vie quotidienne et des conditions de travail des ouvriers à la chaîne de l'usine Peugeot de Sochaux dans les années 1970.

<sup>138</sup> film documentaire de Jean-Pierre Sergent et Bruno Muel : *Riochiquito*, 1965, 19 min 46.

<sup>139</sup> La version Colombienne dure 19 minutes et 46 secondes, la version française n'en dure que 14 minutes et 54 secondes.

Au sujet de « Riochiquito », l'historien colombien Carlos Camacho Arango<sup>140</sup> écrit bien des années plus tard (sinon on se perd dans votre récit) plusieurs articles pour la revue *El Malpensante*<sup>141</sup>. Il y parle de sa découverte tardive du film et de son étonnement de voir le nom de Pepe Sanchez<sup>142</sup> aux côtés de celui des deux réalisateurs français. Après avoir tenté infructueusement de rencontrer Sergent et Muel, il réalise un entretien avec Pepe Sanchez. Ce dernier a en effet accompagné les deux Français durant le tournage. Ce dernier lors de sa rencontre avec l'historien lui confie que : « Les Français ont atterri à Bogotá grâce à des contacts antérieurs entre l'intellectuel et homme politique de gauche Diego Montaña Cuéllar et le légendaire documentariste néerlandais Joris Ivens. De ses nombreux avis – l'entretien dure près d'une heure – j'en retiens trois : les habitants de Riochiquito étaient des gens qui avaient beaucoup souffert ; les cinéastes ont privilégié les aspects politiques de cette communauté, et s'il avait été le réalisateur du film, il aurait donné plus d'importance à la partie humaine.<sup>143</sup> »

Il émet lui-même des critiques sur ce film : il trouve que l'accent est mis non pas sur les habitants de Riochiquito mais plus sur les leaders des guérilleros (Manuel Marulanda Vélez, Hernando González et également Jacobo Arenas). Camacho Arango en parle ainsi : « J'ai la forte impression que l'objet de leur film n'était qu'un exemple pris au hasard pour tester une hypothèse qu'ils avaient mise dans leurs valises avant de quitter la France : la révolution triomphera partout où elle éclatera. (...) Je pense quand même que les documentaristes auraient pu mieux nous montrer qui étaient les gens qui formaient la "zone d'autodéfense " de Riochiquito, au-delà des coups de gueule de leurs dirigeants.<sup>144</sup> ».

---

<sup>140</sup> Professeur-chercheur à l'Université Externado de Colombie. Docteur en Histoire, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Historien, Université nationale de Colombie, campus de Medellín

<sup>141</sup> *El Malpensante* est une revue littéraire colombienne fondée à Bogotá, en octobre 1996. Depuis sa fondation, elle est devenue l'une des principales références culturelles en Colombie : elle aborde de nombreux thèmes : littérature, musique, art, politique, littérature, cinéma, architecture. L'approche éditoriale du magazine est assez novatrice, rompant avec la plupart des magazines colombiens qui abordent la situation économique et sociale du pays. *El Malpensante* est une revue « hybride » entre littérature, culture et journalisme

<sup>142</sup> Célèbre réalisateur et acteur de cinéma et de télévision colombien.

<sup>143</sup> « Según cuenta, los franceses aterrizaron en Bogotá gracias al contacto previo entre el intelectual y político de izquierda Diego Montaña Cuéllar y el legendario documentalista holandés Joris Ivens. De sus muchas opiniones –la entrevista dura casi una hora– retengo tres: los habitantes de Riochiquito eran personas que habían sufrido mucho; los realizadores privilegiaron los aspectos políticos de esa comunidad, y si él hubiera sido el director del film le habría dado más importancia a la parte humana ». Carlos Camacho Arango, « Riochiquito Redux », *El Malpensante*. Juillet 2021.

<sup>144</sup> « « Quedo con la fuerte impresión de que el objeto de su película fue solo un ejemplo tomado al azar para probar una hipótesis que empararon en sus maletas antes de salir de Francia: la revolución triunfará dondequiera que estalle. (...) Pensando que los documentalistas habrían podido mostrarnos mejor quiénes eran las personas que formaron la "zona de autodefensa" de Riochiquito, más allá de las peroratas de sus líderes. » Carlos Camacho Arango, *Riochiquito Redux*, *El Malpensante*. Juillet 2021.

Cependant, différentes scènes témoignent tout de même de la vie quotidienne des habitants de la zone : on y voit des femmes cuisiner, des enfants jouer, des paysans et paysannes aux champs ou eux côtés de leurs bêtes. Ces scènes, bien que courtes, représentent une source importante pour mon travail de recherche.

Arango critique également ce qu'il considère comme le manque d'intérêt et/ou l'incapacité des cinéastes à comprendre les différentes trajectoires des habitants de Riochiquito et la façon dont elles se sont imbriquées dans cette époque et à cet endroit. Comme exemple il cite le fait que la bande originale du documentaire est composé de musiques andines (équatorienne ou péruvienne selon lui), alors que l'on ne voit comme instrument de musique sur les images, seulement un accordéon.

Cependant il reconnaît l'intérêt historique de ces images uniques et de ce court-métrage documentaire qui permettent d'avoir un témoignage direct de ces quelques mois que les réalisateurs ont partagés avec les habitants de Riochiquito. Malgré les critiques mises en avant par Camacho Arango, ce film est une source importante, à prendre évidemment avec un recul nécessaire, sur la vie dans les zones d'auto-défenses paysannes colombiennes dans les années 1960. Dans un autre article de 2021<sup>145</sup>, Camacho Arango s'intéresse aux deux réalisateurs français et sur la raison de leur présence en Colombie en 1965. Il apprend que dans les années 1970 le film a été présenté dans plusieurs universités parisiennes et qu'un certain Alberto Rojas Puyo le présentait aux étudiants. Ce dernier est né à Pitalito, Huila en 1933. Il a commencé des études de droit à l'Université Javeriana de Bogotá pendant la dictature de Rojas Pinilla. Il est ensuite persécuté par les services de renseignements colombiens (police politique du Rojas) pour diffusion de propagande lauréaniste, et alors rejoint l'Espagne Franquiste dans la fin des années 1950. Il s'engage alors au sein du PCE (Parti Communiste Espagnol), il rejoint par la suite la France et le PCF (Parti Communiste Français).

Camacho Arango réalise un entretien avec lui afin d'en savoir plus sur les deux réalisateurs français de Riochiquito. Vivant déjà à Paris sous le pseudonyme de Santiago Solarte, Rojas Puyo raconte sa rencontre avec Claude Julien, responsable de la rubrique internationale du journal *Le Monde*, qui l'invite à écrire un article sur le groupe qui s'appelle à l'époque Bloque Sur dirigé en 1965 par Tirofijo et Jacobo Arenas. Solarte raconte sa volonté de démontrer que les que les guérilleros colombiens n'étaient pas des bandits de grands chemins. Il a voulu mettre

---

<sup>145</sup> Carlos Camacho Arango, *Riochiquito Reloaded*, *El Malpensante*. Juillet 2021.

en avant le fait que le programme politique de ces guérilleros : la mise en place d'une organisation paysanne au stade de l'autodéfense de masse, avec des implantations dans diverses parties du territoire. La direction du journal a vérifié et approuvé l'article et l'a publié en première page, y compris des données sur la lutte politique du Bloque Sul et ses revendications.<sup>146</sup>

Le jour de sa publication, Solarte a reçu un appel de Sergent et Muel. Ils lui ont parlé du documentariste néerlandais Joris Ivens, qui avait travaillé avec Hemingway en Espagne, avec Robert Capa et Sidney Lumet en Chine, avec Frank Capra aux États-Unis... Ivens avait été en Colombie et avait rencontré l'intellectuel Caleño Nicolás Buenaventura, membre de la direction du Parti communiste colombien (PCC). A cette occasion, la possibilité de tourner un documentaire sur l'autodéfense paysanne de Marquetalia a été évoquée, mais ce projet n'a pas abouti.

Les réalisateurs français ont présenté le projet à Solarte : faire quelque chose de similaire à l'article *du Monde*, mais en langage cinématographique. Muel et Sergent étaient des hommes de gauche, sympathisants communistes. Ivens a couvert toutes les dépenses du voyage, à la seule condition qu'ils lèguent leurs caméras, achetées expressément pour ce projet, aux cinéastes colombiens qui les avaient accompagnés dans la "promenade". Les Français s'envolent alors pour Bogotá : après divers incidents ils arrivent à Riochiquito et commencent le tournage. La nouvelle du voyage a été divulguée à la presse française puis à la presse colombienne, et a compliqué le départ de Muel et Sergent, qui ont néanmoins réussi à regagner leur pays sains et saufs.

Ce documentaire et ces images soulèvent de nombreuses questions : La famille était-elle le noyau du mouvement ? Comment fonctionnait l'économie et la justice à Riochiquito ? Quelles étaient les relations des « rebelles » avec les villages environnants ? Combien d'entre eux savaient lire et écrire ? Outre les leaders guérilleros, qui sont les autres personnes filmées par les réalisateurs ? Quelles étaient les tâches réservées aux femmes que l'on voit si souvent à l'écran ?

Ce sont sensiblement les mêmes questions et interrogations auxquelles je tente de répondre au sein de ce travail de recherche sur la zone d'autodéfense de Marquetalia. D'autant plus que,

---

<sup>146</sup> Solarte Santiago, « L'armée colombienne tente de réduire les « républiques paysannes indépendantes » », *Le Monde*, 2 février 1965.

selon Arenas, les échanges entre les guérilleros de Marquetalia et de Riochiquito sont fréquents. Lui-même, après les combats de 1964, a accompagné Sergent et Muel à Riochiquito et a organisé de là-bas la transition entre zones d'autodéfenses paysannes et guérillas mobiles.

A exploiter en parallèle des autres sources que je mobilise dans ce travail, ce documentaire permet de dresser un portrait, certes partiel, des zones d'autodéfenses paysannes colombiennes des années 1960 et de donner vie aux guérilleros du passé qui s'animent devant nos yeux.

Au cours de mes recherches j'ai également trouvé des photographies, dont l'auteur est inconnu, des paysans\_ guérilleros de Marquetalia. Ces images nous offrent quelques informations sur la vie des guérilleros, durant les combats de 1964 et sur la fuite des habitants de Marquetalia à la chute de la communauté. Vraisemblablement, cela semble être des photos prises par un guérillero, qui photographie ses camarades au quotidien. Sur ces images on reconnaît rapidement certains membres fondateurs des FARC. Je pense ici à Jacobo Arenas, Manuel Marulanda Vélez, Hernando González Acosta, Jaime Guaraca, Myriam Narváez et Ciro Trujillo. On voit aussi des combattants originaires de Marquetalia (Joselo Losada) et des paysans de Marquetalia.

Selon les photographies, on les voit soit au combat, soit dans la zone de Riochiquito après leur fuite de de Marquetalia. Les photos montrent les combattants en action, leur repli dans la forêt et les familles. On voit également le nombre important d'enfants présents, tout comme dans le film Riochiquito, que j'ai évoqué précédemment.

Ces photographies ont été publiées de manière inédite par le quotidien *Semana* en 2017, à l'occasion des 53 ans de la chute de Marquetalia.

Elles représentent un témoignage important de ces quelques semaines de combats, en premier lieu pour la source directe qu'elles représentent, et qui offre une trace visuelle de cette période. Ce sont des images prises sur le vif par, je suppose, un guérillero. J'émet cette supposition car il m'apparaît comme très peu probable qu'un journaliste ayant eu accès à ces moments-là, ait souhaité rester inconnu au vu de la rareté des clichés.

La presse des années 1960 colombienne et internationale, a cependant traité de l'épisode Marquetalia tout au long de cette décennie. Les articles se concentrent cependant sur l'avancée des combats durant l'année 1964 menant à la chute de Marquetalia. Je pense ici aux articles des



grands quotidiens colombiens : *El Siglo*<sup>147</sup>, *El Tiempo*<sup>148</sup>, prouve que les « Républiques » passionnaient autant qu'elles inquiétaient la population colombienne. Le *New York Times*<sup>149</sup>, traite également de ce sujet et nous offre un point de vue étatsunien sur les républiques indépendantes colombiennes et le « danger » de ces « zones rouges », ainsi que sur la présence des forces US pour les combattre.

Cependant, aucun journaliste ne semble avoir participé directement à l'opération auprès des paysans-guérilleros. Certains cependant ce sont tenus aux côtés des forces armées colombiennes ou du moins obtenir un certain nombre d'informations via ces dernières.

J'ai cependant été confronté à un problème de taille : même si je retrouve le nom de grand nombre de ces articles cité par des historiens des années 1970/1980 ou des guérilleros dans leurs mémoires, beaucoup ne sont actuellement pas accessibles.

Cependant, je suis arrivée à avoir accès à certaines archives de l'année 1964 de trois journaux colombiens : *El Tiempo*, *El Espectador*<sup>150</sup> et la *Voz Proletaria* dont j'ai déjà parlé auparavant.

Ces sources sont extrêmement importantes car elles permettent de comprendre la résonance de « l'épisode Marquetalia » dans l'opinion publique. Ce qui apparaît rapidement à travers l'étude de ces sources est le parti pris des différents journaux sur le cas de la zone d'autodéfense de Marquetalia. Les deux grands quotidiens vont soutenir la politique du gouvernement colombien tout au long de l'année 1964, la *Voz Proletaria* va quant à elle se ranger du côté des rebelles. La presse offre donc une vision partisane mais assez large des événements, ce qui permet en comparant les articles de mettre en lumière certains faits sur la zone d'autodéfense de Marquetalia.

---

<sup>147</sup> *El Siglo* est un quotidien fondé en 1936 par les membres du Parti conservateur colombien, Laureano Gómez et José de la Vega à Bogotá. C'est un journal historiquement proche du parti conservateur colombien.

<sup>148</sup> *El Tiempo* est encore aujourd'hui le quotidien colombien le plus vendu à travers le pays. Il a été fondé en 1911 par le journaliste et avocat Alfonso Villegas Restrepo et racheté deux années plus tard par Eduardo Santos, figure importante du Parti Libéral. Toujours aux mains de la famille Santos il est considéré historiquement comme un quotidien proche du parti libéral colombien.

<sup>149</sup> *New York Times*, « \$ 30 millions comitted to reclaim rebel area », *New York Times*, 31 Mai 1964, p.29.

<sup>150</sup> Principal concurrent d'*El Tiempo*, *El Espectador* est le plus vieux quotidien colombien. Il a été fondé en 1887 à Medellín par Fidel Cano et est édité à Bogota depuis 1915. Pendant la première moitié du XXème siècle, le journal était à la pointe des technologies de l'information. Entre 1948 et 1952, suite à l'assassinat de Jorge Eliécer Gaitán, il est soumis au contrôle strict du gouvernement conservateur. Entre 1955 et 1957, sous la dictature, il paraît sous le nom de *El Independiente* (l'Indépendant), car le pouvoir avait fait fermer les principaux journaux. Il a été proche de la faillite à plusieurs reprises, notamment dans les années 1960 lorsqu'un groupe d'entreprises lui retirèrent la publicité, ou dans les années 1980 lorsqu'il publia des articles visant à dénoncer la violence des narco-trafiquants. Le 17 décembre 1986, le directeur du journal Guillermo Cano Isaza fut assassiné sous ordres de Pablo Escobar. Trois ans plus tard, le 2 décembre 1989, une voiture piégée détruisit une bonne partie des installations du journal.

Une pétition de 1958 permet de se faire une idée des besoins des habitants de Marquetalia à la fin des années 1960. Cette dernière est lancée par la *Comisión Investigadora Causas de La Violencia*, afin de demander des améliorations à Gaitania<sup>151</sup> et Marquetalia, telles que des postes de santé, des routes ou encore la construction de chapelles.

La *Comisión Investigadora Causas de La Violencia* a été mise en place en 1958 à l'aube du *Frente nacional*, période où le pouvoir est réparti entre les libéraux et les conservateurs suite à la période de *la Violencia*, afin de faire remonter aux élites les problèmes structurels, économiques et politiques qui déchiraient le pays<sup>152</sup>. Il faut attendre plus de six années pour que l'on retrouve des sources abordant cette pétition.

Le 22 avril 1964, une communication est envoyée au ministre de la guerre dans laquelle sont établies toutes les conditions pour la création de la Commission d'enquête sur les causes de la Violence. La sélection de ses membres est discutée et tout le soutien est demandé à l'armée afin que, avec son accompagnement, la commission puisse réaliser l'exercice d'observation proposé dans la région de Marquetalia. Une réponse est donnée à ceci par le général Gabriel Reveiz, ministre de la Guerre, le 24 avril 1964, soit six années après la rédaction de la pétition des habitants de Marquetalia. Le général est d'accord avec tout ce qui a été proposé par Germán Guzmán Campos, Gerardo Molina et les autres membres de la commission, à l'exception du choix de Hernando Garavito Muñoz comme membre de l'équipe. Ces besoins et demandes sont donc restés sans réponse durant toute la période zone d'autodéfense paysanne.

Enfin, nous avons différents rapports officiels relatant des événements de Marquetalia, qui nous permettent d'obtenir des renseignements sur la perception des « rebelles » par les autorités. Je pense ici notamment à une lettre datée du 11 mai 1964 écrite par Martín Camargo, se présentant comme un paysan et président du conseil d'action communautaire de Balsillas<sup>153</sup> et de Bajo Pato, à Huila, adressée au président de la République, Guillermo León Valencia, dans laquelle sont consignées ses préoccupations concernant les actions des soi-disant bandits (*bandoleros*.) Il parle de sa préoccupation liée à la présence des « communistes » sur le territoire qui ont selon lui « expulsé les visiteurs de la Caja Agraria et de la Fédération des caféiculteurs lorsqu'ils venaient envisager des solutions aux problèmes d'éducation et de prêts aux agriculteurs ». Il affirme également que : « le commandant (sic) José A. Richard a informé les colons que ceux

---

<sup>151</sup> Municipalité, proche géographiquement de Marquetalia.

<sup>152</sup> Jefferson Jaramillo Marín, « La Comisión Investigadora de 1958 y la Violencia en Colombia », *Universitas Humanística*, n°72, juillet-décembre 2011, 26p.

<sup>153</sup> Balsillas Vieja est situé à une soixantaine de kilomètres de Marquetalia.

qui ne sont pas prêts à lutter contre le gouvernement doivent quitter la région une fois pour toutes. »

Il dresse également la liste des familles ayant dû émigrer suite à ces intimidations : « plus de 15 familles ont déjà dû émigrer : Marcos, Benjamin, Luis, Calisto Cardozo ; Arnulfo Villa, Saturnino Vanegas, Albertino Moreno Leal, Blanca Ligia Perdomo de Camargo, Alejandro Arteaga, Pedro Valencia, Tito Aguirre, Sebastian Melgar et d'autres. ».

Enfin il dénonce les pertes matérielles subies par différents habitants de sa communauté et conclut cette lettre en sollicitant l'aide du gouvernement, afin de restituer les terres et les biens des personnes spoliées.<sup>154</sup>

Cette lettre permet de connaître un peu les habitants de ce secteur, hostiles à la présence des guérilleros sur leur territoire. Fortement à charge contre les rebelles, cette lettre nous offre un autre point de vue que celui des guérilleros et permet de mieux comprendre les différentes réactions hostiles qui ont émergées face à la « République ».

Des rapports de police, eux aussi à charge contre les paysans de Marquetalia, sont également disponibles. Je pense ici notamment au rapport d'opérations du 3 juin 1964 rédigé par le commandant adjoint en charge du département de police d'Antioquia, le major Fabio Arturo Londoño Cárdenas, faisant état de divers troubles de l'ordre public à Antioquia et dans le pays en général, ainsi que des activités des syndicats et des mouvements politiques. Marquetalia y est évoqué.

Un rapport du 29 septembre 1964 rédigé également par Fabio Londoño Cárdenas et adressé au secrétaire du gouvernement d'Antioquia informe ce dernier des problèmes politiques et syndicaux qui ont eu lieu à Medellín et à Antioquia au cours du mois en question.

Nous avons également un rapport bimensuel d'activités du 16 juillet 1964 établi par le responsable de l'ordre public du *Departamento Administrativo de Seguridad* (DAS), branche d'Antioquia, par Arsenio Serrano Nuñez, adressé au responsable de l'ordre public du DAS de Bogota. Il détaille les différents troubles de l'ordre public, le bilan des morts violentes enregistrées au cours de la quinzaine passée, les activités des « bandits » et les activités de renseignement menées contre les mouvements politiques, principalement les « communistes des républiques indépendantes ».

---

<sup>154</sup> La lettre entière est disponible en fin d'ouvrage p. 112-113.

Ces différents rapports permettent de mettre en lumière l'intérêt des services secrets et de la police colombienne pour Marquetalia et ses habitants et nous permet également d'avoir des informations précises sur le nombre de morts recensés ainsi que sur les activités des « bandits. Pour finir, cette présentation des sources, nous disposons du programme agraire de la guérilla publié en 1965 par les guérilleros de Marquetalia et qui deviendra l'année suivante le programme agraire des FARC. Ce programme est le fruit de des expériences menées à Marquetalia, durant sa courte existence. La proposition de réforme agraire qui en résulte représente donc un témoignage de ce qu'a pu être la vie et l'organisation sociale, politique et agricole de cette zone d'autodéfense.

Ce qui me semble important de souligner, en conclusion de cette présentation des différentes sources, est que bien que le nombre de sources rencontrées durant mon travail de recherche ne soit pas immense, le corpus de source est très varié et hétérogène. Nous avons ici des sources iconographiques et écrites, des sources directes des paysans-guérilleros de Marquetalia mais aussi de la population environnante et des autorités. La prochaine partie sera consacrée au développement de la méthodologie utilisée dans le cadre de ce travail de recherche.

### 3. Méthodologie

Ce travail de recherche a été mené sur deux années. Dans un premier temps, il a été nécessaire de définir le sujet de ce mémoire de recherche, à savoir l'organisation politique et sociale de la zone d'autodéfense de Marquetalia durant ses six années d'existence entre 1958 et 1964.

Afin d'appréhender cet événement historique dans son ensemble il est apparu nécessaire de constituer en premier lieu une bibliographie englobant différents aspects de l'histoire de la Colombie. Cette bibliographie est donc dans un premier temps constituée d'ouvrages traitant de l'histoire colombienne du XV<sup>ème</sup> siècle au XX<sup>ème</sup> siècle. Par la suite, j'ai dû affiner les sujets de mes lectures et je me suis intéressée à des ouvrages et articles scientifiques traitant de l'histoire des guérillas colombiennes, en particulier des FARC, de l'histoire des luttes agraires au sein du pays et de manière plus générale à l'histoire des mouvements sociaux colombiens.

Le cas des zones d'autodéfenses paysannes colombiennes n'est pas un sujet extrêmement étudié. Beaucoup des travaux traitant de Marquetalia sont généralement centrés sur les combats entre les paysans guérilleros et l'armée colombienne de l'année 1964. Cependant certains articles m'ont été d'une grande aide sur des sujets bien spécifiques ; je pense ici aux articles traitants de la création et de l'organisation politique des zones autonomes, à ceux abordant de la place des femmes au sein de la guérilla ou encore à ceux ayant pour objet l'influence de la presse nationale dans la Colombie des années 1960.

Je me suis également intéressée à différents concepts empruntés à la géographie et à l'histoire, afin de mieux comprendre la dimension symbolique acquise par Marquetalia au sein de l'histoire des FARC. J'ai donc étudié différents concepts tels que ceux de lieu de mémoire<sup>155</sup>, de géosymbole<sup>156</sup>, de haut lieu<sup>157</sup> et de mythe fondateur<sup>158</sup>.

Une fois ce corpus bibliographique réalisé, j'ai été apte à émettre ma problématique afin de cibler les recherches que j'allais entreprendre. Forte des nombreuses lectures réalisées, j'ai alors commencé à rédiger ma partie de contextualisation historique afin d'introduire mon sujet et de

---

<sup>155</sup> Pierre Nora (sous la direction de), *Les Lieux de mémoire, Tome 2*, Collection Quarto, Editions Gallimard, 1372p.

<sup>156</sup> Joël Bonnemaison, « Voyage autour du territoire », *Espace géographique*, tome 10, n°4, 1981, p. 249-262.

<sup>157</sup> Bernard Debarbieux, « Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique », *L'Espace géographique*, 1995, p.97-112.

<sup>158</sup> Giohanny Olave, « El eterno retorno de Marquetalia », *Folios: revista de la Facultad de Humanidades*, n° 3, 2013, p. 149-166.

le situer dans le contexte politique et économique de la Colombie de la fin des années 1950. J'ai également pu rédiger un état de l'art, afin de faire un point sur ce qui avait été étudié sur la zone d'autodéfense de Marquetalia, et ce qu'il restait à faire, les zones d'ombres, ce qui n'avait pas encore été traité.

Par la suite j'ai dû me concentrer sur la recherche de mes sources. Elles sont très hétérogènes et le fait de travailler ce sujet depuis la France a, je pense, compliqué mes recherches. J'ai donc au fil du temps réussi à constituer mon corpus de sources englobant des sources écrites (articles de presses, journaux de combattants, lettres ouvertes et pétitions) mais également iconographiques (photographies et documentaire vidéo), par le biais des archives gouvernementales colombiennes, des pistes offertes par Jacobo Arenas à travers son journal et également des documents présents au sein des archives de la presse colombienne.

Au vu du peu de sources dont je disposais, il m'est apparu nécessaire de m'intéresser à des sources traitant d'autres zones d'autodéfense paysanne que celle de Marquetalia. C'est le cas notamment du film documentaire de Jean Pierre Sergent et de Bruno Muel tourné au cours de l'année 1964 sur la zone d'autodéfense de Riochiquito, zone voisine de Marquetalia.

Après une étude approfondie de ces sources et de longues retranscriptions des documents à ma disposition j'ai pu commencer à émettre des hypothèses et à confectionner mon plan.

J'ai commencé par traiter l'histoire de la constitution de la zone de Marquetalia et son organisation politique, puis je me suis penché sur l'agriculture et la répartition des terres au sein de la communauté.

Dans la seconde partie de mon analyse je me suis intéressée à différents thèmes, à savoir, la place des femmes au sein de la zone d'autodéfense, la représentation de Marquetalia au sein de la presse nationale et la mythification de cet épisode au sein de l'histoire interne des FARC.

Après cette analyse poussée, j'ai donc pu rédiger la conclusion de ce travail de recherche, mettant en évidence les différents points de mon analyse soulevés au cours de ce mémoire. C'est donc la partie suivante, qui regroupe mon travail de recherche et d'analyse, afin de répondre au mieux à ma problématique :

**Comment s'organisait la vie quotidienne au sein de la zone d'autodéfense de Marquetalia entre 1958 et 1964 ? Quel système politique et agraire y régnait ? Pourquoi la création de cette zone d'autodéfense paysanne a-t-elle autant inquiété et été réprimée par l'État Colombien ?**

## TROISIEME PARTIE : Vivre sous Marquetalia, analyse de sources

### 1. Marquetalia : une zone d'autodéfense paysanne

#### a. Conceptions des zones d'autodéfense, construction politique des communautés

Il paraît important dans un premier temps d'étudier le processus de constitution des zones d'autodéfenses paysannes, cette forme d'organisation qui a marqué l'histoire de la Colombie durant une décennie et qui a mené également à la formation des groupes armés tels que les FARC. Pour González Arias<sup>159</sup>, le spectre des républiques continue à hanter dans les années 1990 de nombreux secteurs de l'Etat Colombien, notamment aux travers de ses politiques socio-territoriales, lié à la peur de voir ressurgir des zones affirmant politiquement leur désir « de faire sécession » avec l'unité nationale.

L'auteur voit dans les « républiques » El Duda, Ariari, Guayabero, Payo, Riochiquito et Marquetalia de nombreux points communs. Des processus politiques similaires y sont mis en place sous la forme de communautés d'autodéfense, accompagnées par des détachements de forces armées.

Pour mieux comprendre comment ces zones sont apparues aux yeux des autorités comme des menaces sérieuses pouvant porter atteinte à l'unité territoriale de la Colombie et mieux la violente répression qui en a découlé, il paraît important de revenir rapidement au sein de ce chapitre sur la création et sur l'organisation politiques de ces communautés.

Le climat des années 1950-1960 est fortement marqué par la période de la *Violencia*, dont découle la peur grandissante des « zones rouges ». Comme le rappelle Gustavo Eduardo Ordoñez Martínez<sup>160</sup>, durant cette période les mouvements paysans créent des groupes armés qui balancent entre le libéralisme et le communisme, entre la défense territoriale et la guérilla mobile. La ville de Viotá dans le Cundinamarca<sup>161</sup> est un exemple de « *ciudad roja* », ville

---

<sup>159</sup> José Jairo González Arias, « Espacio, sociedad y conflicto en Colombia : » *Las Republicas Independientes* » en Colombia. 1955-1965. » *Rev. UIS-Humanidades*. Bucaramanga, 20, enero-junio 1991, p.67-75.

<sup>160</sup> Gustavo Eduardo Ordoñez Martínez, "Reconversion des doctrines militaires de lutte contre la subversion dans le cadre de la lutte contre le crime organisé transnational en Amérique Latine: ruptures et continuités », Thèse de Doctorat en Droit et Sciences Politiques, sous la direction de Gabriel Peries et Bernard Labatut, Toulouse, Institut du Droit de l'Espace, des Territoires, de la Culture et de la Communication, 21 janvier 2019, 588p.

<sup>161</sup> Département colombien, limitrophe avec les départements de Huila, de Tolima et de Meta.

entière où la communauté agraire s'est ralliée massivement aux idées communistes et s'est massivement armée.<sup>162</sup>

Cette peur croissante du communisme peut expliquer notamment l'attaque de Marquetalia par les forces armées mais également les campagnes menées par des éditorialistes, chroniqueurs, dirigeants syndicaux, représentants parlementaires qui ont fait l'éloge du gouvernement et ont exhorté les forces armées à mettre fin à ces « *guardias de la subversion* ».

Le 25 octobre 1961, le sénateur Álvaro Gómez déclare devant le Sénat Colombien: « *El Señor Presidente Lleras*<sup>163</sup> *va a pasar a la historia como un fundador de cinco Repúblicas, Independientes, porque la soberanía nacional se ha quebrantado (...)lo que ocurrió fue que este gobierno, como esos emperadores decadentes del Bajo Imperio Romano, ha resuelto pagarle un tributo a 105 bárbaros* ». <sup>164</sup>

En effet, face à la création et à la consolidation des espaces économiques et politiques qui garantissaient la reproduction des techniques de production, on assiste, d'une part, aux particularismes de collectivités prisonnières d'un espace qu'elles ne reconnaissent plus comme le leur et d'un « ordre » vis-à-vis duquel elles ne se sentent pas engagées. D' d'autre part, à l'affirmation de nouveaux espaces sur lesquels elles « revendiquent le droit d'occuper ou de récupérer un impact spatial inscrit dans leur histoire.<sup>165</sup> ».

Dans cette perspective, il n'est pas étonnant que les centaines de migrants de la guerre des années 1950 aient revendiqué ces régions de refuge comme des zones d'autodéfense, d'où, en tant que véritables minorités politiques et territoriales, ils ont cherché à résister au modèle politique imposé par l'État. Le gouvernement a pour sa part, répondu conformément à la

---

<sup>162</sup> Dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle cette ville voit apparaître des ligues paysannes se révoltant contre l'interdiction des petits paysans à planter du café. Les paysans décidèrent de s'armer et de s'organiser sous forme d' *Autodefensas Campesinas*. Sous le slogan « *La tierra es para quien la trabaja* », ils envahissent les grandes exploitations appartenant à l'oligarchie agraire et se redistribuent les parcelles. Dans les années 1930, le Parti Communiste Colombien commence à s'implanter dans les campagnes. Des leaders paysans de Viotá tels que Domingo Monroy et Víctor J. Merchán rejoignent alors le Parti dans la lutte paysanne. La commune commence à être reconnue comme le berceau du communisme. Dans les années 1940, Domingo Monroy crée la *Guardia Roja*, chargée de garantir une répartition équitable de la terre entre les paysans. Petit à petit, le mouvement agraire atteint son but : la terre est répartie entre les familles pour construire des petites exploitations productives de café. En 1954, lorsque la guerre froide a commencé, le général Rojas Pinilla a déclaré le Parti communiste illégal en Colombie, mais les militants de Viotá ne se sont pas arrêtés pour autant. La *Guardia Roja* a décidé d'envoyer de jeunes militants en URSS, à Cuba et en Chine pour recevoir des instructions politiques et militaires applicables dans le pays. À Viotá, des écoles politiques de formation marxiste ont été ouvertes. Plus tard dans les années 1960 les dirigeants formés à Viotá ont soutenu les zones d'autodéfense paysanne à Marquetalia, à Planadas et à Tolima.

<sup>163</sup> Alberto Lleras Camargo est un homme politique colombien, membre du parti libéral, président de la république de 1945 à 1946 puis de 1958 à 1962, dans la cadre du *Frente Nacional*.

<sup>164</sup> La Nueva Prensa N°29. Bogotá, novembre de 1961. p. 56. Cité par José Jairo González Arias, op.cit.

<sup>165</sup> George Pierre. *Geopolítica las minorias*, Ed Oikos Tau, Barcelona, 1985, p.102-103.



conception géopolitique qui animait le concept de « Républiques indépendantes » en déclarant la guerre aux territoires aux mains des rebelles, et en vertu de laquelle il espérait récupérer la souveraineté de la nation, menacée par des ennemis intérieurs dans un processus qui a culminé en 1965 avec l'invasion des territoires en question par l'Armée nationale.

### Processus de conception des « Républiques »

Le processus de constitution des « républiques indépendantes » commence en 1951, avec la création des premières « *columnas de marcha* »<sup>166</sup> dans le sud du Tolima<sup>167</sup>. Ces dernières ont initialement vu le jour pour résister à la politique violente mise en place par les gouvernements successifs de Laureano Gómez<sup>168</sup> et de Roberto Urdaneta Arbeláez<sup>169</sup>. Elles se sont ensuite alliées avec les membres de la guérilla libérale de la famille Loaiza, et ont commencé à prendre forme comme mécanisme de résistance politico-militaire à la persécution violente déclenchée par les gouvernements conservateurs cités ci-dessus.

L'un des chefs inspirateurs de ces colonnes, Alfonso Castañeda (alias « Richard »), en parle ainsi : « La colonne de marche a parcouru des centaines de kilomètres dans le sud de Tolima. La colonne portait des miméographes. Elle a organisé des rassemblements. Elle a clarifié les objectifs politiques et sociaux du mouvement. Elle s'est développée rapidement. Le mouvement d'autodéfense s'est audacieusement associé à la guérilla alors que la violence dictatoriale ensanglantait les campagnes. Ils ont pour objectif la réforme agraire, la démocratie et l'indépendance de la Colombie »<sup>170</sup>.

Les colonnes de marches et les paysans libéraux se retrouvent dans le sud de Tolima, dans la région de Rio blanco, où le paysan libéral Gerardo Loaiza, avec ses quatre fils, « Punto Fijo »,

---

<sup>166</sup> José Jairo González Arias, « Espacio, sociedad y conflicto en Colombia. « Las Republicas Independientes » en Colombia. 1955-1965. » *Rev. UIS-Humanidades*. Bucaramanga (Colombia), 20, p.67-75, enero-junio 1991, p.73.

<sup>167</sup> La zone d'autodéfense de Marquetalia se situera également dans le sud de Tolima à la frontière avec le département de la Huila et du Cauca.

<sup>168</sup> Laureano Gómez devient président de la Colombie le 7 août 1950, après une élection à laquelle les libéraux ont refusé de participer. Il manifeste alors un anti-communisme virulent, notamment par l'envoi du seul contingent militaire sud-américain en Corée et des politiques de répression violentes sur les mouvements sociaux colombiens, notamment sur les paysans. Gómez instaure un régime de caractère dictatorial (répression de l'opposition, persécution de la minorité protestante) et le suffrage universel, jugé par le parti conservateur « contradictoire avec la nature hiérarchique de la société », est suspendu. Il quitte ses fonctions suite à une crise cardiaque en 1951.

<sup>169</sup> Pourtant pas favori au sein du Congrès pour prendre le poste de « président par intérim » suite aux problèmes de santé de Gómez, Roberto Urdaneta Arbeláez voit sa candidature à la présidence appuyée fortement par ce dernier. Il prend ses fonctions le 5 novembre 1951. Quelques années plus tard, Gómez veut reprendre le pouvoir. C'est suite aux tensions que cela engendre, que le général Rojas Pinilla, alors à la tête de l'armée colombienne, prend le pouvoir. Il met alors en place une dictature militaire à la suite de ce coup d'État du 14 juin 1953 et conserve le pouvoir jusqu'en 1957.

<sup>170</sup> « Así nació la autodefensa. Entrevista con Alfonso Castañedas », alias "Capitán Richard", *Voz de la Democracia*, n°46. Septembre 1959.

« Agarre », « Calvario » et « Veneno », avaient déjà formé un commando de guérilla dans ce qui allait être le cœur de leur lutte : El Davis (le nom de leur hacienda). En début d'année 1950, plus de 100 familles communistes, soutenues par des hommes armés, ont initié une marche de Combeima à El Davis. A leur arrivée, ils rencontrèrent 300 familles « libérales » avec lesquelles ils s'accordèrent sur un règlement de coexistence et de défense. En outre, un commandement conjoint a été créé dans lequel les libéraux étaient dirigés par Loaiza et les communistes par le « maire Lister ».

Au même moment, au sein de la partie orientale de Tolima, dans les juridictions municipales de Cunday et Iconozo, l'ancien mouvement agraire de Sumapaz, dirigé par Juan de la Cruz Valera, s'était transformé en un mouvement de résistance par la guérilla contre les assauts de la dictature de Laureano Gómez et avait mené, entre décembre 1952 et mars 1953, la fameuse « colonne de marche », qui se déplaçait d'El Palmar (Icononzo) et d'El Roble (Villarrica) à la région d'Alto Sumapaz et d'El Duda.

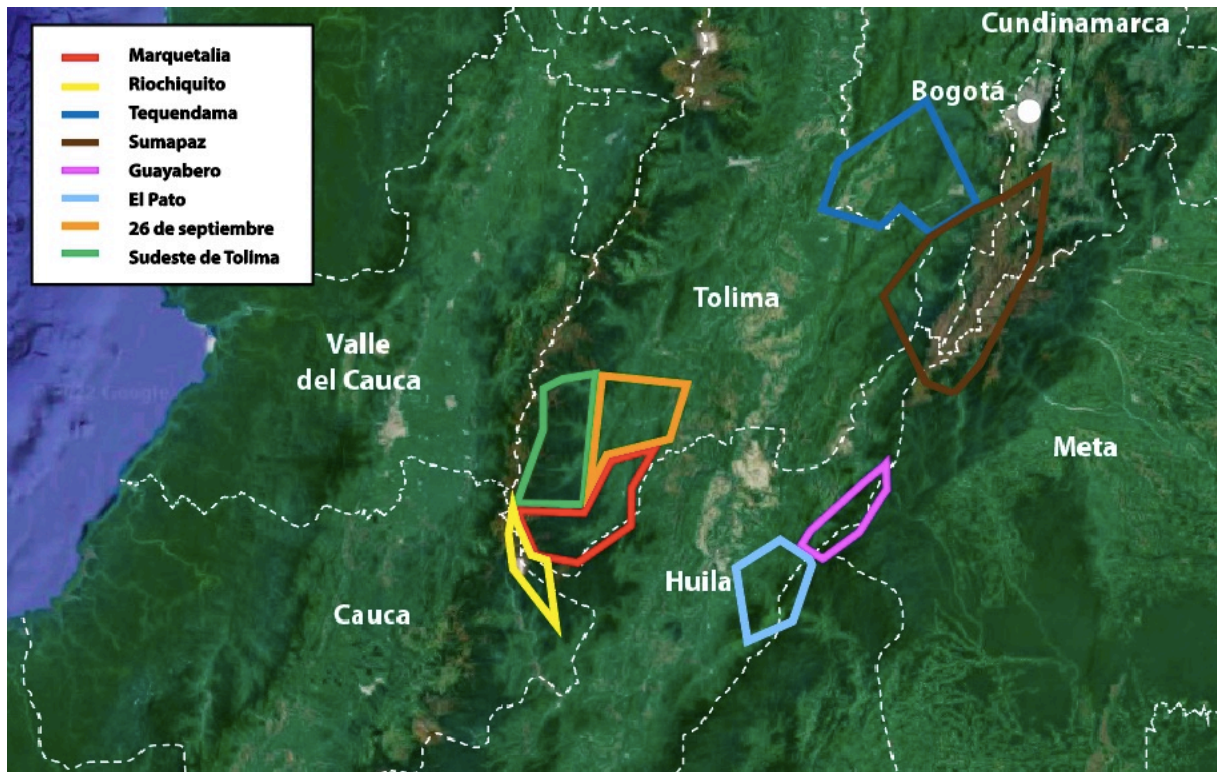
En 1953, suite à l'amnistie offerte par le gouvernement militaire de Rojas Pinilla, le commandement unifié du sud de Tolima s'est divisé. Les frères Loaiza, qui commandent les guérillas libérales de Chaparral et Rioblanco, décident d'accepter les termes de l'accord et déposent les armes. Les autres, confrontés aux immenses coûts politiques de leur reddition inconditionnelle et à l'absence de garanties pour la défense de leur vie, en raison du nombre croissant de groupes paramilitaires, ont décidé de ne pas se rendre et de continuer sous forme de « commissions » à la recherche de territoires sûrs. Un protagoniste de ces mouvements déclare : « A Peña Rica, nous avons organisé le départ de deux commissions : l'une pour le Cauca avec Fabian et Wilki, l'autre pour la Vallée avec Trujillo et le caporal Pabo. Il s'agissait de rechercher de nouveaux territoires pour une éventuelle sortie ou une retraite à la recherche de nouvelles terres. Une fois ces opérations de repli tactique effectuées, sinon en pleine défaite, nous nous sommes postés à environ deux kilomètres de Gaitania, prenant contact avec les commerçants et les personnes qui, pour une raison ou une autre, nous approvisionnaient. C'est la nouvelle situation d'un « Etat-major sans soldats », composé de Lister, Cisne et Fulgentius, en attente de nouveaux événements<sup>171</sup>. ».

---

<sup>171</sup>. Archivo Mingobierno. Orden Publico. 1960 citée par José Jairo González Arias, « Espacio, sociedad y conflicto en Colombia. « Las Republicas Independientes » en Colombia. 1955-1965. » », *Rev. UIS-Humanidades*. Bucaramanga (Colombia), 20, p.67-75, enero-junio 1991, p.73.

Une des commissions envoyées s'est donc dirigée vers l'extrême sud de Tolima (Planadas et Gaitania), dans la région de Támara, à la frontière avec Huila, formant le village que l'on appellera par la suite Marquetalia.

### Carte de certaines zones d'autodéfense paysanne



Naïma Eychenne, 2022, d'après Jean Lartéguy, *Les guérilleros*, Editions Raoul Solar, 1967, p.198.

Une autre a suivi la chaîne de montagnes centrales jusqu'à atteindre les terres de Riochiquito aux frontières départementales de Huila et Cauca, et une autre a traversé la plaine de Tolima, continuant vers l'est jusqu'à la juridiction de la municipalité de Villarrica, où elle est arrivée en décembre 1953. Pour Marulanda Vélez, ces détachements de guérilla mobile « essaieraient de créer les conditions nécessaires à une éventuelle métamorphose du mouvement de guérilla en un vaste mouvement de masse, à l'endroit que chacun jugerait approprié. La première transformation de la guérilla et de l'autodéfense paysanne était déjà prévue. <sup>172</sup>».

Le premier détachement arrive dans le Cauca, une région qui, deux ans auparavant, avait été explorée par Jacobo Prias Álape alias « Charronegro », et au sein de laquelle fut créé le mouvement agraire Riochiquito. Un autre détachement s'est déplacé, comme mentionné ci-dessus, vers l'extrême sud de Tolima, à la frontière avec Huila, dans la zone appelée plus tard

<sup>172</sup>Manuel Marulanda Vélez, *Cuadernos de campaña*. Bogotá, ediciones El Abejón Mono, 1975, p.13.

Marquetalia, également sous la direction de « Charronegro ». Le détachement qui s'est rendu à l'est de Tolima, appelé « Sureños » par les habitants, après avoir accepté formellement de se rendre à Villarrica le 22 décembre 1953, a procédé à l'organisation de l'autodéfense par le biais des "Fronts démocratiques de libération nationale" (*Frentes Democráticos de Liberación Nacional*).

Les guérilleros d'El Palmar et d'El Roble, sous la direction de Juan de la Cruz Varela et le commandement des frères Cuélla, avaient fait de même après avoir accepté la reddition symbolique de leurs mouvements dans la municipalité de Cabrera, le 31 octobre de la même année. Mais le contexte difficile dans lequel se sont déroulées les négociations pour la remise des guérillas du sud du Tolima et de Sumapaz, la formation et l'extension des fronts dits de libération nationale dans tout le Tolima oriental et la réactivation du mouvement agraire dans le haut Sumapaz, ainsi qu'un sentiment anticommuniste croissant de la part de la dictature militaire, ont conduit à une nouvelle guerre de représailles. Cette dernière a entraîné la rupture de la paix fragile obtenue entre novembre 1953 et avril 1954, lorsque le gouvernement de Rojas Pinilla a lancé la fameuse guerre contre Villarrica, avec laquelle il entendait mettre un terme définitif à la focalisation des communistes et des fauteurs de troubles sur le nouveau pacte politique.

Suite à la guerre déclenchée contre la population de Villarrica, et l'assaut final de l'armée en septembre 1955, nombre de familles sont évacuées de manière désordonnée vers le plan Tolima, d'autres familles s'organisent en colonnes de marche vers les zones de refuge d'El Duda et El Ariari, les nouvelles frontières d'El Pato et El Guayabero, tandis qu'un autre détachement reste dans la région de l'Oriente del Tolima afin de continuer à mener des missions de guérilla, de harcèlement et de distraction des forces armées. Quelques unités isolées de guérilleros sont également envoyées pour renforcer les zones de refuge de Marquetalia et Riochiquito, où toutes les forces de guérilla de Tolima continuent de se regrouper.

À Riochiquito, par exemple, les dirigeants des différentes colonnes ont décidé d'organiser une réunion des détachements de guérilleros qui opéraient à Tolima, Huila et Cauca, et qui étaient dispersés :

La nostalgie de ce qui a été perdu à El Davis nous est revenue ; l'oubli qui n'est pas oublié, l'oubli qui n'est pas enterré. Mais, nous avons découvert une vérité, une vérité qui s'était durcie en trois ans : nous avons perdu une montagne, « El Davis » entourée par les rivières Anamichú et Cambrin, mais nous avons aussi gagné deux autres montagnes, Riochiquito et Marquetalia, situées dans trois départements. C'était la première réunion, après le départ d'El Davis, déjà consolidée comme force de guérilla et avec

une influence de masse respectable ; 170 hommes armés, un plan d'actions militaires dans les zones d'opération et, énormément d'espoir de grandes et possibles perspectives. Il a été conclu que Riochiquito serait le commandement supérieur et que nous aurions deux autres commandements : Marquetalia et Simbola. Le commandement a reçu le nom de sous-comité régional du Sud de Tolima.<sup>173</sup>

C'est cette réunion qui a organisé l'articulation entre les différentes zones ou se sont regroupés les différentes colonnes. En attribuant les différents lieux de commandements, les dirigeants des différentes colonnes ont voulu s'inscrire dans une logique d'organisation politique des différentes communautés, liées entre elles par le sous-comité régional du Sud de Tolima.

La nouvelle direction du mouvement est alors composée de Jacobo Prías Álape, A. Charro Negro, Manuel Marulanda Vélez, alias Tirofijo, Ciro Trujillo, alias Ciro Castaño, Laurentino Perdomo, Cadete, Isaías Pardo, Antonio Marin et d'autres. La direction du mouvement a convenu « d'étendre le travail de prosélytisme dans les trois départements ; d'organiser deux cours spécialisés pour la préparation des guérilleros ayant tendance à devenir des commandants ; d'effectuer un travail approfondi au sein des commandos et de faire sortir le parti des rangs de la guérilla clandestine ; de promouvoir l'agriculture, d'obtenir des munitions, d'étendre l'organisation dans le domaine des comités de femmes et de jeunes, et de commencer les futures actions militaires avec une préparation adéquate et méticuleuse.<sup>174</sup> ». Charro Negro<sup>175</sup> se voit confier la responsabilité de Marquetalia ; il avait changé le nom de la région connue sous le nom de El Tamaro, et en référence à Marquetalia de Caldas, il la nomma Marquetalia ; Laurentino Perdomo fut nommé pour Simbola, en raison de son ascendance parmi les indigènes ; à Riochiquito, Marulanda, Ciro Trujillo, Saavedra et Jairo furent laissés en charge. Entre 1955 et 1956, des détachements de guérillas organisées en « colonnes de marche » rejoignent les zones d'autodéfenses, régions qui, cinq ans plus tard, sont considérées comme des « républiques indépendantes » par l'État colombien. Chacune de ces régions a acquis un profil socio-politique très similaire : tout d'abord, comme nous l'avons noté, elles trouvent leur origine dans la

---

<sup>173</sup> “ *Nos volvió la nostalgia de lo perdido en El Davis; el olvido que no se olvida, el olvido que no se entierra. Pero, descubrimos una verdad, una verdad fogueada en tres años: habíamos perdido una montaña”, El Davis rodeado por los rios Anamichú y el Cambrin, como también habíamos ganado dos montañas más, Riochiquito y Marquetalia, enclavadas en tres departamentos. Fue la primera reunión, después de la salida de El Davis, ya consolidados como guerrilla y una influencia de masas respetable; 170 hombres armados, un plan de acciones militares en las áreas de operación y, tremendamente esperanzados en grandes y posibles perspectivas. Se concluyó que Riochiquito sería el comando superior y tendríamos dos comandos más: Marquetalia y el Simbola. A la dirección se le dió el nombre de subcomité regional del Sur del Tolima*”.

Alape Arturo, *Las vidas de Pedro Antonio Marin Manuel Marulanda Vélez Tirofijo*, Bogotá. Planeta. 1989. p.242.

<sup>174</sup> *Ibid.*, p.242.

<sup>175</sup> Ce dernier est né en 1920, à Gaitania à quelques kilomètres de la future Marquetalia.

formation de détachements fortement politisés, indépendants de l'orientation libérale ou qui s'en sont progressivement détachées, acquérant leur propre physionomie politique profondément marquée par la tradition agraire de la région de Tolima et par l'influence ou l'orientation du parti communiste.

Ces caractéristiques et ces orientations politiques ont fait de ces régions des zones où l'insertion politique dans le cadre du projet pacificateur de la dictature militaire de Rojas Pinilla était compliquée. Ces zones n'entraient pas non plus dans le cadre du programme d'amnistie et de réhabilitation mis en place par le Front national qui n'a pas su ou voulu interpréter les nouvelles exigences d'insertion de ces nouvelles régions et de leurs habitants dans la vie nationale. Deuxièmement, la modalité d'occupation des « nouveaux territoires », à travers des détachements armés qui protégeaient le mouvement des familles paysannes et garantissaient leur insertion dans les nouveaux espaces. Cependant, dès les premiers temps, des résistances à ces occupations ont vu le jour, que ce soit par les paysans déjà installés sur ces territoires ou, comme dans le cas de Riochiquito, par les indigènes. Finalement, les communautés sont parvenues à s'installer dans ces zones et ont réussi à mener à bien leur propre projet colonisateur, politiquement homogène et fortement organisé pour sa défense.<sup>176</sup>

Ainsi, la « colonisation armée » a fait place à des zones d'autodéfense fondées sur un mouvement agraire large et bien configuré, qui a exercé un leadership politique et militaire, administré la justice, réparti les terres et maintenu un contrôle social au sein des colonies, comme l'illustre la lettre envoyée par l'un de ses fondateurs au ministre de l'agriculture de l'époque, DI. Gustavo Balcázar Monzón, le 13 mai 1965 :

Dans les années 1958-1959-1960-1961 et 1962, lorsque je dirigeais et instruisais en partie les anciens combattants de El Pato, Guayabero, Marquetalia et Riochiquito par le biais de ce que l'on appelle les « UNIONES SINDICALES DE COLONOS », la distribution de parcelles individuelles aux ex-combattants a été organisée afin qu'ils puissent se consacrer à un travail honnête et pacifique, l'évaluation des améliorations des anciens colons a été organisée afin que les nouveaux colons et occupants de ces fonds puissent les payer (si nécessaire). Les routes ont été réparées et des bâtiments scolaires ont été construits à l'initiative des colons dans une véritable action communautaire, mais ce travail d'UNION, de PAIX et de TRAVAIL qui a constitué notre devise de lutte contre la dictature de Rojas Pinilla, n'a pas trouvé le soutien nécessaire de la part du gouvernement, pas même pour nommer des *corregidores* ruraux

---

<sup>176</sup> Nous verrons par la suite que le temps passant, les paysans sont retournés à la terre et les zones d'autodéfenses en particulier Marquetalia, n'étaient plus forcément aussi équipées pour résister militairement.

pour donner une physionomie régionale au gouvernement en tant que recteur légitime des destinées nationales.<sup>177</sup>

Le Front national, qui a débuté en 1958 avec le mandat du président Alberto Lleras Camargo, n'a en effet pas réussi à surmonter les nombreuses difficultés politiques que représentait la prise en compte de ces territoires au sein du large programme de réhabilitation et d'amnistie. Il a tout de même été mis en place, en 1958, quelques plans et programmes de réhabilitation dans ces zones et l'Etat a essayé de réintégrer d'anciens combattants à la vie civile.

Pour González Arias, Le Front national a, en effet, été incapable de mettre en œuvre un véritable plan d'articulation socio-territoriale dans ces nouveaux espaces, et a donc rejoint la tradition de l'État de les considérer comme des territoires exclus, dans ce cas du pacte bipartite. Par conséquent la reconquête de ces zones sont devenus des objets majeurs de ses campagnes de récupération territoriale, sociale et politique.<sup>178</sup>

Les groupes d'autodéfense paysans, issus de la mobilisation rurale armée ces années 1950, ont dès leur création été confrontés au harcèlement et à la persécution, non seulement de la part des forces officielles mais aussi de groupes armés (paramilitaires dans leur majorité) qui parallèlement à la répression officielle, ou parfois en collusion avec elle, ont créé un climat de « *guerra sucia* » qui a conduit aux attaques des zones d'autodéfense de 1962, 1964 et 1965 connus sous le nom de guerre contre les "républiques indépendantes".

Maintenant que nous avons fait le point sur les mécanismes et enjeux politiques qui ont mené à la création des zones d'autodéfense et à l'histoire de leur création, nous allons désormais nous pencher sur l'organisation politique au sein de ces communautés, en particulier à Marquetalia.

Comme vu précédemment peu de sources sont disponibles sur la zone de Marquetalia entre 1958 et 1963, la plupart se concentrant sur l'année 1964, cependant certains éléments nous permettent de se faire une idée assez précise de l'organisation politique de la communauté de la zone d'autodéfense de Marquetalia entre 1958 et 1964.

---

<sup>177</sup> Archivo Mingobierno. Orden Público, 1965 dans 1960 citée par José Jairo González Arias, « Espacio, sociedad y conflicto en Colombia. « Las Repúblicas Independientes » en Colombia. 1955-1965. » *Rev. UIS-Humanidades*. Bucaramanga (Colombia), 20, p.67-75, enero-junio 1991, p.74.

<sup>178</sup> José Jairo González Arias, « Espacio, sociedad y conflicto en Colombia. « Las Republicas Independientes » en Colombia. 1955-1965.op.cit.p. 74.

## b. Système socio-politique de Marquetalia, regards extérieurs

Quel système politique a permis la vie en communauté des habitants de la zone d'autodéfense durant ces six années ?

Comme vu précédemment, les « *uniones sindicale de colones* » ont accompagné les membres des communautés dans l'organisation de la répartition des terres pour les nouveaux arrivants via une distribution de parcelle individuelle. Nous ne sommes donc pas sur un modèle collectiviste mais bien sur une répartition individuelle adaptée au besoin des familles. A Marquetalia comme dans les autres zones d'autodéfenses il y avait des primo-habitants, notamment des populations indigènes. Il y eut pour certains des compensations financières, le but n'étant pas de spolier des familles de leurs biens mais de redistribuer les terres des grandes haciendas.

Dans la municipalité de Planadas, la communauté des Nasa Wes'x a résisté à l'arrivée de ces nouveaux habitants<sup>179</sup>, comme ce fut le cas à Riochiquito également. Arenas parle également de la présence des Paez, bien qu'il affirme que la cohabitation s'est déroulée sans soucis : « Depuis l'époque coloniale, la région est peuplée par la tribu des Paez, courageux défenseurs de la patrie contre les armées espagnoles, qui ont ensuite cohabité avec les paysans venus coloniser<sup>180</sup> les montagnes.<sup>181</sup> ».

Les paysans alentours n'ont également pas forcément vu la présence de ces arrivants d'un bon œil. La lettre de Martín Camargo, paysan et président du conseil d'action communautaire de Balsillas<sup>182</sup> et de Bajo Pato, à Huila, adressée au président de la République, Guillermo León Valencia, permet de mieux entendre le contexte tendu entre les « *marquetalianos* » et le reste de la population. Dans cette lettre, il affirme que « le commandant José A. Richard a informé les colons que ceux qui ne sont pas prêts à lutter contre le gouvernement doivent quitter la

---

<sup>179</sup> Il faut attendre le 26 juillet 1996 pour qu'un traité de paix entre les plus de 3 000 membres du conseil de la communauté des Nasa Wes'x et les FARC, soit ratifié, dans le village d'Esmeralda Alta, dans la municipalité de Planadas, dans le sud de Tolima. C'est le seul pacte de paix en vigueur aujourd'hui en Colombie entre une communauté et une guérilla communiste. Un traité qui a fêté ses 20 ans en 2016, et qui a conduit au désarmement de l'autodéfense indigène de la réserve, après 40 ans de tirs croisés permanents et un bilan que personne n'a jamais pleinement enregistré.

Selon : Nohora Isabel Barros Navarro, Santiago Andrés Padilla Quintero, « Sentido y Memoria del Acuerdo de Paz Nasa We'sx: La autonomía como posibilidad », , *Universidad de Ibagué*, Facultad de Derecho y Ciencia Política, Programa de Ciencia Política, Ibagué, 2017.

<sup>180</sup> Le terme « coloniser » est ici à entendre dans le sens de prendre possession de la terre par le travail, en défrichant notamment de vastes terrains et en installant une communauté sur ces terres.

<sup>181</sup> « Desde la época colonial la zona ha estado poblada por la tribu de los Páez, bravos defensores del suelo patrio contra las huestes españolas, y que luego han entrado a convivir con los campesinos que han llegado a colonizar las montañas ». Jacobo Arenas, *Colombie, guérillas du peuple*, Paris, Editions sociales, 1969, p 33-34.

<sup>182</sup> Balsillas Vieja est situé à une soixantaine de kilomètres de Marquetalia.



région une fois pour toutes. » Toujours selon lui, plus d'une quinzaine de familles ont dû partir/fuir suite aux intimidations menées par les rebelles et ont vu un grand nombre de leurs biens confisqués.

Les enseignants de cette région ont dû se retirer, comme c'est le cas d'Albertino Moreno Leal et de Blanca Ligia Perdomo, car en plus des menaces contre leur vie dont ils ont été informés, leurs biens ont été confisqués et Mme Blanca Ligia Perdomo a perdu plus de 60 000 dollars, soit 15 000 dollars de bétail, d'outils, de livres et de matériel d'étude, d'oiseaux, et 50 000 dollars de la ferme Buenavista (...) M. Alejandro Arteaga a perdu plus de 80 000 dollars, tout comme les colons<sup>183</sup> qui, pour avoir manifesté leur sympathie envers le gouvernement actuel, ont dû subir les persécutions les plus féroces.

Ces chiffres semblent très élevés et nous ne pouvons avoir la certitude que les biens perdus évoqués dans cet extrait détenaient une valeur aussi grande. Etant donné que cette lettre est destinée au président de la République, on peut imaginer que les biens ont été surévalués afin d'obtenir une meilleure potentielle compensation financière de la part de l'Etat. Cependant ce témoignage démontre que certains habitants du secteur se sont donc montrés hostiles à la présence des guérilleros sur leur territoire.

Cependant et malgré les hostilités qui les entourent, les habitants de Marquetalia ont tout de même réussi à mettre en place une forme d'organisation politique, de formation d'un embryon étatique au sein de leur zone d'autodéfense sans pour autant, à l'origine, vouloir faire sécession avec l'Etat Colombien. Pour Rol-Tanguy ces zones sont « abusivement dénommées républiques indépendantes par le pouvoir, accusées par lui de vouloir faire sécession, de vouloir faire pièce à l'unité nationale.<sup>184</sup> ». Selon lui, cette accusation ne tenait pas debout, étant donné que la police et l'administration pouvaient pénétrer dans ces zones à condition qu'elles se cantonnent dans leurs fonctions institutionnelles.

La pétition de 1958 rédigée par les habitants de Marquetalia et de Gaitana à destination de la *Comisión Investigadora Causas de La Violencia*, mise en place la même année, permet d'avoir une preuve écrite de l'aide demandée par les habitants de Marquetalia à l'Etat, et donc du fait que les zones d'autodéfense n'avaient pas pour objectif de faire sécession.

Dans la première partie de cette pétition, il est question du village de Gaitana<sup>185</sup>, décrit par ses habitants comme anciennement prospère, avant la Violencia. Ils y parlent du pouvoir

---

<sup>183</sup> Je ne comprends pas bien l'utilisation du terme « colon » dans ce contexte. Cependant il semble évident que Martín Camargo parle ici d'habitants de la zone entourant Marquetalia, hostile à la présence des *Marquetalianos*.

<sup>184</sup> Henri Rol-Tanguy, préface de Jacobo Arenas, *Colombie, guérillas du peuple*, op.cit. p. 7.

<sup>185</sup> Situé à quelques kilomètres au Nord de la zone de Marquetalia.

économique que représentait ce lieu, du sol riche, d'une végétation luxuriante, de la présence d'or, d'argent et de sel ; quelques paragraphes plus loin il est dit que désormais Gaitana, qui ne connaît plus de violence, ne connaît que misère, maladies et pauvreté.

Dans la seconde partie de ce document est abordé Marquetalia : « *La población de Marquetalia, es muy joven por su tiempo de fundación, la que fue o está fundada por exguerrilleros principalmente, y demás gentes atraídos por la naturaleza y las importantes riquezas con que cuenta, la región, y si cuenta con el respaldo del gobierno, no tarde empezará a producir entradas al físico del Estado.* »<sup>186</sup>. Ce court paragraphe apparaît comme extrêmement important dans l'histoire de Marquetalia. Les ex-guérilleros ne voulaient donc pas à l'origine créer une zone indépendante, ils ont signé cette pétition demandant une aide de l'Etat pour reconstruire le territoire éprouvé par ces années de guerre et verser suite à cela des revenus à l'État.

La pétition, sûrement initiée par les personnes lettrées<sup>187</sup> de Marquetalia, par demande en effet à l'Etat de l'aide pour la construction ou reconstruction de route : « *continuación de la carratera Neiva-Palermo-Palmira pasando por Gaitana y la construcción de un ramal a la población de Planadas.* ». Il est également demandé 100.000 pesos pour la construction de chapelles à Gaitana et Marquetalia, ainsi que la construction d'une usine électrique à Gaitana, de l'installation d'une ligne télégraphique et la nomination d'autorités civiles<sup>188</sup> par l'Etat.

Ces demandes contredisent les accusations de l'Etat qui, dès 1958, qualifie Marquetalia de « république indépendante ». La pétition ne connaîtra une réponse qu'en 1964. Les habitants de Marquetalia ont donc dû pallier le manque de services publics (école, entretien des routes etc.) et se substituer à l'Etat.

Comme il est dit dans la lettre du 13 mai 1965 destinée à Gustavo Balcázar Monzón, « Les routes ont été réparées et des bâtiments scolaires ont été construits à l'initiative des colons (de Marquetalia) dans une véritable action communautaire<sup>189</sup> » et ceci sans « le soutien nécessaire de la part du gouvernement, pas même pour nommer des *corregidores* ruraux pour donner une physionomie régionale au gouvernement en tant que recteur légitime des destinées

---

<sup>186</sup> Texte intégral disponible en annexe.

<sup>187</sup> On peut imaginer ici, que cette pétition a été en partie rédigée par les personnes formées au sein du PCC et qui ont par conséquent reçues une éducation lettrée.

<sup>188</sup> Instituteurs, docteurs...

<sup>189</sup> « *Se arreglaron los caminos y se construyeron locales escolares por iniciativa de los colonos en verdadera acción comunal.* »

Archivo Mingobierno. Orden Público, 1965 dans 1960 citée par José Jairo González Arias, « Espacio, sociedad y conflicto en Colombia. « Las Republicas Independientes » en Colombia. 1955-1965. » *Rev. UIS-Humanidades*. Bucaramanga (Colombia), 20, p.67-75, enero-junio 1991, p.70.

nationales.<sup>190</sup> ». Encore une fois, il est ici mis en avant la dimension communautaire basée sur l'entraide et le travail collectif pour l'amélioration des conditions de vie au sein du village. L'Etat est ici montré du doigt, accusés par les *Marquetalianos* de ne pas assurer son rôle au sein du village. Est-ce donc Marquetalia qui a voulu une forme d'indépendance ou est-ce l'inaction de l'Etat dans les zones pauvres, rurales et dévastées par la guerre qui en est la cause ?

Toujours en est-il qu'une organisation politique plus ou moins commune a vu le jour dans les zones d'autodéfense. Etant donné que nous disposons de peu d'images de ce qu'a pu être la zone de Marquetalia durant cette période, le film documentaire de Jean Pierre Sergent et Bruno Muel, qui a été tourné à Riochiquito, permet de se faire une idée précise de comment se déroulait l'éducation et la formation politique au sein des zones d'autodéfense. Nous pouvons supposer que cela se déroulait de la même façon à Marquetalia.

Dans ce film, tourné en 1965, nous apprenons que la zone des Riochiquito est encerclée militairement au moment du tournage. Sur les 2000 familles présentes dans la zone d'autodéfense, seules quelques centaines de paysans guérilleros et paysannes guérilleras sont restés, pour défendre leurs terres. Sergent explique dans le documentaire, que les préparatifs militaires, lié en l'encercllement de la zone par l'armée colombienne, n'inspirent pas la formation politique des paysans, occupés à préparer la guerre.

Cependant, une séance d'éducation politique a été filmée (2 :21-3 :34). Nous y voyons Hernando Gonzalez, étudiant, qui dispense un cours d'éducation politique aux paysans. Il ne souhaite pas montrer son visage à la caméra pour des raisons de sécurité. On apprend par les réalisateurs qu'il sera abattu par une rafale de mitraillette quelques semaines plus tard.

Face à un groupe d'hommes et de femmes assis à même le sol, Gonzalez prononce les paroles suivantes :

« Nous avons aussi vu que, comme le budget de la guerre a augmenté, le budget de l'éducation a diminué et comme des zones comme les nôtres, très tendues, on ne trouve pas d'écoles à des kilomètres à la ronde et quand il s'agit de chercher un enseignant ou de trouver une place, c'est principalement grâce aux efforts du collectif, aux efforts du peuple, aux efforts des paysans, qui sont ceux qui doivent soutenir ceux qui gagnent leur salaire pour payer l'enseignant, pour payer les personnes qui peuvent faire ce travail au niveau local ; Ce sont eux qui doivent payer l'enseignant, ils paient les personnes qui peuvent accomplir cette tâche à un niveau éducatif. Nous voyons comment le gouvernement s'intéresse à l'analphabétisme et

---

<sup>190</sup> «No encontró el apoyo necesario del gobierno, ni siquiera para nombrar corregidores rurales que le dieran fisonomía regional al gobierno como el legítimo rector de los destinos nacionales. ». *Ibid.*, p.70.

à la misère de nos paysans, et pendant ce temps, il dépense des millions et des millions de pesos pour faire pression, pour payer l'armée et la police.<sup>191</sup> ».

Ces différents éléments permettent de mettre certains points en avant. Premièrement contrairement aux accusations des sénateurs et du gouvernement colombien, la zone d'autodéfense de Marquetalia ne semblait pas avoir comme objectif principal de faire sécession. Cette « sécession » s'est plutôt faite suite à l'inaction et la non réponse de l'Etat aux problèmes que rencontraient les habitants de cette zone, pauvre rurale et détruite en partie par des années de guerre civile. De plus, nous apprenons également que la construction de nombreux bâtiments (notamment les routes et l'école ) sont le fruit du travail collectif des habitants de Marquetalia. On aperçoit ici une facette de cette communauté, qui réalise ensemble des travaux normalement sous la responsabilité des services publics.

---

<sup>191</sup> Jean Pierre Sergent et Bruno Muel « Riochiquito », 1965, 02 :21-03 :34.

*« Nosotros tambien veiamos que como a medida que el presupuesto de guerra viene aumentado duramente el presupuesto de educacion viene desminyendo y como zonas como la nuestra caja zonas bastantes tensas que mucho kilometras a la redonda nosotros no encontramos escualas y cuando se trata de buscar una maestra de conseguir un local se hace fundamentalmente por el efuerzo del colectivo, el efuerzo de la gente, el efuerzo de los campesinos; que son los que tienen que el sustnento de los que ganan de sus salarios pagan la maestra, pagan la gente que pueda desempenar esta tarea en el plano educativo. Nosotros vemos como el gobierno esta interesado en asumir el analfabetismo en la miseria cada vez mas a nuestros campesinosy mientras tanto despilfarros millones y millones de pesos en la presion, en el pago del ejercito y de la policia.. »*

c. Marquetalia : agriculture et commerce

*« La terre appartient à ceux qui la travaillent, à ceux qui mouillent le sillon de leur sueur. »<sup>192</sup>*

Jacobo Arenas, 1965.

Comme vu précédemment, en 1957, à la fin de l'administration Rojas Pinilla et à l'aube du *Frente Nacional*, le mouvement de guérilla à Marquetalia, Riochiquito et, plus généralement, dans la région sud comprenant les départements de Tolima, Huila et Cauca, où la résistance armée avait été soutenue, a subi un changement structurel qui a modifié ses tactiques de lutte et a transformé le mouvement de guérilla en un mouvement agraire. La structure militaire a pris fin, les grades et les titres militaires également. Les guérilleros sont retournés au travail de la terre.

Jaime Guaraca, l'un des membres fondateurs des FARC présent dès les débuts de la zone d'autodéfense de Marquetalia, en parle ainsi :

Ensuite, il a été dit lors d'une conférence du mouvement Marquetalia, que quiconque voulait rester dans la région en travaillant, pouvait le faire, et que quiconque voulait retourner dans son lieu d'origine était également libre de le faire. Marquetalia était un terrain vague appartenant à la nation et, pour cette raison, le mouvement lui-même était en mesure de donner la terre à ceux qui voulaient la travailler, réalisant ainsi une sorte de petite réforme agraire. Les actifs dont disposait le mouvement ont été distribués à tout le monde comme une façon de commencer à travailler.<sup>193</sup>

Ce nouveau mouvement s'est donné une direction propre, adaptée aux caractéristiques de son nouveau statut, non plus militaire, mais agraire. Les anciens guérilleros ont été transformés en réformateurs agraires, en agriculteurs et en ouvriers agricoles. Dans son ouvrage, Carlos Medina Gallego affirme que Manuel Marulanda commence à travailler comme inspecteur de chantier sur la construction de la route qui relie El Carmen (Huila) à Gaitania (Tolima) ; Fermín

---

<sup>192</sup> « La tierra es de los que aran, de los que bañan el surco con su sudor ». Jacobo Arenas, *ibid.*, p. 26.

<sup>193</sup> «Entonces se dijo en una conferencia del movimiento de Marquetalia, que todo aquel que quisiera quedarse en la región trabajando, podía hacerlo y quien quisiera retornar a su lugar de origen también quedaba en libertad de hacerlo. Marquetalia era un territorio baldío de la nación y por eso el propio movimiento estaba en condiciones de entregar la tierra a quienes quisieran trabajarla, realizando algo así como una reforma agraria en pequeño. Los bienes que tenía el movimiento fueron repartidos entre todos como una forma de comenzar a trabajar.»

Issu de l'entretien avec Jaime Guaracas réalisé par Carlos Arango dans *Carlos Arango, FARC veinte años. De Marquetalia a la Uribe*, Ediciones Aurora, 1984, p. 147-148.

Charry Rincón achète un projecteur de cinéma qu'il utilise à Gaitania, il se lance également dans l'élevage de bétail. Isauro Yosa et Isaías Pardo avec d'autres guérilleros créent des fermes à Marquetalia pour la production et la commercialisation de leurs produits.<sup>194</sup>

Selon Guaraca, Marquetalia était un terrain vague, appartenant à la nation. On entend ici le fait que selon lui, si il appartenait à la nation il appartenait aussi aux citoyens. On revient ici sur l'idée que la terre appartient à ceux qui la cultivent, à ceux qui la travaillent. La zone de Marquetalia et ses alentours n'apparaissent pourtant pas comme le lieu idéal a priori pour installer des cultures et de l'élevage. Arenas en parle ainsi :

Marquetalia est le nom conventionnel d'une zone située sur la cordillère centrale, entre les montagnes d'Aca et d'Iquira. Sa partie centrale est un petit plateau élevé. Toute la région est très montagneuse et élevée, et là se dresse un des plus hauts points géographiques du pays : le glacier du Huila, à 5750 mètres d'altitude. Dans les contreforts du Nevado de Huila se trouvent les sources de la Saldaña, de l'Atá et d'autres rivières plus petites, qui coulent vers le nord pour alimenter les eaux du fleuve Magdalena. Marquetalia se trouve aux frontières des départements de Tolima, Huila et Valle del Cauca. La superficie du territoire atteint quelques 800 km<sup>2</sup>. Arriver jusqu'à cette altitude n'a jamais été chose facile. Il n'existe pas de chemins. Les sentiers montent infatigablement à travers des endroits pratiquement impénétrables. (...) Pendant des heures de marche, on ne voit pas la moindre maison. (...) Le silence des montagnes est seulement troublé par le bruit de quelques torrents, le chant étrange des oiseaux ou les cris des singes fuyant la présence de l'homme.<sup>195</sup>

Cette zone jusqu'alors peu peuplée et difficile d'accès pour du bétail était entourée d'une jungle très dense. Cependant la présence de torrents et l'humidité de cette zone montagneuse offraient des points positifs pour l'installations des hommes, de l'agriculture et de la communauté.

Le choix des guérilleros de s'installer en montagne loin des centres urbains et sur des plateaux difficiles d'accès peut cependant s'expliquer par la notion de montagne-refuge. La montagne, la forêt, le fleuve, confirment la présence d'une variable très significative dans les processus d'implantation territoriale des minorités, qui est celle qui fonde ou soutient les points de refuge, d'isolement, de défense et de survie sur les caractéristiques de l'environnement géographique. Pierre George souligne, par exemple, comment « la montagne, en raison de son appareil défensif naturel contre les populations des plaines environnantes et de sa capacité plus ou moins prononcée de « logement intérieur », bien protégée dans le cadre des vallées et des bassins intramontagnards, est à la fois un refuge et un moyen de civilisation intégré dans un

---

<sup>194</sup> Carlos Medina Gallego, *FARC-EP : notas para una historia política 1958-2006*, Bogotá : Universidad Nacional de Colombia, Facultad de Derecho y Ciencias Políticas y Sociales, Grupo de Investigación de Seguridad y Defensa Actores Armados, 2009.p. 54-67.

<sup>195</sup> Jacobo Arenas, *Colombie, guérillas du peuple*, Paris, Editions sociales, 1969, p 34.

environnement particulier qui impose certaines conditions et appelle certaines initiatives et formes appropriées d'organisation de la vie.<sup>196</sup> ».

Malgré la rudesse des conditions de vie et de travail et la végétation luxuriante, tous les habitants de la région ont commencé à travailler aux défrichages de vastes zones, de sorte que dès la fin de l'année 1958, la jungle de la région avait été défrichée et à sa place se développait une agriculture « florissante et prospère »<sup>197</sup>, et les fermes s'ouvraient et se consolidaient comme espaces familiaux et de production.

A travers le récit de Jacobo Arenas, plusieurs éléments permettent de se faire une idée assez précise de ce que les paysans et les guérilleros de Marquetalia cultivaient et élevaient. En premier lieu, Arenas affirme que « *le maïs est l'alimentation de base du guérillero* »<sup>198</sup>, élément peu surprenant mais qui permet de se faire une idée des cultures mises en place sur le plateau. Arenas évoque également le fait qu'il traverse « *le champ de cannes d'Alerio*.<sup>199</sup> ».

Pour ce qui est de l'élevage, il évoque sa présence sur son trajet le 7 juillet 1964 pour rejoindre une réunion : « Sur le sentier qui monte aux six cabanes du hameau, les chevaux, les vaches et un bouc, affamés mordent rageusement les grosses racines des chênes ».<sup>200</sup> Grace à ce court extrait il apparaît que l'élevage est bien présent au sein du plateau. Nous pouvons imaginer que les vaches permettaient également de produire différents produits laitiers.

Jaime Guaraca, en parlant du harcèlement des forces gouvernementale sur les paysans de Marquetalia, nous apprend que :

« Nous travaillions pacifiquement, cependant ils ne nous laissaient pas en paix. Il est arrivé un moment où nous ne pouvions plus amener au marché nos produits (...). C'est ainsi que nous avons donné en 1960 à l'autodéfense de Marquetalia une structure organique. Nous nous sommes donné la tâche de discipliner et de préparer militairement un groupe de trente jeunes, en les dotant des armes et des équipements de campagne et en leur donnant une bonification de cinq *pesos* mensuels.<sup>201</sup> ».

Grace à ce témoignage, nous pouvons observer que les paysans de Marquetalia ne pratiquaient pas l'agriculture uniquement dans un but d'autosubsistance mais également avec un objectif

---

<sup>196</sup> George Pierre, *Geopolítica las minorias*, Ed Oikos Tau, Barcelona, 1985, p.124.

<sup>197</sup> Carlos Medina Gallego, *op.cit*, p 57.

<sup>198</sup> Jacobo Arenas, 1969, *op.cit.*, p.54.

<sup>199</sup> *Ibid*, p. 55.

<sup>200</sup> *Ibid.*, p.56.

<sup>201</sup> Luis Alberto Matta, *Colombia y las FARC-EP: Orígenes de la lucha guerrillera, testimonio del comandante Jaime Guaraca*, Tafalla Espagne, Txalaparta, 1999, p.88.

commercial, étant donné qu'ils commercialisaient leurs produits au marché. On peut en déduire également qu'ils se fournissaient pour certaines denrées à ces dits marchés. Marquetalia ne représentait donc pas une enclave mais bien une zone qui échangeait avec les communes environnantes.

Le film documentaire « Riochiquito »<sup>202</sup>, nous offre une vision complémentaire de ce à quoi pouvait ressembler les cultures au sein de la zone d'autodéfense de Riochiquito. Au vu des conditions géographiques assez semblables, cette zone étant aussi située le long de la cordillère, nous pouvons supposer que les cultures de Marquetalia furent plus ou moins semblables.

Le film s'ouvre sur une scène où l'on distingue une femme aux côtés de son cheval accompagner un troupeau de vaches boire dans une rivière (01 :05). On voit également un troupeau de chevaux s'abreuver. A 02 :13, nous voyons un de ces chevaux utilisé comme animal de trait dans un moulin de fortune.

A 01 :25, nous voyons les paysans-guérilleros, en tenue de combat, récolter un champ de canne à sucre. Sergent, en voix off, dresse la liste des cultures présentes au sein de la zone, à savoir le maïs, la banane et la canne à sucre.

Pour ce qui est de l'organisation de la répartition des terres entre les paysans, la source qui apparaît comme la plus complète à ce sujet est le programme de réforme agraire ratifié le 20 juillet 1964 à Marquetalia, qui justifie la lutte des paysans de la zone d'autodéfense face à l'armée colombienne. Ce programme deviendra en 1966 le programme officiel des FARC – c'est dire l'importance de Marquetalia dans sa genèse. Ce programme est le fruit de l'expérience des zones autonomes paysannes, en particulier de celle de Marquetalia, il nous renseigne donc sur l'organisation agraire de la communauté entre 1958 et 1964.

La première partie justifie l'existence de ce programme et en développe les principaux objectifs :

A la réforme agraire des mensonges de la bourgeoisie, nous opposons une Réforme Agraire Révolutionnaire effective qui change la structure sociale de la campagne colombienne depuis ses racines, en donnant la terre complètement gratuite aux paysans qui la travaillent ou voudraient la travailler, sur la base de la confiscation de la propriété des grands propriétaires terriens au profit de tous les travailleurs. La réforme agraire révolutionnaire fournira aux paysans les outils, les animaux de ferme, les équipements et les bâtiments nécessaires à leur bonne exploitation économique. La réforme agraire est la condition indispensable pour élever verticalement le

---

<sup>202</sup> Jean Pierre Sergent et Bruno Muel, « Riochiquito », 1965.



niveau de vie matériel et culturel de toute la paysannerie, pour la libérer du chômage, de la faim et de l'analphabétisme, pour éliminer les obstacles du *latifundismo* et pour favoriser le développement de la production agricole et industrielle du pays. La réforme agraire confisquera les terres occupées par les impérialistes yankees sous n'importe quel titre et quelle que soit l'activité à laquelle elles sont consacrées.<sup>203</sup>

La terre est donc répartie gratuitement et équitablement à ceux qui la cultivent et la travaillent<sup>204</sup>. Les outils, bétails et semences seront fournis aux paysans par la Réforme Agraire Révolutionnaire. L'objectif est d'élever le niveau de vie des paysans. C'est également pour cela que toutes les dettes contractées par les paysans auprès des usuriers, des spéculateurs, des établissements de crédit officiels et semi-officiels doivent d'être annulées.

On apprend que l'objectif de la réforme est de mettre fin à l'exploitation des paysans par les grands propriétaires terriens. Afin de mener à bien ce projet : « Tous les types d'exploitation arriérée de la terre, les systèmes de métayage, la location en nature ou en argent par les petits paysans, doivent être liquidés.<sup>205</sup> ». Ce paragraphe fait référence aux nombreuses contestations liées à l'exploitation des petits paysans, métayers et travailleurs journaliers par les grands propriétaires terriens depuis des siècles. Ce système considéré comme obsolète se doit donc de disparaître. Pour quantifier le nombre d'hectares pour chaque paysan, la réforme a prévu de créer une unité économique en milieu rural calculée « en fonction de la fertilité et de la localisation des terres, avec un minimum pour les meilleures terres de trente hectares dans le

---

<sup>203</sup> « *A la reforma agraria de mentiras de la Burguesía oponemos una efectiva Reforma Agraria Revolucionaria que cambie de raíz la estructura social del campo colombiano, entregando en forma completamente gratuita la tierra a los campesinos que la trabajan o quisieran trabajarla, sobre la base de la confiscación de la propiedad latifundista en beneficio de todo el pueblo trabajador.*

*La Reforma Agraria Revolucionaria entregará a los campesinos las herramientas, animales de labor, equipos y construcciones para su debida explotación económica. La reforma agraria es la condición indispensable para elevar verticalmente el nivel de vida material y cultural de todo el campesinado, librarlo del desempleo, del hambre y del analfabetismo; para liquidar las trabas del latifundismo y para impulsar el desarrollo de la producción agropecuaria e industrial del país. La Reforma Agraria confiscará las tierras ocupadas por los imperialistas yanquis a cualquier título y cualquiera que sea la actividad a la cual están dedicadas. »*

Dans : Programa agrario de los guerrilleros, 20 juillet 1964, Marquetalia. Le texte integral est disponible en fin d'ouvrage.

<sup>204</sup> Le cas de Marquetalia apparait comme quelque peu différent, du fait du peu de présence humaine sur le plateau avant l'arrivée des guérilleros. Il n'y a donc quasiment pas eu d'expulsions.

<sup>205</sup> « *Se liquidará todo tipo de explotación atrasada de la tierra, los sistemas de aparcería, el arriendo en especie o pagado en dinero por los pequeños campesinos. »*

Dans : Programa agrario de los guerrilleros, 20 juillet 1964, Marquetalia.

cas des terres situées dans les zones plates et environnantes, et pour les autres terres en fonction de leur fertilité et du réseau de communication.<sup>206</sup>».

Il est également affirmé au sein du programme que les riches propriétaires cultivant leurs terres verront leur droit de propriété conservé. Le programme veut également mettre en place une facilité d'accès au crédit pour les paysans. Enfin, les populations indigènes obtiennent la garantie de récupérer leurs terres spoliées par les grands propriétaires et de les conserver sans condition.

Ce programme est signé par les différents membres fondateurs des FARC, à savoir : Manuel Marulanda Vélez, Isauro Yosa, Darío Lozano, Isaías Pardo, Tarciso Guaraca, Parménides Cuenca, Roberto López, Jesús Medina, Luis Pardo, Rigoberto Lozano, Miryam Narváez, Judith Grizales, Jesús Ortiz, Rogelio Díaz et Miguel Aldana. Plus d'un millier de signatures de paysans de la zone de Marquetalia suivent.

À partir de ce programme, nous pouvons nous faire une idée assez claire de la répartition des terres entre les paysans-guérilleros de Marquetalia durant la zone d'autodéfense. La propriété individuelle n'est pas abolie, chacun possède ses terres et ses animaux qui sont répartis équitablement entre les membres de la communauté. Ce qui ressort de cette étude est finalement une connaissance des cultures présentes sur les zones d'autodéfenses et de l'élevage qui y est pratiqué. Nous apprenons également l'organisation politique mise en place au sein des communautés de la répartition de la terre entre les différents membres. C'est cette organisation et cette réforme agraire qui deviendra le fer de lance des FARC quelques années plus tard.

---

<sup>206</sup> « *de acuerdo con la fertilidad y ubicación de los terrenos con un mínimo para la mejor tierra de treinta hectáreas cuando se trate de tierras ubicadas en áreas planas y aledañas, en las otras tierras de acuerdo con su fertilidad y red de comunicación.* ».

Dans : Programa agrario de los guerrilleros, 20 juillet 1964, Marquetalia.

## 2. Marquetalia : impact, influence et dimension symbolique

### a. *Las Marquetalianas* : une approche par le genre

Les expériences de la guerre et du combat sont souvent considérées comme des expériences masculines. Ce sont les hommes qui incarnent la figure traditionnelle du guerrier. Les femmes sont souvent reléguées à un rôle subordonné. On attribue plus facilement à des hommes des caractéristiques essentialistes tels que le courage, la bravoure et la force. Quant aux femmes, elles sont considérées comme douces et médiatrices. Cependant, cette vision ne correspond pas à la réalité du terrain, la voix des femmes guerrières étant souvent passée sous silence dans le récit des événements.

Dans le cas colombien, on sait que des femmes ont appartenu aux différents groupes armés, cependant leur place et leur position au sein des groupes n'est apparu comme un sujet d'étude que très récemment. Les études de genre et l'intérêt des chercheurs pour les femmes dans les conflits permettent aujourd'hui d'en savoir un peu plus. Cependant, des difficultés à accéder à des sources perdurent, les combattantes sont très peu évoquées dans les récits de guerre, leurs noms ne sont que rarement mentionnés ou effacés afin de mettre en avant les dirigeants, les héros de la guerre.

Les FARC apparaissent pourtant comme un groupe armé dans lequel les femmes ont été extrêmement nombreuses. En effet, on dénombre un taux élevé de femmes dans ses rangs : selon les témoignages d'Olga Marín<sup>207</sup> et Victoria Sandino<sup>208</sup>, toutes deux anciennes combattantes des FARC, en 2000, près de 40 % des membres du groupe armé étaient des femmes. Bien que le chiffre exact ait été discuté et remis en question par d'autres universitaires<sup>209</sup>, tous s'accordent à dire que le taux de participation de femmes au sein d'un groupe armé est l'un des plus élevés au monde.

Bien que l'on sache que des femmes ont été présentes dès la formation des FARC et, par extension, à Marquetalia, leur enrôlement s'accélère durant la décennie 1970-1980, décennie

---

<sup>207</sup> Stephanie Demirdijian, « Con Olga Marín, dirigente guerrillera de las Farc », *La Diaria*, 2017.

<sup>208</sup> Monica Salazar, Paola Buitrago, « Mujeres en Farc: Feminismo insurgente como una apuesta a la reintegración en Colombia (Women in FARC: Insurgent Feminism as a Bet for Reintegration in Colombia) », 19 juillet 2019: <https://ssrn.com/abstract=3422580>; <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3422580> p.7

<sup>209</sup> Francisco Gutiérrez Sanín, Franco Carranza, "Organizing women for combat: The experience of the FARC in The Colombian War", *Journal of agrarian*, vol.17, 2017 p.770-778.

où les FARC ont vu leurs membres passer de 780 à 15.000.<sup>210</sup> Le recrutement des femmes a donc commencé à gagner en force et, selon Gutiérrez et Carranza, et à devenir un dispositif institutionnel des FARC à travers lequel les pertes au combat étaient remplacées, les désirs de désertir étaient apaisés afin de construire des familles et de créer des liens d'amour, et des membres étaient acquis pour le groupe qui remplissaient les exigences et s'adaptaient facilement aux règles.

Sans surprise, donc, on retrouve des traces de la présence des femmes au sein du mouvement au cœur même de la zone d'autodéfense de Marquetalia, et ce dès 1958.

Cette participation féminine au sein de la zone d'autodéfense, des « Républiques indépendantes » et des jeunes FARC peut s'expliquer par un biais idéologique. D'un point de vue marxiste, l'inclusion des femmes dans les rangs était parfaitement justifiée : la lutte des classes devait impliquer autant de secteurs populaires que possible, ce qui était également conforme aux politiques du parti communiste qui préconisait un programme « plus prolétarien ». Le Parti Communiste Colombien a joué un rôle déterminant dans la constitution des zones d'autodéfense, puis plus tard dans la création des FARC. Selon Fernando Caicedo, membre de la Commission politique nationale des FARC, le Parti communiste « a eu une grande influence au début, car il faisait en fait partie de la formation embryonnaire des FARC »<sup>211</sup>. Son programme politique a constitué une base fondamentale pour la consolidation idéologique du groupe armé, dans la mesure où il découlait de la même essence : la lutte paysanne et populaire. Très tôt, il a donc prôné la mobilisation des femmes ; il a créé et organisé plusieurs organisations féminines qui collaboraient à son projet politique. De la même manière, les FARC ont décidé de créer leurs propres organisations de femmes.

On retrouve cela avant même la création des FARC, au sein de la zone d'autodéfense de Marquetalia. Dans le journal de Jacobo Arenas, il apparaît le témoignage direct de ces réunions de femmes : Doña Rosalia dit par exemple à ses camarades : « Il se fait tard camarades, n'oubliez pas qu'aujourd'hui il y a une réunion de femmes. (...) Nous allons traiter du triple esclavage des femmes dans nos milieux.<sup>212</sup> » Cette réunion datée du 10 juillet 1964 est évoquée à nouveau quelques pages plus loin, lorsque l'auteur énumère les différentes femmes qui y ont

---

<sup>210</sup> Juan Guillermo Ferro Medina y Graciela Uribe Ramón, « El orden de la guerra, las Farc- ep: entre la organización y la política », Bogotá, *Revista de Estudios Sociales*, CEJA. 2002.p.19.

<sup>211</sup> Juan Guillermo Ferro Medina y Graciela Uribe Ramón, *Ibid*, p. 20.

<sup>212</sup> Jacobo Arenas, *op.cit*, p. 53.

participé : « la belle Amalia, les trois Maria, les Secundinas discrètes (...) Doña Josefa qui adore ses vaches, sa dernière poule et son cochon d'inde ». Il est également abordé les réticences des certains guérilleros devant la récurrence de ces réunions : « Car on discute joliment sur la réaction de quelques camarades contre le comité féminin : ils croiraient y perdre leurs femmes et leurs filles ! Maintenant elles discutent et font valoir leurs droits en face de leurs maris et de leurs compagnons.<sup>213</sup> ». Il apparaît ici, que les femmes se regroupent dans le cadre du comité féminin pour échanger entre elles. C'est une information intéressante à prendre en compte car ce comité offre un espace de dialogue et d'échange aux femmes de la communauté, sans l'intervention des hommes qui les entourent.

Arenas offre également de nouvelles informations, en énumérant les femmes n'ayant pas pu être présentes à la réunion, les postes au sein de la communauté qu'occupent deux d'entre elles. Ainsi on apprend qu'une certaine Judith était secrétaire de la propagande et Clementina, secrétaire aux problèmes de l'enfance<sup>214</sup>. On aperçoit ici que des femmes de la communauté ont accès à des postes importants au sein de l'organisation politique du mouvement. Cependant, il me semble intéressant de mettre en avant le fait que sur les deux femmes évoquées, l'une des deux est secrétaire à l'enfance, domaine traditionnellement assimilé aux femmes.

Lors des premières attaques de l'armée dans le cadre du plan LASO, les habitants de Marquetalia ont repris les armes. Il n'y a pas beaucoup de traces du rôle des femmes dans ce processus. Selon Salazar<sup>215</sup>, on sait qu'au moins trois femmes y ont participé : Judith Grisales (surement la secrétaire à la propagande évoquée ci-dessus), Miriam Narváez et Georgina Ortiz. La première était chargée de fabriquer les uniformes pour les guérilleros, la seconde travaillait en cuisine et était politiquement active (Sandino, 2014). On retrouve une photo de Narváez dans les quelques photographies retrouvées et publiées par le journal *Semana* publiée en 2017, à l'occasion des 53 ans de la chute de Marquetalia. Cette photographie atteste de la présence de Narváez sur le plateau de Marquetalia avant sa chute.

---

<sup>213</sup> Jacobo Arenas, *op.cit*, p. 54.

<sup>214</sup> Jacobo Arenas, *Ibid*, p.56.

<sup>215</sup> Monica Salazar, Paola Buitrago, « Mujeres en Farc: Feminismo insurgente como una apuesta a la reintegración en Colombia (Women in FARC: Insurgent Feminism as a Bet for Reintegration in Colombia) », 19 juillet 2019: <https://ssrn.com/abstract=3422580>; <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3422580>.



Myriam Narváez, paysanne de Marquetalia et fondatrice des FARC. 1964.  
<https://www.semana.com/nacion/galeria/fotos-ineditas-de-las-farc-53-anos-en-marquetalia/526706/>

Selon Salazar, nous ne disposons pas d'informations sur le travail de Georgina Ortiz. Cette dernière affirme également qu'il semble évident que ces femmes n'étaient pas là en tant que combattantes. Ces informations vont dans le sens contraire de ce qu'écrit Jacobo Arenas dans son journal le 14 juillet 1964.

À 9 h 45, une balle a transpercé le corps de Georgina Ortiz. Le projectile a pénétré six centimètres au-dessous de l'omoplate gauche, est ressortie par l'aîne puis a traversé la cuisse en deux endroits. Georgina n'avait pas réussi à trouver un abri suffisant. Avec son mari, Luis, elle avait essayé de se cacher derrière un tronc d'arbre, mais le tronc était pourri. La balle l'a traversé pour tuer notre camarade. Georgina n'avait que 23 ans et elle était membre du Comité des femmes. Aujourd'hui précisément, de bon matin, elle avait envoyé une lettre ouverte aux femmes de Colombie avec la signature de toutes les camarades ; elle y rendait compte des infamies commises par les forces gouvernementales contre les paysans de Marquetalia. Nous l'avons enterrée sans cercueil et j'ai prononcé quelques mots devant sa tombe. Tandis que je parlais, certains camarades pleuraient d'indignation.<sup>216</sup>

On sait donc grâce à ce témoignage que Georgina Ortiz est morte au combat. Arenas affirme également que c'est la seconde perte pour les troupes, après la mort de Luis Salgado quelques jours auparavant. Sa mort a donné lieu à un moment de recueillement de ces camarades, qui pleuraient une combattante et militante politique morte au combat. Des universitaires tels que

---

<sup>216</sup> Jacobo Arenas, *op.cit*, p. 95.

Elsy Marulanda<sup>217</sup> affirment que, dans les premières années, la plupart des femmes qui ont rejoint les FARC, au-delà de la lutte pour la terre et de la résistance à l'oppression des FARC, ont surtout cherché à soutenir et à prendre soin de leurs familles.

Olga Marín, ex-commandante des FARC et membre de ces dernières entre 1982 et 2016, revient, dans un entretien pour l'ouvrage *Con ojos de mujer. Relatos en medio de la guerra* », sur la place accordée aux femmes dans l'histoire de la création des FARC, au sein du groupe armé.

« Dans le travail international, on raconte l'histoire de la fondation des FARC, qu'il y avait 48 unités et parmi elles, deux femmes. J'ai commencé à me demander qui étaient ces deux femmes. Je n'ai pas aimé la réponse qu'ils m'ont donnée : elles étaient là parce qu'elles savaient lire et écrire, mais rien d'autre. L'une d'entre elles était Miriam Narváez, qui était une combattante et est morte au combat. Il existe un livre d'Arturo Alape au sein duquel il y a un chapitre dans lequel la sœur du camarade Manuel raconte comment, dans les premiers temps, quelque quatre cents femmes formaient des équipes pour différents travaux : soins infirmiers, alphabétisation et celles qui raccommodaient et lavaient les vêtements des hommes. C'était un travail important, car à la fin de la journée, quelqu'un devait faire ces choses. Mais quand c'était fait par des hommes, c'était important, quand c'était fait par des femmes, c'était juste une chose de plus dans la pile. J'ai commencé à sentir qu'il était nécessaire de défendre les femmes.<sup>218</sup> ».

Les nombreuses femmes évoquées par Arenas dans son journal étaient donc bien présentes sur le plateau de Marquetalia et même de manière générale au sein des zones d'autodéfense paysanne. Leurs histoires auraient été passées sous silence, car les rôles qu'elles occupaient n'était sûrement pas suffisamment héroïques ou guerriers pour figurer dans le récit officiel et la mythification du berceau des FARC, Marquetalia. On sait par exemple, encore une fois grâce au journal d'Arenas, que ce sont les femmes qui s'occupaient de la préparation de la nourriture collective. On l'apprend au sein du chapitre sur les réunions des femmes, que huit femmes sont excusées, "occupées à préparer la viande de la semaine. On a abattu une vache zébu et il faut

---

<sup>217</sup> Elsy Marulanda Alvarez, *Mujeres y violencia. Años 50*, 1995, p.17. Consulté le 22 juillet 2022. <https://docer.com.ar/doc/nex580>

<sup>218</sup> « En el trabajo internacional uno cuenta la historia de la fundación de las Farc, que había 48 unidades y entre esas había dos mujeres ... Empecé a preguntar quiénes eran esas dos mujeres. La respuesta que me dieron no me gustó; estaban ahí porque sabían leer y escribir, pero nada más. Una fue Miriam Narváez, que fue combatiente y murió peleando. Hay un libro de Arturo Alape donde hay un capítulo en el que la hermana del camarada Manuel cuenta que en los inicios unas cuatrocientas mujeres formaron equipos para diversos trabajos: enfermería, alfabetización y quienes le remendaban y lavaban la ropa a los hombres. Era un trabajo importante, porque al fin y al cabo alguien tenía que hacer esas cosas. Pero cuando las hacían los hombres sí era importantes, cuando las hacían las mujeres eran una cosa más del montón. Empecé a sentir que era necesario reivindicar a la mujer » Selon Fernando Millán, *Con ojos de mujer. Relatos en medio de la guerra*. Bogotá, Colombia: Penguin Random House Grupo Editorial S.A., 2019, p.70-71.

utiliser jusqu'à son poil ». <sup>219</sup> Dans le film « Riochiquito » de Jean Pierre Sergent et Bruno Muel, on voit dans les premières minutes (1 :52) une femme, habitante de la zone d'autodéfense, en cuisine.



« Riochiquito » Jean Pierre Sergent et Bruno Muel, 1965, 1 :52.

Les zones d'autodéfense se sont donc construites avec des femmes en leur sein. Femmes à qui on reconnaissait une place et un statut politique, et ceci dès la fin des années 1950. Les expériences de Marquetalia et des zones d'autodéfense, ancêtres des FARC, ont permis au mouvement de se consolider et avec cela, de donner une place aux femmes. Cela se vérifie dans la ratification de la réforme agraire de la guérilla le 20 juillet 1964, parmi les quinze noms de guérilleros qui précèdent les signatures des paysans de Marquetalia, figure les noms de deux femmes : Miryam Narváez et Judith Grizales. On peut imaginer que Georgina Ortiz l'aurait également signé si elle n'était pas tombée sous les balles ennemies quelques jours auparavant.

Cependant, cette place accordée aux femmes n'a connu qu'un impact minime au sein du récit officiel des FARC. Et bien que l'organisation soit reconnue comme ayant eu l'un des pourcentages les plus élevés de femmes dans ses rangs, certaines ex-combattantes reviennent sur la place qui leur a été accordée.

---

<sup>219</sup> Jacobo Arenas, *op.cit*, p. 51.



Sandra Ramírez, ancienne combattante et aujourd'hui sénatrice des *Fuerzas Alternativas*. *Fuerzas Alternativas Revolucionarias del Común*, analyse la situation ainsi :

Dire que dans la guérilla il n'y avait pas de machisme, que le patriarcat n'était pas ressenti, c'était tout simplement ne pas voir la réalité. La réalité était différente et elle se reflétait, bien sûr, dans le camarade Marulanda<sup>220</sup>. C'était un paysan qui protégeait les femmes, qui pensait que les femmes ne pouvaient pas aller au combat, que le combat était trop dur pour une femme. Il pensait que les femmes devaient être dans la guérilla, mais dans la partie administrative. C'était une idée que nous devions commencer à changer, mais surtout lui démontrer, avec des faits, qu'en dehors du fait que nous étions bons pour les tâches administratives communes et ordinaires, nous pouvions aussi faire et avions la capacité de faire d'autres types de choses. C'est une tâche difficile que nous nous sommes donnés. Ce n'était pas que moi. C'était un collectif de femmes qui étaient très proches de lui. Cela l'a aidé à changer son point de vue sur les femmes et à me voir comme une femme qui pouvait donner son avis, qui pouvait le contredire, qui avait ses propres opinions, qui se battait non seulement pour mon espace mais aussi pour le nôtre, celui des femmes au sein de la guérilla. [...] Il est passé de cinq femmes parmi près de cent hommes dans son unité en 1984 à près de trente femmes en 2000.<sup>221</sup>

Olga Marin, ex combattante, explique quant à elle la fenêtre de liberté qu'a représenté les FARC pour beaucoup de femmes :

Pour les femmes, les FARC ont été un foyer de sécurité de développement, où elles ont connu la possibilité de devenir des personnes, des sujets politiques, des sujets ayant droits qu'elles n'avaient pas auparavant. En fait, beaucoup de femmes qui ont rejoint les FARC l'ont fait en raison de situations difficiles à la maison. Cela fait partie des résultats de la recherche du master que j'ai effectué sur la violence. L'une des choses que j'ai conclues est que la plupart d'entre eux entrent dans le pays pour échapper à la violence de genre et à la violence sexuelle. Et en gros, mon entrée a à voir avec ça. Je veux dire, il y a l'anecdote du secrétaire, d'aller aider Jacobo Arenas, mais en réalité, pourquoi suis-je venu comme ça sans trop y penser,

---

<sup>220</sup> Manuel Marulanda, qui était, comme évoqué précédemment, le dirigeant de la zone d'autodéfense de Marquetalia.

<sup>221</sup> « *Decir que en la guerrilla no había machismo, que no se sentía el patriarcado, era sencillamente no ver la realidad. La realidad era otra y sí se reflejaba, por supuesto, en el camarada Marulanda. Fue un hombre campesino que protegía a la mujer, que le parecía que la mujer no podía ir al combate, que el combate era muy duro para que una mujer lo asumiera. Consideraba que la mujer sí debía estar en la guerrilla, pero en la parte administrativa. Fue una idea que tocó empezar a cambiar, pero sobre todo a demostrarle a él, con hechos que aparte de que uno servía para las labores comunes y corrientes y administrativas, también podíamos y teníamos la capacidad de hacer otro tipo de cosas. Fue una tarea dura que nos dimos. No solamente fui yo. Lo hicimos un colectivo de mujeres que anduvimos muy cerca de él. [...] Eso le ayudó a él a cambiar su punto de vista sobre las mujeres y a verme a mí como una mujer que podía opinar, que podía contradecirlo, que tenía mis propias opiniones, que peleaba no solo por mí espacio sino por el nuestro, el de las mujeres dentro de la guerrilla. [...] Pasó de tener cinco mujeres entra casi cien hombres en su unidad de 1984 a casi treinta mujeres en el año 2000).* Fernando Millán, *Con ojos de mujer. Relatos en medio de la guerra*. Bogotá, Colombia: Penguin Random House Grupo Editorial S.A., 2019, p.33-34.

parce que je ne voulais pas suivre les traces de la tradition qui existait dans la société, je cherchais quelque chose de différent et je l'ai trouvé dans les FARC.<sup>222</sup>

Ce témoignage, bien que postérieur à la période étudiée, nous offre une vision de ce que représente le fait d'être une femme au sein des FARC. Une place leur est accordée mais la dominante machiste prend le pas sur l'évolution de cette place au sein de l'organisation.

Les zones d'autodéfenses, en particulier dans le cas étudié celle de Marquetalia, ont donc offert un espace aux femmes-guérilleras au sein de la communauté. Bien qu'elles aient continuées à occuper des rôles considérés comme traditionnellement féminins, en s'occupant par exemple de corvées telles que la cuisine, il apparaît que certaines d'entre elles ont combattu (comme par exemple Georgina Ortiz morte au combat) et ont occupé des postes importants au sein de l'organisation (comme le cas de Miriam Narváez et de Judith Grisales). Cette position peut sembler assez novatrice dans la Colombie et plus généralement dans le monde des années 1950-1960. De même, les noms de Miriam Narváez et de Judith Grisales apparaissent aux côtés de leurs camarades masculins lors de la signature du programme agraire des guérilleros. Cependant, selon le témoignage d'Olga Marín les trajectoires de ces femmes n'ont pas été mis en avant au sein de l'histoire officielle des FARC, ces dernières préférant se concentrer sur l'histoire des guérilleros de Marquetalia, érigés au statut de héros combattants.

---

<sup>222</sup>« Para las mujeres las Farc han sido una casa de seguridad y una casa de desarrollo, posibilidades, de convertirse en personas, en sujetas políticas, en sujetas de derechos que no tenían antes. Incluso, buena parte de las mujeres que ingresaban lo hacían por las difíciles situaciones en sus casas. Eso es parte de los resultados de investigación en la maestría que hice sobre la violencia. Una de las cosas que concluí es que la mayoría ingresa buscando huir de esa violencia de género y de la violencia sexual. Y en el fondo el ingreso mío tiene que ver con eso. O sea, está la anécdota de la secretaria, de irle a ayudar a Jacobo Arenas, pero realmente ¿por qué me vengo así sin pensarlo mucho?, pues porque yo no quería seguir los pasos de esa tradición que había en la sociedad, estaba buscando algo distinto y lo vine a encontrar en las Farc.» Millán, *Ibid.*, p.70.

## b. La presse comme outil de représentation de la zone d'autodéfense

Afin d'offrir une vision des plus complètes de la zone d'autodéfense de Marquetalia, il semble important de revenir sur la perception de cette zone par la population colombienne, notamment via une étude de la presse colombienne des années 1960. De plus, il apparaît intéressant de se questionner sur les moyens de communication des paysans-guérilleros de Marquetalia avec le monde extérieur, notamment dans le cadre de la répression armée au cours de l'année 1964.

Selon Gandilhon, les zones d'autodéfense « constituent un véritable mythe politique en Amérique Latine et bien évidemment en Colombie. Elles deviennent un point de ralliement pour les paysans à la recherche de nouvelles terres et désireux d'échapper à la tutelle des caciques libéraux et conservateurs.<sup>223</sup> ». Ces informations apparaissent pourtant comme assez éloignées de la réalité du terrain.

Premièrement et selon les sources dont je dispose, il n'apparaît nulle part que des paysans d'autres pays avoisinants aient rejoint ces zones. De plus, les paysans présents dans les zones de Marquetalia et Riochiquito sont en majeure partie arrivés dans ces zones dès 1953, dans le cadre de l'évacuation des paysans-rebelles et des colonnes de marches, suite à l'arrivée au pouvoir de Pinilla. Ces familles, ont donc trouvé refuge dans les montagnes et ont tenté, dès la fin des années 1950, de recréer des communautés paysannes en se désarmant peu à peu. Le nombre de paysans et de familles ayant rejoint les rangs des zones d'autodéfense par la suite semble anecdotique. Certains paysans présents auparavant sur le plateau de Marquetalia ont cependant grossi les rangs des paysans-guérilleros, comme en témoigne la photographie issue des archives publiées par le quotidien *Semana* ; où l'on voit Jose Losada décrit comme originaire du plateau.

Ce qui semble apparaître est que, excepté les milieux militants paysans du Sud de Tolima et les membres du Parti Communiste Colombien, les zones d'autodéfense sont restées méconnues du grand public durant la majeure partie de leur existence.

C'est lors du début de l'Opération Marquetalia menée par l'armée Colombienne en mai 1964 que l'existence des zones d'autodéfense commencent à intéresser la presse colombienne et par extension la population du pays. La *Voz Proletaria* en parle ainsi : « Marquetalia existe depuis plus de 10 ans. Mais ce n'est que maintenant que le gouvernement et le haut commandement

---

<sup>223</sup> Michel Gandilhon, *La guerre des paysans en Colombie : de l'auto-défense agraire à la guérilla des FARC*, Paris, les nuits rouges, 2011, p.119.

militaire ont réalisé que Marquetalia souffrait de besoins auxquels il est urgent de remédier.<sup>224</sup> ».

Le début de la répression armée de ces zones a polarisé les milieux politiques et mis en évidence l'existence de régions paysannes, jusqu'alors peu connues du grand public, qui ont répondu par les armes à un processus de violence officielle et créé des formes particulières d'organisation sociale. De nombreux intellectuels de l'époque ont suggéré la nécessité d'ouvrir le dialogue avec les paysans, car la violence de la répression armée et les combats risquaient de s'étaler sur de nombreuses années.<sup>225</sup>

L'étude de la presse nationale permet donc d'avoir un reflet des débats et des idées politiques suite à la volonté du gouvernement de détruire les zones d'autodéfense, accusées de vouloir faire sécession. La presse, comme souvent, a servi de relais aux paroles des politiques et aux différentes visions qu'inspirait Marquetalia. Elle a finalement servi comme outil de propagande, que ce soit du côté de l'armée et de l'État à travers les grands quotidiens nationaux comme *El Tiempo* ou *El Espectador* ou du côté des *Marquetalianos*, via le journal du Parti Communiste Colombien, *La Voz Proletaria*.

Pour Sierra Moreno<sup>226</sup>, le gouvernement a prétendu dans la presse que le véritable objectif de l'opération était de réaliser des travaux publics au profit des paysans victimes du « Tirofijo »<sup>227</sup>, mais qu'il s'agissait en réalité d'une manière d'attaquer les nouvelles organisations sociales qui s'opposaient légitimement à l'État. Il n'y a selon lui aucune preuve que le gouvernement ait effectué un quelconque travail civique dans la région, et aujourd'hui, les mêmes médias<sup>228</sup> qui ont rapporté tout le déroulement de l'opération reconnaissent implicitement l'abandon par l'État de cette région du pays dans les années antérieures à la répression armée des zones d'autodéfense, ce qui prouve que l'intérêt de l'opération Marquetalia était ailleurs.<sup>229</sup>

Afin de mener à bien cette campagne, les journaux *El Tiempo* et *El Espectador* ont relayé en masse les informations transmises par l'armée au sujet de du conflit, soutenant coûte que coûte

---

<sup>224</sup> « 200.000 colombianos con Marquetalia », *La Voz Proletaria*, 17 juin 1964, p.7.

<sup>225</sup> Arturo Alape, *Las vidas de Pedro Antonio Marin Manuel Marulanda Vélez Tirofijo*, Bogotá. Planeta. 1989. p.251.

<sup>226</sup> Olmo Sierra Moreno, « Marquetalia desde los medios de comunicación escritos », *Oikos Polis Revue latino-américaines de sciences économiques et sociales*, vol. 2, n°2, p. 49-91. p. 54.

<sup>227</sup> Manuel Marulanda Vélez.

<sup>228</sup> L'auteur parle ici des journaux : *El Tiempo* et *El Espectador*.

<sup>229</sup> Olmo Sierra Moreno, « Marquetalia desde los medios de comunicación escritos », *op.cit.*, p. 55.

la position officielle, quitte à ne pas relayer d'autres versions que l'officielle et ainsi passer sous silence certaines informations.

Avant même le début de l'opération Marquetalia, qui a débuté officiellement le 18 mai 1964, le journal *El Tiempo* parle de la supposée proximité entre les paysans de Marquetalia et les communistes cubains : « On a même dit que "Tirofijo" "Marulanda" a fait une tournée à Cuba dans le but de s'endoctriner dans les systèmes politiques du pays.<sup>230</sup>».

Le 10 juin 1964, cette accusation de soutien militaire de Cuba aux zones d'autodéfense et plus particulièrement à Marquetalia réapparaît dans les pages d'*El Espectador* :

On croit qu'il y a des éléments étrangers venant de Cuba envoyés par Fidel Castro et le communisme international et cela est confirmé par la découverte de phrases écrites sur des pierres, des rochers et des arbres qui disent vive Cuba et à bas les gorilles<sup>231</sup>.

Dès les premiers jours de combat dans le cadre de l'Opération Marquetalia (initiée le 18 mai 1964), *El Espectador* parle ainsi de Manuel Marulanda Vélez, leader de la zone d'autodéfense de Marquetalia :

« Pedro Antonio Marín alias "Tirofijo" "Marulanda" dirige un groupe d'hommes peu scrupuleux qui menacent les paysans en leur procurant de la nourriture, de l'argent et des armes afin de les transformer en idéologues communistes.<sup>232</sup>».

Les différentes déclarations du lieutenant-colonel Matallana<sup>233</sup> dans la presse encouragent la création de groupes d'autodéfense contre les bandits afin de pacifier la région, omettant le fait que ces groupes peuvent causer des atrocités pires que les bandits<sup>234</sup>. Il y a une volonté affirmée d'endoctrinement des paysans dans l'anticommunisme. Le lieutenant-colonel José Joaquín Matallana conclut d'ailleurs dans l'un des articles que, « sans la collaboration de la paysannerie,

---

<sup>230</sup> «Se ha llegado a decir que «Tirofijo» «Marulanda» realizó una gira por Cuba con el propósito de adoctrinarse en los sistemas políticos del país.», *El último reducto de la violencia ¿Qué es Marquetalia?*, *El Tiempo*, 16 mai 1964, p.12.

<sup>231</sup> «Se cree que hay elementos extranjeros provenientes de Cuba enviados por Fidel Castro y el comunismo internacional y esto se confirma con hallazgos de frase escritas en piedras, peñascos, árboles que decían viva Cuba y abajo gorilas.», «Huellas de instructores cubanos. Las tropas vencen el temor campesino.», *El Espectador*, 10 de junio 1964, p. 1, 2.

<sup>232</sup> «Pedro Antonio Marín alias «Tirofijo» «Marulanda» dirige un grupo no calculado de hombres que amenazan a los campesinos obteniendo víveres, dinero, armas para convertirlos en ideólogos comunista.», «Revelados sistemas de Tirofijo», *El Espectador*, 27 mai 1964, p. 3, 4.

<sup>233</sup> A partir du 27 mai 1964, en tant que colonel, José Joaquín Matallana participe à l'opération Soberanía, commandant le bataillon Colombia, dirigeant les troupes aéroportées à Marquetalia.

<sup>234</sup> «Eliminación del bandolero en Colombia», *El Tiempo*, 31 mai 1964, p. 1, 2.

««Tirofijo» combate al ejército en emboscada»*El Tiempo*, 4 juin 1964, p.6.

il était impossible de mettre fin à la violence. Il a demandé leur aide mais ils ont refusé.<sup>235</sup> ». Ces déclarations permettent de confirmer la relation entre l'armée et la création de groupes paramilitaires. Matallana admet lui-même que l'armée forme et arme les paysans pour se défendre contre les bandits. Face au peu de succès rencontré auprès des paysans, ce dernier demande l'autorisation du haut commandement de procéder à des arrestations massives des paysans dans les zones touchées par la violence. « Des groupes de soixante-dix ou quatre-vingts personnes occupaient les installations du bataillon, leurs membres étaient bien traités, ils mangeaient la même chose que les soldats et bien qu'ils soient prisonniers, on leur apprenait à dénoncer les bandits, à lire et à écrire.<sup>236</sup> ».

Comme nous pouvons le voir, les actions de l'armée sont systématiquement présentées dans les journaux *El Tiempo* et *El Espectador* comme positives et justifiées.

De la même manière, ces journaux justifient l'envoi massif des forces colombiennes dans la région par le grand nombre d'hommes présents aux côtés de Tirofijo. Il apparaît cependant que le nombre de guérilleros supposés présents varie selon les articles : 200<sup>237</sup>, 250<sup>238</sup> ou encore 1000<sup>239</sup>.

Pour Sierra Moreno, grâce à la propagande menée par les médias, la pensée communiste est délégitimée et les idées politiques à la tête du pays sont exaltées. Pour lui, ce discours cherche à faire comprendre qu'il ne s'agit pas d'une opération armée mais d'une opération civique.<sup>240</sup> De nombreux reportages ne se concentrent pas sur les détails de l'opération, mais s'attachent plutôt à faire connaître les avantages de l'opération Marquetalia. Ainsi, les informations exposées ne font que promouvoir l'opération afin de légitimer les institutions de l'État et ainsi maintenir au pouvoir des élites dirigeantes.

Cependant, un hebdomadaire va offrir des informations opposées, donnant la voix aux rebelles et dénonçant les actions des forces armées colombiennes.

---

<sup>235</sup> « Sin la colaboración del campesinado era imposible terminar con la violencia. En ocasiones demandó su ayuda pero ellos se negaron. », « Eliminación del bandolero en Colombia », *El Tiempo*, 31 mai 1964, p. 1, 2.

<sup>236</sup> « Grupos de setenta u ochenta personas ocuparon instalaciones del batallón, sus integrantes recibieron buen trato, comían lo mismo que los soldados y aunque se hallaban bajo el carácter de prisioneros. Se les enseñaba a denunciar a los bandoleros, a leer y escribir. », « En el día de las fuerzas armadas », *El Tiempo*, 1 juin 1964, p.21.

<sup>237</sup> « Muertos 2 bandoleros en otra acción en Marquetalia », *El Espectador*, 5 juin 1964, p.1-3.

<sup>238</sup> « Por miedo ayudan a "Tiro Fijo" », *El Espectador*, 27 mai 1964, p. 2-4.

<sup>239</sup> « Tirofijo combate al ejército en emboscada », *El Tiempo*, 4 juin 1964, p.3-6.

<sup>240</sup> Olmo Sierra Moreno, « Marquetalia desde los medios de comunicación escritos », *Oikos Polis Revue latino-américaines de sciences économiques et sociales*, vol. 2, n°2, p. 49-91. p. 67.

L'hebdomadaire *La Voz Proletaria*, fondé le 20 juillet 1957 sous le nom *Voz de la Democracia* par le Parti Communiste Colombien<sup>241</sup>. Dès ces premières parutions, le journal affirme que la période d'ascension démocratique en cours sera pleine d'embûches. Les classes populaires, paysannes et ouvrières devront être unies pour mener à bien la transition démocratique colombienne. Le journal, rapidement vu d'un mauvais œil par l'Etat Colombien, s'évertue à dénoncer les violences et les abus menés par le pouvoir en place. Il dénonce notamment en le massacre de Santa Bárbara survenu le 23 février 1963 à la cimenterie El Cairo, dans la municipalité colombienne de Santa Bárbara (Antioquia), où 12 personnes ont été tuées et 39 autres blessées suite à une grève menée par les ouvriers de l'usine, violemment réprimée par l'armée nationale colombienne.

Dès octobre 1963, le journal informe ses lecteurs que des rumeurs d'attaques contre Marquetalia et les soi-disant "républiques indépendantes" dans le cadre du Plan Lazo, conçu par les États-Unis pour combattre le communisme en Amérique latine, circulent. *La Voz de la Democracia* est alors l'hebdomadaire le plus vendu à travers le pays, avec un large réseau de correspondants<sup>242</sup>. En novembre 1963, le ministre du gouvernement, Camacho Rueda, a suspendu la licence numéro 469 de 1957 qui protégeait la circulation de *la Voz de la Democracia*. Il renaît quelques semaines plus tard sous le nom de *la Voz Proletaria* et dénonce sans relâche les actions de l'armée au sein des zones d'autodéfense paysannes et affirme son soutien aux *Marquetalianos* à travers de nombreux articles.

---

<sup>241</sup> Il naît en 1957 sous le nom de *Voz de la democracia* sous la direction de l'avocat Manuel Cepeda Vargas. Fermé en 1963 sur l'ordre du président conservateur Guillermo León Valencia, il réouvre quelques mois plus tard sous le nom de *Voz Proletaria*. Il existe aujourd'hui sous le nom de *La Voz*.

<sup>242</sup> Juan Carlos Hurtado Fonseca, "VOZ Proletaria: La mediación como resistencia", mémoire de master, Pontificia Universidad Javeriana, 2020.



Exemple d'une Une de *la Voz Proletaria* datée du 29 décembre 1964, qui affirme que « *Las guerrillas en Marquetalia fueron el principal hecho político del año.* »

La présence de membres du Parti Communiste Colombien au sein des « rebelles » et les nombreuses affinités idéologiques avec ces derniers peuvent expliquer leur position au sujet de ce conflit. A travers les différents articles, il y a une volonté d'informer le peuple colombien sur les abus et la répression de l'armée et de l'oligarchie sur la population paysanne de Marquetalia. L'intérêt de ces articles est de délégitimer les actions du gouvernement portant atteinte à une partie de la population s'opposant à sa politique intérieure. Ils ne sont que des victimes du gouvernement et de ses institutions qui cherchent à maintenir leurs intérêts politiques. Les termes « oligarchie » et « latifundiste » sont maintes fois utilisés de manière péjorative et désignent des personnes qui s'enrichissent aux dépens des travailleurs.

*La Voz Proletaria* dénonce à travers ces articles la position des médias nationaux qui diffament le leader agraire Marulanda.<sup>243</sup> Il dénonce la propagande « noire » à laquelle les paysans-

<sup>243</sup> « Marulanda no es un bandolero. » *Voz Proletaria*, 11 juin 1964, p. 7



guérilleros sont soumis. Le journal soutient de manière officielle la résistance et la lutte armée, qu'il justifie du fait des attaques illégales de l'Etat.<sup>244</sup>

Le journal offre également la parole aux personnalités politiques opposées aux manœuvres de l'Etat. Le parlementaire Carlos Restrepo Arbeláez offre par exemple une interview à l'hebdomadaire<sup>245</sup>, dans laquelle il déclare que l'opération Marquetalia n'est pas justifiée en raison de son manque de planification et de ses dépenses excessives. Il affirme de plus, qu'aucun travail civique n'a été réalisé pour contribuer au développement économique de la région et que la presse oligarchique a menti à ce sujet et il n'y a pas un seul ouvrage construit par l'armée. Toujours selon lui, l'armée et le gouvernement ont menti pour légitimer leurs excès dans l'opération et ont provoqué une propagation de la violence dans tout le pays.

En plus d'offrir une tribune aux sympathisants des zones d'autodéfense, le journal permet aux combattants de Marquetalia de s'exprimer directement à travers les colonnes de l'hebdomadaire. Les paysans de Marquetalia ont donc pu communiquer avec le monde extérieur durant la période des zones d'autodéfense, plus particulièrement durant l'année 1964, afin de dénoncer les abus des autorités et justifier leur projet politique. Grace au témoignage de Jacobo Arenas on sait qu'ils envoyaient des lettres ouvertes à différentes personnalités publiques, lettres qui étaient également publiées dans *La Voz Proletaria*.

Le 3 avril 1964, est publiée une lettre des paysans-guérilleros de Marquetalia. C'est une lettre ouverte aux différentes organisations de masses et au peuple de manière plus générale. Les paysans accompagnés par le PCC, veulent informer la population des faits qui se préparent, à savoir l'offensive de l'armée colombienne contre Marquetalia.

Il est par exemple dit dans cette lettre que :

Ce plan monstrueux est justifié par le gouvernement et les chefs militaires par la destruction de « *focos* <sup>246</sup> *de bandoleros* », mettant un mouvement de travailleurs agricoles sur le même plan que les groupes d'assassins organisés les années précédentes par l'officialité libérale et certains milieux conservateurs dans le but de détruire les organisations paysannes. Il s'agit alors de satisfaire le groupe de réactionnaires qui a inventé le fantasme de prétendues "républiques indépendantes", afin de pouvoir démolir des mouvements

---

<sup>244</sup> « Apoyemos la resistencia campesina contra la agresión militarista », *Voz Proletaria*, 26 juin 1964 p. 4.

<sup>245</sup> « 1964 fue año de violencia oficial contra los campesinos organizados », *Voz Proletaria*, 29 Décembre 1964, p.7.

<sup>246</sup> Référence ici à la théorie des *focos* cubains, dont j'ai parlé précédemment. L'idée principale de cette théorie est de s'appuyer sur des guérillas paysannes, avant de s'attaquer aux villes pour renverser le pouvoir en place.

démocratiques, forger sans entrave le coup d'État qui leur permettra de mieux assurer leurs privilèges et servir leurs maîtres impérialistes.<sup>247</sup> ».

A travers cette lettre, les auteurs dénoncent les actions de l'armée au sein de la zone et lance un appel à la solidarité populaire colombienne :

« Nous avons précédemment dénoncé la façon dont les postes militaires qui opèrent depuis longtemps dans la région maintiennent à leur service des groupes de bandits civils. Nous avons dénoncé la façon dont l'armée, au grand jour et en utilisant sa force et l'immunité qui couvre ses actions, applique la peine de mort contre les travailleurs modestes. Nous avons dénoncé comment tous les actes de banditisme qui apparaissent dans la région sont encouragés et financés (et parfois directement commandés) par les postes militaires. (...) Ils veulent nous priver du droit de vivre. Nous allons le défendre. Nous appelons au soutien national car nous savons que l'attaque de Marquetalia n'est rien d'autre que le début d'une nouvelle phase de la politique du « sang et du feu ».<sup>248</sup> ».

Cette lettre représente un témoignage précieux des dénonciations des paysans sur les violences qui leur sont infligées. Elle témoigne également de la création de groupes paramilitaires à la solde du pouvoir colombien. Cette lettre est un appel à la solidarité nationale et à travers cet appel à l'aide, on voit également une volonté de coucher sur papier les différentes accusations des paysans contre l'armée colombienne, afin que ces actes ne tombent pas dans l'oubli.

La première trace, dans le journal d'Arenas, d'une lettre envoyée co-écrite par ce dernier avec les autres membres de Marquetalia, date du 17 avril 1964, jour de l'arrivée de ce dernier sur le plateau, après six jours de marche<sup>249</sup>. La lettre est destinée au président de la République Guillermo León Valencia :

---

<sup>247</sup> Lettre publiée le 3 avril 1964 dans *La Voz Proletaria*, citée par Jacobo Arenas, *op.cit.*, p. 29-34.

*"Este monstruoso plan pretende ser justificado por el gobierno y los jefes militares con el argumento de destruir "focos de bandoleros", colocando a un Movimiento de trabajadores agrícolas en el mismo plano de los grupos de asesinos organizados en años anteriores por el oficialismo liberal y algunos círculos conservadores, con el objetivo de destruir las organizaciones de los campesinos. Se trata entonces de satisfacer al grupo de reaccionarios que inventó la fantasía de llamadas "repúblicas independientes", para, sobre el arrasamiento de los movimientos democráticos, poder fraguar sin obstáculos el golpe de mano que les permita asegurar mejor sus privilegios y servir a sus amos imperialistas".*

<sup>248</sup> « Hemos denunciado anteriormente cómo los puestos militares que desde hace tiempo operan en la región mantienen grupos de bandoleros civiles a su servicio. Hemos denunciado cómo el ejército, en despoblado y valiéndose de su fuerza y de la inmunidad que cubre sus acciones, aplica la pena de muerte contra humildes trabajadores. Hemos denunciado cómo todos los actos de bandolerismo que aparecen en la región son estimulados y financiados (y en ocasiones comandados directamente) por los puestos militares. (...) Se nos quiere negar el derecho a vivir. Vamos a defenderlo. Reclamamos el apoyo nacional porque sabemos que el ataque contra Marquetalia no es sino el inicio de una nueva fase de la política de « a sangre y fuego! » ». p. 28.

<sup>249</sup> Jacobo Arenas, *Ibid.*, p.17.

« M. le Président – disions-nous - vous savez bien que le "crime", qui nous vaut les foudres de l'oligarchie et du haut commandement, que vous avez la folie d'encourager, n'est autre que notre opposition résolue au système qui fait alterner au pouvoir les deux partis du « Front National » oligarchique, considéré par nous comme anti-démocratique et antinational.<sup>250</sup>».

Ce texte aussi est transmis à la *Voz Proletaria*, via un vieux ronéotype, comme nous l'apprend Arenas, et est diffusé largement aux masses populaires à travers les colonnes du journal. Via ces lettres ouvertes, la zone d'autodéfense de Marquetalia a en effet éveillé l'attention nationale et a indigné les organisations démocratiques. Un groupe de parlementaires et de prêtres catholiques étaient alors déterminés à venir visiter Marquetalia. Le gouvernement, l'armée et la hiérarchie ecclésiastique les en ont empêchés.<sup>251</sup>

Au final, ce qui ressort de cette étude de la presse est le fait que les trois journaux étudiés font la propagande de leurs positions politiques afin d'obtenir un soutien au sein de la société de divers pans de la population. C'est pourquoi, à travers les informations publiées, ils soutiennent et encouragent les différentes actions des acteurs impliqués dans l'opération afin de gagner des positions dans la guerre sur la scène politique.

Le colonel José Joaquín Matallana remercie par exemple officiellement les journaux *El Tiempo* et *El Espectador* pour leur soutien, après la chute de Marquetalia. Cela confirme que ces journaux ont réalisé une propagande en faveur du gouvernement pour contribuer à préserver les institutions de l'État sur l'ensemble du territoire national. La *Voz Proletaria*, a quant à elle affiché un soutien indéfectible aux guérilleros, quitte à parfois présenter ces derniers de manière un peu trop complaisante.

---

<sup>250</sup> Jacobo Arenas, *Diario de la resistencia de Marquetalia*, Editorial Paz y Socialismo, 1969, p.19.

« El señor presidente – decíamos- sabe que nuestro « delito » para ganarnos las iras de la oligarquía y de los altos mandos militares que la locura de vuestra excelencia estimula, reside en nuestra firme oposición al sistema bipartidista paritario del « frente nacional » oligárquico, que consideramos antidemocrático y antinacional ».

<sup>251</sup> Jacobo Arenas, *ibid.*, 1969, p.35.

### c. Marquetalia : création du mythe originel des FARC

La zone d'autodéfense de Marquetalia et sa chute ont marqué un tournant majeur dans la fondation des FARC et dans l'histoire de la guérilla. Souvent mobilisée par les guérilleros, la période des « républiques », a accompagné le récit officiel des FARC durant plus de soixante ans.

Récemment, le 29 août 2019 est publié sur internet une vidéo de 32 minutes où Luciano Marín Arango alias Ivan Marquez, ex-négociateur en chef des accords de paix et ex-second au commandement des FARC au moment de la démobilisation, apparaît accompagné de plusieurs autres dirigeants importants de l'ancienne guérilla. Dans cette vidéo il annonce la reprise des armes d'une partie dissidente des ex-FARC, après les accords de paix de la Havane signés en 2016. Ces derniers sont entourés d'une vingtaine d'hommes en treillis et armés. Marquez annonce une nouvelle étape dans le conflit : la reprise des armes par d'anciens guérilleros des FARC, sous le nom de *Secunda Marquetalia* : « Nous annonçons au monde que la deuxième Marquetalia a commencé sous la protection du droit universel de tous les peuples du monde à prendre les armes contre l'oppression.<sup>252</sup> ». Cette reprise des armes est justifiée ainsi : « la poursuite de la lutte de guérilla en réponse à la trahison par l'État de l'accord de paix de La Havane.<sup>253</sup> ».

Il paraît intéressant de voir que l'épisode Marquetalia est encore une fois mobilisé par les guérilleros ex-FARC ayant repris les armes. Le choix du nom de leur nouvelle organisation est une référence directe à la zone d'autodéfense de Marquetalia, lieu historique de la naissance des FARC plus d'un demi-siècle en arrière.

Il semble donc important d'aborder ici la dimension symbolique de la zone d'autodéfense de Marquetalia et de son importance au sein de l'histoire des FARC, et plus largement des mouvements armés colombiens. Pourquoi et comment cette « expérience révolutionnaire » qui n'a finalement connu qu'une durée de vie assez courte, a-t-elle traversé le siècle au point qu'aujourd'hui encore les FARC dissidents y fassent référence pour annoncer la reprise des armes par les guérilleros ?

---

<sup>252</sup> «Anunciamos al mundo que ha comenzado la segunda Marquetalia bajo el amparo del derecho universal que asiste a todos los pueblos del mundo de levantarse en armas contra la opresión.», FARC-EP, Déclaration de Ivan Marquez, 29/08/2019.

<sup>253</sup> «es la continuación de la lucha guerrillera en respuesta a la traición del Estado al acuerdo de paz de La Habana ». FARC-EP, Déclaration de Ivan Marquez, 29/08/2019.

Cette relation passé/présent et le pont formé entre la zone d'autodéfense de Marquetalia des années 1960 et la reprise des armes par le groupe dissident *Secunda Marquetalia* plus de soixante ans plus tard me semblent importants à aborder au sein de cette sous partie.

Pour étudier ce phénomène il semble nécessaire de mobiliser différents concepts historiques et géographiques qui concernent la dimension symbolique d'un lieu ou d'un événement.

Pierre Nora nous offre une définition du lieu de mémoire : « toute unité significative, d'ordre matériel ou idéal, dont la volonté des hommes ou le travail du temps a fait un élément symbolique du patrimoine mémoriel d'une quelconque communauté »<sup>254</sup>. Selon Nora, les lieux de mémoire annoncent un point de départ synchronique, la saisie d'un passé projeté à la surface du présent. Ils problématisent la représentation qui est faite du passé, donc que l'on développe dans notre présent. Les lieux de mémoire répondent donc à cette exigence d'éclairer le passé par le présent, de comprendre le présent par le passé. Nora met en avant la relation de l'évidence du souvenir à la complexité de l'histoire ; « l'étude des lieux de mémoire consiste d'abord à redonner leur épaisseur à ces reflets du passé, à démasquer la fausse naïveté de ces images d'Épinal »<sup>255</sup>. Les lieux de mémoire abordent également l'histoire des idéologies. C'est le cas ici pour Marquetalia, qui a acquis une dimension mythique au sein des groupes armés colombiens, en particulier les FARC.

L'idéologie des FARC naît au sein des zones d'autodéfense et le programme agraire ratifié par les guérilleros en 1964, sert de base au programme agraire des FARC. Marquetalia devient donc l'essence même du mouvement. Cependant Marquetalia, est considérée comme le berceau des FARC non pas seulement pour son essence idéologique ou son organisation politique. En effet, la zone de Riochiquito par exemple aurait tout aussi bien être considérée de la même façon. C'est finalement la chute de Marquetalia et les combats qui ont éclaté en 1964, la volonté du gouvernement colombien de voir cette « république » disparaître et le traitement médiatique de cela, qui ont donné cette dimension mythique à cette zone d'autodéfense. C'est la vision moderne de David contre Goliath ; des paysans-guérilleros qui affrontent sans relâche l'armée Colombienne soutenue par l'impérialisme américain. Marquetalia est considérée comme le berceau des FARC, car en dehors de l'expérience politique et sociale qu'elle représente, elle

---

<sup>254</sup> Cité par Bernard Debarbieux, « Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique », *L'Espace géographique*, 1995, p.103.

<sup>255</sup> Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire, Tome 2*, Collection Quarto, Editions Gallimard, p.1725.

incarne surtout le passage des zones d'autodéfense aux guérillas mobiles, de la lutte des petits contre les grands.

Joël Bonnemaïson, géographe français, introduit le concept de géosymbole dans son article « Voyage autour du territoire ». Il le définit comme : « un lieu, un itinéraire, une étendue qui, pour des raisons religieuses, politiques ou culturelles prend aux yeux de certains peuples et groupes ethniques, une dimension symbolique qui les conforte dans leur identité »<sup>256</sup>. Ce premier concept est complété dans les années 1990 par une réflexion sur celui de haut lieu, avec notamment la définition de Bernard Debarbieux<sup>257</sup> qui le désigne comme un lieu érigé délibérément et collectivement au statut de symbole. La zone d'autodéfense de Marquetalia et sa chute font partie intrinsèquement de l'identité des FARC. Pour Giohanny Olave<sup>258</sup>, le mythe fondateur explique l'origine et la position des acteurs. Avant tout, c'est un récit plausible du passé, et pas nécessairement vrai au sens strict historique. Cette histoire cohérente fournit à la communauté un horizon collectif puisant dans ses origines, légitime et en continuité avec l'ordre établi. En étudiant le cas de la seconde Marquetalia, celui-ci affirme qu'en élevant l'histoire de l'origine à un symbole et en y revenant chaque fois qu'il est nécessaire de renforcer, définir ou réguler le moral de la guérilla, le mythe fondateur est donc un élément fort de cohésion du groupe armé.

Ces travaux de Giohanny Olave me semblent intéressants à mettre en relation avec les travaux de Joseph Campbell<sup>259</sup> sur la fonction sociologique des mythes. Ce dernier affirme que les mythes appuient et valident certains ordres sociaux à l'intérieur d'une communauté et permettent la configuration d'une identité collective autour d'un facteur de cohésion et de continuité. Pour Rodolfo Legname<sup>260</sup>, ce n'est pas l'histoire qui compte dans le mythe mais l'écriture de l'histoire, c'est-à-dire la re-description et la définition des situations passées.

L'épisode Marquetalia, vu et érigé au niveau de mythe par les FARC tout au long de leur existence, n'est pas forcément totalement fidèle à la réalité historique. Cependant Marquetalia représente au sein des FARC un monde rural idéal possible, perdu et arraché par la violence étatique aveugle. Uribe en parle ainsi : « Il incarne le désir encore chéri par les combattants

---

<sup>256</sup> Joël Bonnemaïson, « Voyage autour du territoire », *Espace géographique*, tome 10, n°4, 1981, p. 249-262.

<sup>257</sup> Bernard Debarbieux, « Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique », *L'Espace géographique*, n°24, 1995, p.97-112.

<sup>258</sup> Debarbieux, *Ibid.*

<sup>259</sup> Giohanny Olave, « El eterno retorno de Marquetalia », *Folios: revista de la Facultad de Humanidades*, 2013, n.°37, 2013, p.149-166.

<sup>260</sup> Rodolfo Legname, « La construcción de los mitos: el mito fundacional en Santiago del Estero », *Congreso Virtual de Antropología y Arqueología, Facultad de humanidades, ciencias sociales y de la salud, universidad nacional de Santiago del Estero*, 2002.

historiques des FARC, d'un monde dépourvu de propriétaires terriens et composé de petits exploitants indépendants.<sup>261</sup> ».

Les FARC rappellent également que lors de la chute de Marquetalia l'armée colombienne était soutenue par les forces américaines. Cela joue un rôle clef dans la position et la doctrine anti-impérialiste des FARC. Arenas y fait déjà référence au sein de son journal : « Il est nécessaire de définir notre principal ennemi afin de diriger le tranchant de notre lutte contre lui. L'impérialisme américain n'est pas seulement notre ennemi, mais l'ennemi de tous les peuples de la terre.<sup>262</sup> ». Cette position dénonçant la mainmise des Etats Unis sur la Colombie est reprise des années plus tard par le commandant Timoleón Jiménez le 1<sup>er</sup> octobre 2012 : « L'oligarchie dominante en Colombie, solidement soutenu par les gouvernements des États-Unis, parie sur l'extermination de la guérilla depuis près de 50 ans.<sup>263</sup> ». La doctrine de l'ennemi extérieur accompagne donc la guérilla depuis ses origines, s'inscrivant dans la lutte contre le capitalisme et la domination étrangère.

En 1998, déjà les FARC revenaient lors d'un communiqué sur la présence des forces américaines dans le cadre du plan LASO, notamment sur le déséquilibre des combats opposant les paysans guérilleros à l'armée colombienne soutenue par les Etats Unis :

Le 27 mai 1964, sous la présidence du conservateur Guillermo León Valencia (1962-1966), les forces armées déclenchent l'opération Marquetalia, dans le cadre des directives générales du Plan Laso, l'opération de sécurité latino-américaine, conçue par le Pentagone et l'ambassade des États-Unis, afin d'établir clairement une fois pour toutes d'où venaient les ordres de l'opération militaire. L'opération militaire contre Marquetalia, la plus grande opération militaire jamais menée en Colombie, commence. C'est le début d'une nouvelle résistance armée en Colombie. Pendant des mois, ils se battent dans les montagnes et dans la jungle et le petit et courageux groupe de 48 hommes devient une guérilla mobile, dirigée par Manuel Marulanda Vélez, un maître de la guérilla populaire [...]. L'armée a symboliquement pris la région de Marquetalia, mais militairement, il lui a été impossible, malgré sa nouvelle conception de la contre-guérilla, de mettre fin à la graine de la lutte qui avait émergé dans ces terres. Cette graine est

---

<sup>261</sup> « Encarna el deseo quizás aún acarician los combatientes históricos de las Farc, de un mundo ausente de terratenientes y conformado por pequeños propietarios independientes. »

Maria Victoria Uribe, *Salvo el poder, todo es ilusión. Mitos de origen de los Tigres Tameses de Sri Lanka (LTTE), las Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia (Farc) y el Provisional Irish Republican Army de Irlanda del Norte (IRA)*. Bogotá: Editorial Pontificia Universidad Javeriana, 2007, p. 185.

<sup>262</sup> « Es necesario precisar cuál es nuestro enemigo principal para dirigir el filo de nuestra lucha contra él. El imperialismo yanqui es no solamente nuestro enemigo, sino el enemigo de todos los pueblos de la tierra. » » Jacobo Arenas, *Diario de la resistencia de Marquetalia*, Editorial Paz y Socialismo, 1969, p. 102.

<sup>263</sup> « La oligarquía dominante en Colombia, apoyada sólidamente por los gobiernos de los Estados Unidos, lleva ya casi 50 años apostándole al exterminio de las guerrillas ». Communiqué des FARC-EP, 1<sup>er</sup> octobre 2012.

la racine des FARC-EP. Marquetalia est donc le symbole de cette étape prolongée de la guérilla moderne dans notre pays.<sup>264</sup>

La zone d'autodéfense de Marquetalia et les combats qui ont mené à sa chute sont ici clairement désignés comme les racines du mouvement des FARC.

Cette dimension mythique de la zone d'autodéfense de Marquetalia est également appuyée par des acteurs étrangers et ceci dès l'année 1964. Che Guevara prononce notamment un discours à l'ONU le 11 Décembre 1964, où il aborde la violente répression armée des paysans-guérilleros colombiens soutenue par les États-Unis.

Le représentant de la Colombie ne se souvient-il pas qu'à Marquetalia il y a des forces qui avaient été qualifiés par la presse colombienne elle-même de « République indépendante de Marquetalia », mais dont on a affublé l'un des dirigeants du surnom de *Tiro Fijo* afin de le faire passer pour un vulgaire bandit ? Ne sait-il pas que là-bas a eu lieu une grande opération avec 16 000 hommes de l'armée colombienne, conseillés par des militaires nord-américains, et avec l'utilisation de certains éléments comme des hélicoptères et sans doute — même si je ne suis pas en mesure de l'affirmer — des avions, également de l'armée des États-Unis ?<sup>265</sup>

Marquetalia acquiert donc une dimension d'immortalité. La figure des *Marquetalianos* incarne ici le modèle que se doit de suivre la guérilla : une morale de conduite, caractérisée par la ténacité, la rébellion, la persistance et l'origine paysanne des guérilleros. Il s'agit ici de figures exemplaires de la mémoire discursive du groupe insurgé, invoquées non plus pour les justifier, mais pour moraliser les combattants.

---

<sup>264</sup> « El 27 de mayo de 1964, bajo la presidencia del conservador Guillermo León Valencia (1962-1966), las Fuerzas Militares desatan la operación Marquetalia, bajo los lineamientos generales del Plan Laso, Latin American Security Operation, diseñado por el Pentágono estadounidense y la Embajada Norteamericana, para que de una vez por todas quede claro de dónde partieron en última instancia las órdenes de la operación militar. Comienza la operación militar contra Marquetalia, el más grande operativo militar realizado hasta el momento en Colombia. Es el comienzo de nuevo de la resistencia armada en Colombia. Por meses se combate en la montaña y en la selva y el pequeño y valeroso grupo de 48 hombres se convierte en guerrilla móvil, dirigidos por Manuel Marulanda Vélez, un maestro de la guerra popular guerrillera [...]. El Ejército toma simbólicamente la región de Marquetalia, pero militarmente le fue imposible, a pesar de su nueva concepción contraguerrillera, acabar con la simiente de la lucha que había emergido en esas tierras. Esa simiente es la raíz de las Farc-Ep. Marquetalia es pues, el símbolo de esta etapa prolongada del movimiento guerrillero moderno de nuestra patria. ». Déclaration des FARC-EP, 1998 cité par Giohanny Olave, *ibid.*, p.158.

<sup>265</sup> « ¿No recuerda el señor representante de Colombia que en Marquetalia hay fuerzas a las cuales los propios periódicos colombianos han llamado «la República Independiente de Marquetalia» y a uno de cuyos dirigentes se le ha puesto el apodo de Tiro Fijo para tratar de convertirlo en un vulgar bandolero? ¿Y no sabe que allí se hizo una gran operación por parte de 16.000 hombres del ejército colombiano, asesorados por militares norteamericanos, y con la utilización de una serie de elementos, como helicópteros y, probablemente -aunque no puedo asegurarlo- con aviones, también del ejército norteamericano? » Che Guevara, Discours prononcé à l'ONU le 11 décembre 1964.



À différentes occasions, Manuel Marulanda a proposé ce schéma de rébellion armée comme substitut causal aux premières manifestations pacifiques des dirigeants syndicaux, opprimés par la violence de l'État. Le soulèvement par les armes est alors présenté comme un chemin parcouru de manière forcée, reconnaissant et prédisant dès ses origines une longue lutte sanglante. Pour Pizarro-Leongómez, le mythe fondateur des FARC se soutient dans ce caractère réactif :

Selon ce mythe, les FARC ne sont pas apparues de leur propre initiative, mais à la suite d'une agression extérieure. Le mouvement de guérilla naissant n'aurait pas été celui qui a déclaré la guerre à l'État, mais au contraire, c'est l'État qui a déclaré la guerre aux organisations agraires communistes, contraintes de défendre leur vie par les armes.<sup>266</sup>

Depuis la figure mythique de Marquetalia, les FARC ont également rempli un rôle de dénonciation des dérives de la force publique contre la société colombienne, revenant sur la violence de la répression armée contre les zones d'autodéfense régulièrement lors de leurs communiqués.

Les forces armées ont incendiés 100 maisons et elles se sont emparées de 100 fermes. Elles ont occupé les terres accessibles de la région, dévoré 100 000 volailles et 10 000 têtes de bétail ; elles ont emprisonné plus de 2 000 paysans et en ont assassiné plus de 200 ; elles ont torturées des dizaines de personnes. Les dommages causés à la région s'élèvent à environ 20 millions de pesos. Elles ont réussi à tuer, au combat, le guérillero Luis Salgado, par mitraillage aériens, Georgina de Ortiz, et en bombardant la forêt, dix-huit enfants qui s'y étaient réfugiés. « L'opération » a accru l'importance de Marquetalia, elle a provoqué un formidable mouvement de solidarité nationale et inauguré une nouvelle étape des luttes révolutionnaires en Colombie. Le mouvement agraire de Marquetalia s'est transformé en un mouvement de guérilla avec un programme révolutionnaire et aujourd'hui il est beaucoup plus fort et supérieur qu'il ne l'était avant l'agression<sup>267</sup>.

---

<sup>266</sup> « Según este mito, las Farc no surgieron por iniciativa propia, sino como resultado de una agresión externa. El movimiento guerrillero incipiente no habría sido quien le declaró la guerra al Estado, sino, por el contrario, fue el Estado quien le declaró la guerra a las organizaciones agrarias comunistas, las cuales se vieron obligadas a defender su vida mediante las armas. » Eduardo Pizarro Leongómez, *Las FARC (1949-1966). De la autodefensa a la combinación de todas las formas de lucha*, Bogotá : Tercer Mundo Editores-IEPRI, 1991, p.166.

<sup>267</sup> « Las Fuerzas Armadas lograron incendiar 100 casas y se apoderaron de 100 fincas. Ocuparon los terrenos abiertos de la región, devoraron 100 000 aves de corral y 10 000 cabezas de ganado; encarcelaron 2000 campesinos; han asesinado más de 200; han torturado decenas de personas. El daño causado a la región se eleva a unos 20 millones de pesos. Lograron matar en combate al guerrillero Luis Salgado; con fuego aéreo a Georgina de Ortiz, y con bombas explosivas a dieciocho niños refugiados en la selva. « La operación » hizo crecer a Marquetalia, provocó el más formidable movimiento nacional de solidaridad e inauguró una nueva etapa de luchas revolucionarias en Colombia. El movimiento agrario de Marquetalia se transformó en movimiento

Ces violences, tortures et pillages contre la population civile constituent une représentation de la prise de Marquetalia qui survivra dans les revendications ultérieures des FARC. C'est ainsi que Marulanda l'a réitéré, sans grandes différences, dans les discours annuels qui commémoraient la naissance de la guérilla, et dans le discours historique lu par l'un de ses commandants lors de l'inauguration des pourparlers de paix ratés avec le président Pastrana, en janvier 1999. Marulanda avait alors envoyé un texte écrit, lu au début de la cérémonie. Dans ce document, Marulanda demande au gouvernement les vaches, les cochons et les poulets que les soldats ont volé lors de l'opération militaire contre Marquetalia. La réclamation a révélé le profond sentiment de perte qui s'était propagé au fil des ans, lié à l'identité de Marulanda en tant que paysan dépossédé<sup>268</sup>.

Ferro et Uribe tirent du caractère mythico-héroïque la cohésion interne qui explique la permanence dans le temps de l'objectif politique et de l'idéologie initiale autour de la lutte agraire :

Ces combattants, avec une vision de la lutte paysanne, ont donné au mouvement une idéologie initiale qu'ils ont unifiée sous la bannière de la lutte révolutionnaire du Programme national agraire proclamé le 20 juillet 1964 à l'assemblée générale des guérillas. A partir de ce jour, il fut décidé que la lutte ne serait pas seulement pour l'autodéfense, « nous deviendrions des guérillas révolutionnaires ». <sup>269</sup>

Les FARC appuient sur le fait que les habitants de Marquetalia ont répondu aux attaques de l'armée avec dignité, préférant se battre pour leurs idées, même en étant en infériorité numérique que de s'avouer vaincu. Le combat ne s'est pas arrêté avec la chute de la zone d'autodéfense de Marquetalia, la résistance continue au fil du temps. Selon le témoignage de Iván Ríos:

Les Marquetalianos ne sont pas simplement ceux qui ont commencé là, mais ceux qui ont suivi, les combattants qui s'unissent encore aujourd'hui. Le mot résistance synthétise tout, car il est armé, politique et idéologique. Ce que nous avons dit aux gens, c'est que nous devons résister, et si nous devons faire

---

*guerrillero con un programa revolucionario y es hoy muchísimo más fuerte y superior de lo que era antes de la agresión.* » Jacobo Arenas, *op.cit.*, 1969, p. 108.

<sup>268</sup> Maria Victoria Uribe, *op.cit.*, p. 200.

<sup>269</sup> Juan Guillermo Ferro Medina y Graciela Uribe Ramón, « El orden de la guerra, las Farc- ep: entre la organización y la política », Bogotá, *Revista de Estudios Sociales*, CEJA. 2002, p. 28.

deux ou trois Marquetalias, alors nous les ferons. Nous pouvons parler d'une culture de la résistance et de l'égalité. Ce sont des valeurs qui identifient l'organisation.<sup>270</sup>

En tant que référence fondatrice, Marquetalia fonctionne donc également comme un symbole identitaire, en préservant la ligne de la lutte agraire et la prédominance du rural dans son idéologie, ses programmes, ses champs d'action et la nature de ses membres. Le mythe fondateur que représente Marquetalia affiche une véritable fonction pédagogique en instaurant une morale implicite dans le récit du comportement de ses acteurs.

Pour Arenas : « Il faut garder à l'esprit la leçon de Marquetalia (...) : un peuple honnête qui se voit refuser des solutions et qui est attaqué pour les exterminer, finit par devenir une force invincible levée en armes.<sup>271</sup> »

En transformant un événement historique en mythe fondateur, cet événement voit son histoire se reconstruire sous la forme d'un récit institutionnalisé et donne ainsi une dimension identitaire aux origines du groupe armé, quitte à laisser place à une histoire idéalisée et romancée : « l'histoire de l'émancipation d'un peuple par la révolution, d'un processus qui commence par la défense et la résistance paysanne, puis qui passe par la proposition de la révolution agraire et atteint finalement le niveau d'une révolution nationale.<sup>272</sup> ».

---

<sup>270</sup> « Los Marquetalianos no son simplemente los que empezaron ahí, sino los que siguieron, los combatientes que se vinculan hoy [...]. La palabra resistencia sintetiza todo, porque es armada, política e ideológica. Nosotros que le venimos diciendo a la gente, hay que resistir, y si hay que hacer dos o tres Marquetalias, pues las haríamos. podemos hablar de una cultura de la resistencia y de la igualdad. Son valores que identifican a la organización. » Selon le témoignage du Comandante Iván Ríos, alias Manuel de Jesús Muñoz Ortiz, ancien chef du bloc central des FARC-EP, daté de 1999, cité par Juan Guillermo Ferro Medina y Graciela Uribe Ramón, *op.cit.*, p. 35.

<sup>271</sup> « Hay que tener presente la lección de Marquetalia (...): un pueblo honrado al que se le niegan soluciones y se le agrede para exterminarlo, termina convertido en una fuerza invencible alzada en armas. » Jacobo Arenas, *op.cit.*, p.101.

<sup>272</sup> Juan Guillermo Ferro Medina y Graciela Uribe Ramón, *op.cit.*, p.37-38.

## CONCLUSION

A travers ce travail de recherche et l'étude des sources sélectionnées, plusieurs points permettent de répondre à la problématique développée au sein de l'introduction de ce mémoire.

La zone d'autodéfense de Marquetalia, n'est pas un acte isolé, elle est construite et bâtit dans le cadre des « *columnas de marcha* » des années 1950 et d'autres zones d'autodéfense ont vu le jour dans le Sud de la Colombie, en particulier dans la région montagneuse du sud de Tolima. Ces zones, accompagnées par l'idéologie communiste ont permis la mise en place de système politiques et agraires novateurs dans la Colombie des années 1960.

Cependant, les accusations de « sécession » des médias et du gouvernement colombien auprès de ce qu'ils appellent les « républiques indépendantes », apparaissent comme initialement fausses. Selon les différents documents étudiés, les zones d'autodéfenses n'avaient initialement pas pour objectif de soustraire leurs territoires à l'autorité de l'Etat, demandant notamment à travers une pétition, la présence de services publics sur leur territoire. Confrontés à l'inertie du gouvernement face à leur doléances, les *marquetalianos* ont donc, eux même, réalisé les travaux et mis en place les institutions manquantes sur leur territoire.

Étant donné les revendications de justice agraire, présentes dès les années 1950 au sein des « *columnas de marchas* », il apparaissait intéressant de se pencher sur la mise en place d'une réforme agraire au sein du territoire de Marquetalia. Grace aux différentes sources, il est apparu possible à travers ce mémoire de se faire une idée assez précise des différentes cultures et des différents élevages mis en place sur le plateau de Marquetalia. On y apprend également les échanges marchands réalisés par les *marquetalianos* avec la population des villages alentours. Le programme agraire de la guérilla, rédigé par les *marquetalianos* en 1964, permet de connaître la dimension politique qui accompagne la répartition de la terre au sein de la communauté. La terre est donc répartie gratuitement et équitablement à ceux qui la cultivent et la travaillent. L'objectif est d'élever le niveau de vie des paysans et de mettre fin à l'exploitation des paysans par les grands propriétaires terriens.

Il apparaissait également important à travers ce travail de recherche de mener une étude à travers le prisme du genre et de s'interroger sur la place des femmes au sein de la zone d'autodéfense de Marquetalia. Il ressort de cette étude que les zones d'autodéfenses, en particulier dans le cas étudié celle de Marquetalia, ont offert un espace aux femmes-guérilleras au sein de la communauté, notamment à travers le comité des femmes, espace où les

*marquetalianas* pouvaient échanger entre elles. Bien qu'elles aient continué à occuper des rôles considérés comme traditionnellement féminins, en s'occupant par exemple de corvées telles que la cuisine, il apparaît que certaines d'entre elles ont combattu (comme par exemple Georgina Ortiz morte au combat) et ont occupé des postes importants au sein de l'organisation (comme le cas de Miriam Narváez et de Judith Grisales). Cette position peut sembler assez novatrice dans la Colombie et plus généralement dans le monde des années 1950-1960.

L'étude du traitement médiatique des zones d'autodéfense, en particulier celle de Marquetalia, à travers la presse colombienne des années 1960 est également apparue comme pertinente pour mieux entendre les différents enjeux qui gravitaient autour des « républiques », notamment la volonté du gouvernement de Guillermo León Valencia de détruire ces « zones rouges ». Ce qui ressort de cette étude de la presse est le fait que les différents journaux étudiés (à savoir *El Espectador*, *El Tiempo* et *La Voz Proletaria*) font la propagande de leurs positions politiques afin d'obtenir un soutien au sein de la société de divers pans de la population. C'est pourquoi, à travers les informations publiées, ils soutiennent et encouragent les différentes actions des acteurs impliqués dans l'opération afin de gagner des positions dans la guerre sur la scène publique et politique. Les deux premiers journaux cités soutiennent officiellement les actes de répression de l'armée colombienne face aux « bandits communistes », *La Voz Proletaria*, elle, défend la position des *marquetalianos* et dénonce les exactions et la répression commis à l'encontre du mouvement paysan de Marquetalia.

Enfin il m'est apparu important de revenir sur la dimension symbolique de la zone d'autodéfense de Marquetalia au sein de l'histoire des FARC. Marquetalia apparaît donc en tant que référence fondatrice pour le groupe armé et fonctionne donc également comme un symbole identitaire, en préservant la ligne de la lutte agraire et la prédominance du rural dans son idéologie, ses programmes, ses champs d'action et la nature de ses membres. Sa dimension mythique est également l'incarnation moderne de David contre Goliath ; des paysans-guérilleros qui affrontent sans relâche l'armée Colombienne soutenue par l'impérialisme américain. Marquetalia est considérée comme le berceau des FARC, car en dehors de l'expérience politique et sociale qu'elle représente, elle incarne surtout le passage des zones d'autodéfense au guérillas mobiles, de la lutte des petits contre les grands, de la graine qui donnera naissance à l'une des guérillas communistes d'Amérique latine la plus puissante : *Las Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia*.

## BIBLIOGRAPHIE

### 1. SOURCES

#### a. Journaux de guerre de combattants présents à Marquetalia :

Jacobo Arenas, *Colombie, guérillas du peuple*, Paris, Editions sociales, 1969, 144p

Manuel Marulanda Vélez, *Cuadernos de campaña*. Bogotá, ediciones El Abejón Mono, 1975, 167p.

#### b. Presse années 1960.

##### *El Espectador*

« Huellas de instructores cubanos. Las tropas vencen el temor campesino. », *El Espectador*, 10 de junio 1964, p. 1,2.

« Muertos 2 bandoleros en otra acción en Marquetalia », *El Espectador*, 5 juin 1964, p.1-3.

« Por miedo ayudan a “Tiro Fijo” », *El Espectador*, 27 mai 1964, p. 2-4

« Revelados sistemas de Tirofijo », *El Espectador*, 27 mai 1964, p. 3,4.

##### *El Tiempo*

Arturo Navas Venegas, « El ultimo reducto de la violencia.¿ Qué es Marquetalia ? », *El Tiempo*, 14 Mai 1964. p. 5-12

« Eliminación del bandolero en Colombia », *El Tiempo*, 31 mai 1964, p. 1,2.

« El último reducto de la violencia ¿Qué es Marquetalia? », *El Tiempo*, 16 mai 1964, p.12.

« En el día de las fuerzas armadas », *El Tiempo*, 1 juin 1964, p.21.

« Tirofijo combate al ejército en emboscada », *El Tiempo*, 4 juin 1964, p.3-6.

*Voz de la Democracia / Voz Proletaria*

« Así nació la autodefensa. Entrevista con Alfonso Castañedas, alias "Capitán Richard" », *Voz de la Democracia*, 12 Septiembre 1959.

« Apoyemos la resistencia campesina contra la agresión militarista », *Voz Proletaria*, 26 juin 1964 p. 4.

« Marulanda no es un bandolero. » *Voz Proletaria*, 11 juin 1964, p. 7

« 1964 fue año de violencia oficial contra los campesinos organizados », *Voz Proletaria*, 29 Décembre 1964, p.7.

.« 200.000 colombianos con Marquetalia », *La Voz Proletaria*, 17 juin 1964, p.7.

*Autres :*

« El surgimiento de una republica independiente », *Nueva Prensa*, 12 novembre 1961, p.56.

« En torno a Marquetalia », *El Siglo*, 5 Mai 1964, p.4-12.

« \$ 30 millions comitted to reclaim rebel area », *New York Times*, 31 Mai 1964, p.29.

c. Lettre ouverte des paysans de Marquetalia du 03/04/1964

Retranscription :

« Con el pretexto de la "lucha contra la violencia", desde hace meses los altos mandos de las Fuerzas Armadas, con el apoyo del Presidente Valencia y la inspiración de los círculos más agresivos del conservatismo y del liberalismo oficialista, vienen preparando una nueva ofensiva armada contra el campesinado de esta región. Este plan regresivo ha culminado en estos días con la inminente iniciación de operaciones que se identificará como una verdadera guerra de exterminio. Las informaciones de que dispone este Movimiento indican que en el asalto oficial a mano armada de Que se hará víctima a esta región, participarán de 10.000 a 16.000 unidades militares, correspondientes, entre otros, a los batallones "Colombia", Caicedo, Tenerife, Juanambú, Patriotas, Galán, Rook, Escuela de Lanceros, apoyados por fuerzas de la aviación y carabineros de la policía y con utilización de todos los tipos de armas y especialidades con que cuentan hoy las fuerzas represivas del país, bajo la asesoría de la Misión Militar norteamericana y los

llamados "Cuerpos de Paz". Este monstruoso plan pretende ser justificado por el gobierno y los jefes militares con el argumento de destruir "focos de bandoleros", colocando a un Movimiento de trabajadores agrícolas en el mismo plano de los grupos de asesinos organizados en años anteriores por el oficialismo liberal y algunos círculos conservadores, con el objetivo de destruir las organizaciones de los campesinos. Se trata entonces de satisfacer al grupo de reaccionarios que inventó la fantasía de llamadas "repúblicas independientes", para, sobre el arrasamiento de los movimientos democráticos, poder fraguar sin obstáculos el golpe de mano que les permita asegurar mejor sus privilegios y servir a sus amos imperialistas. Hemos denunciado anteriormente cómo los puestos militares que desde hace tiempo operan en la región mantienen grupos de bandoleros civiles a su servicio. Hemos denunciado cómo el ejército, en despoblado y valiéndose de su fuerza y de la inmunidad que cobija sus acciones, aplica la pena de muerte contra humildes trabajadores. Hemos denunciado cómo todos los actos de bandolerismo que aparecen en la región son estimulados y financiados (y en ocasiones comandados directamente) por los puestos militares. Sin embargo, hojas volantes que distribuyen los soldados y que son lanzadas por aviones en vuelo sobre la población, tratan de hacer creer a las gentes que los provocadores y los responsables de tales actos son los miembros y dirigentes del Movimiento (...) Se nos quiere negar el derecho a vivir. Vamos a defenderlo. Reclamamos el apoyo nacional porque sabemos que el ataque contra Marquetalia no es sino el inicio de una nueva fase de la política de "a sangre y fuego!". Sabemos que en esta emergencia, como en anteriores ocasiones, el pueblo colombiano sabrá encontrar las fuerzas suficientes para derrotar los planes de la reacción. »

d. Documents officiels

- a. 11 mai 1964 : Lettre écrite par le président du conseil d'action communautaire de Balsillas et Bajo Pato, Huila, le 11 mai 1964, adressée au président de la République, Guillermo León Valencia, dans laquelle sont consignées les préoccupations du dirigeant concernant les actions des soi-disant bandits (bandoleros.) (1 page)

Retranscription :

« Imponiéndose de la manera más grosera y arbitraria, los guerrilleros comunistas del Pato, expulsaron a los visitantes de la Caja Agraria y de la Federación de Cafeteros



cuando estos entraban a proyectar soluciones a los problemas educacionales y de préstamos para los agricultores. A la vez el señor mayor (sic) José A. Richard, le ha venido notificando a los colonos que quienes no estén dispuestos a pelear contar el gobierno, que de una vez por todas desocupen la región. Por otra parte como consecuencia de todas las amenazas e intimidación (sic) que viene imponiendo sobre los campesinos, ya más de 15 familias tuvieron que emigrar; Marcos, Benjamín, Luis, Calisto Cardozo; Arnulfo Villa, Saturnino Vanegas, Albertino Moreno Leal, Blanca Ligia Perdomo de Camargo, Alejandro Arteaga, Pedro Valencia, Tito Aguirre, Sebastián Melgar y otros. En las próximas deliberaciones del Congreso Nacional se dará cuenta al país de las fechorías que en tal región se han cometido contra los campesinos, de acuerdo con los documentos que pasaré a manos de los representantes y senadores del Huila. Las maestras y maestros de esa región han tenido que retirarse, como ha sucedido a Albertino Moreno Leal y a Blanca Ligia Perdomo, por que además de las amenazas contra sus vidas que se les venía (sic) informando, sus bienes les han sido confiscados perdiendo la señora Blanca Ligia Perdomo, más de \$60.000.00, es decir \$15.000 en semovientes, herramientas, libros y útiles de estudio, aves, y \$50.000 valor de la finca Buenavista. El señor Alejandro Arteaga pierde más de \$80.000 y por el estilo los colonos que por manifestar sus simpatías con el actual gobierno, tuvieron que soportar la más encarnizada persecución. Ante esos hechos el gobierno tendrá que estudiar como superar esos fenómenos que están sucediendo en esa región, a ver si se obtiene que los bienes de los campesinos desalojados sean restituidos. »

De Uds. ATTE, S.S Martín Camargo, Presidente de las Juntas de Acción Comunal del bajo pato y Balsillas.

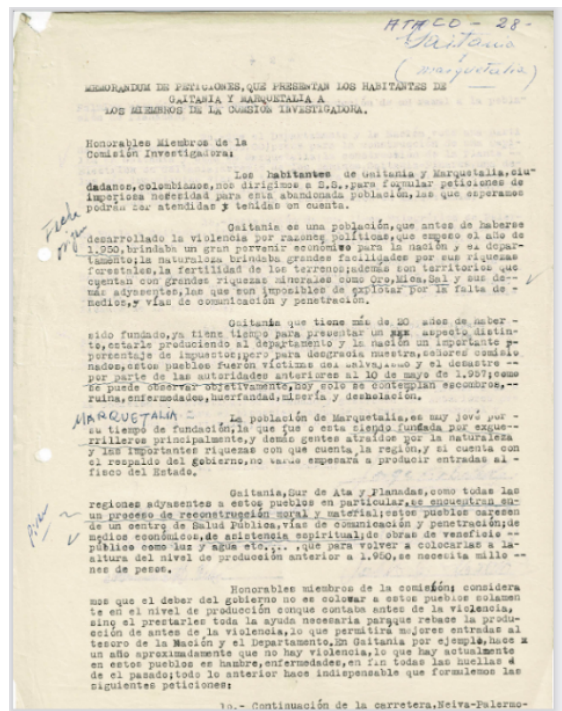
- b. 3 juin 1964 : Rapport d'opérations rédigé par le commandant adjoint en charge du département de police d'Antioquia, le major Fabio Arturo Londoño Cárdenas, le 3 juin 1964, faisant état de divers troubles de l'ordre public à Antioquia et dans le pays en général, ainsi que des activités des syndicats et des mouvements politiques. (9 pages).
- c. 16 juillet 1964 : Rapport bimensuel d'activités établi par le responsable de l'ordre public du DAS, branche d'Antioquia, Arsenio Serrano Nuñez, le 16 juillet 1964, adressé au responsable de l'ordre public du DAS de Bogota. Il détaille les différents

troubles de l'ordre public, le bilan des morts violentes enregistrées au cours de la quinzaine, les activités des "bandits" et les activités de renseignement menées contre les mouvements politiques, principalement les "communistes".(2 pages).

- d. 16 juillet 1964 : Rapport bimensuel d'activités rédigé par le responsable de l'ordre public du DAS, section d'Antioquia, Arsenio Serrano Nuñez, daté du 31 juillet 1964. Le rapport est adressé au responsable de l'ordre public du DAS de Bogota, où sont consignées les activités des mouvements politiques, principalement du parti communiste. (2 pages).

e. Pétition et réponses à cette dernière

- a. 1958 : Pétition destinée à la Comisión Investigadora Causas de La Violencia, qui demande des améliorations à Gaitania et Marquetalia, telles que postes de santé, routes, télégraphie, construction de chapelles, datée de 1958 (2 pages).



Palma, pasando por Gaitania y la construcción de un ramal a la población de Planadas;

20.-Que el Departamento y la Nación vote una partida de cien mil (\$ 1000.000,00) pesos para la construcción de una Capilla en Gaitania y otra en Marquetalia; la construcción de la Planta -- Electricidad en Gaitania; arreglo de los caminos, Gaitania-Financés, una de las más importantes vías de tránsito para el intercambio comercial -- con la ciudad de Neiva, y arreglo del camino, Gaitania-Marquetalia; arreglo de las Escuelas en Gaitania y construcción en Marquetalia;

30.-Instalación de una línea Telegráfica de Palermo Huila a Gaitania, cuyo del cual nos parece más conveniente por la distancia, e instalación de un Centro de Salud Pública en Gaitania;

40.-Colonización de los terrenos baldíos de la Nación en Gaitania y Marquetalia, por medio de lo cual, el gobierno podrá hacer préstamos en mejores condiciones a los colonos, y préstamos de rehabilitación suficiente y en buenas condiciones para los damnificados de la violencia;

50.-Nombramiento de autoridades civiles, para los pueblos de Gaitania, Sur de Atá y Planadas en el Tolima, y para el Norte del Huila, y según las condiciones de normalidad existentes, el le nombramiento del Estado de Sille.

En espera de que los Honorables Miembros de la Comisión de Investigación atiendan y gestionen las anteriores peticiones hechas, para el bienestar común de la patria en general y de la región en particular, nos D. de S. S. Att. S. S.

LA COMISIÓN ENCARGADA:

*Jorge Erbeledo*  
*Gerardo Molina*  
*Gerardo Molina*  
*Gerardo Molina*  
*Gerardo Molina*

- b. 24 avril 1964 : Réponse du général Gabriel Reveiz, ministre de la Guerre en charge, à la lettre envoyée par les membres de la Commission d'enquête sur les causes de la violence. Le général est d'accord avec tout ce qui a été proposé par Germán Guzmán Campos, Gerardo Molina et les autres membres de la commission, à l'exception du choix de Hernando Garavito Muñoz comme membre de l'équipe. ( 1 page).

Bogotá, D.E. Abril 24 de 1964

Señor Doctor  
GERARDO MOLINA  
y demás Miembros de la Comisión de Estudios  
Socio-Económico para la región de  
M A R Q U E T A L I A ( T O L I M A )

L. C.

He recibido con sumo interés la propuesta formulada por ustedes de integrar una comisión de carácter Socio-Económico para analizar y evaluar la situación de la región de Marquetalia (Tolima), en concordancia con los propósitos expresamente expresados en su importante comunicación de fecha 22 del presente.

Lamento no poder aceptar el nombre del Doctor Hernando Garavito Muñoz, como Miembro de la comisión que ustedes proponen, por las razones que tuve oportunidad de expresarle en la reunión efectuada en la mañana del día 23 de Abril.

La Comisión así integrada tendrá todo el apoyo del Gobierno y de las Fuerzas Armadas que facilitarán el transporte a la región mencionada.

En la fecha me estoy dirigiendo al Excelentísimo Señor Cardenal a fin de que autorice el concurso de los tres Sacerdotes propuestos como integrantes de la comisión.

Aprovecho esta oportunidad para agradecer tan valiosa colaboración la cual, contribuirá de manera muy eficaz al logro de los altos propósitos que persigue el Gobierno en esa importante región de la Patria.

De ustedes muy atentamente,

(FDO.) Mayor General GABRIEL REVEIZ PIZARRO  
Ministro de Guerra Encargado.

- c. 22 avril 1964 : Communication envoyée au ministre de la Guerre, le général Gabriel Reveiz Pizarro, dans laquelle sont établies toutes les conditions pour la création de la Commission d'enquête sur les causes de la violence. La sélection de ses membres est discutée et tout le soutien est demandé à l'armée afin que, avec son accompagnement, la commission puisse réaliser l'exercice d'observation proposé dans la région de Marquetalia (Tolima). ( 2 pages).

Bogotá, Abril 22 de 1.964.

Señor  
Mayor General  
Gabriel Novoa Pizarro,  
Ministro de Guerra.  
E. S. D.

Señor Ministro

En virtud de las conversaciones celebradas en su despacho, entre usted y los doctores Gerardo Molina, Alvaro Pérez Vives y Bernardo Gavito Muñoz, entre otros, y posteriormente, por sugerencia suya, con el señor Comandante del Ejército, Mayor General Roberto Flórez, acompañado por los Coronales Valentin Tovar y Cherry y por el Mayor Leandolfo, surgió la idea de integrar una comisión de estudio de carácter socio-económico, para analizar y evaluar la situación de la región de Marquetalia (Huila).

Se propone al coronel Cherry - en su calidad de Coordinador por parte de las Fuerzas Armadas - que la Comisión fuera integrada por el Presbítero Dr. Gustavo - Pérez Manjón, Dr. Gerardo Molina, Presbítero Dr. Cecilio Torres Restrepo, Sr. Juan Carlos Quintero Ospina, Sr. Orlando Fals Borda, Sr. Bernardo Gavito Muñoz y Sr. Manuel Duque López.

En el día de hoy, estas personas aceptaron en principio integrar la anterior comisión, de acuerdo lo convenido de que sólo los nueve (9) son trascendental cuando el firme deseo de servir a Colombia, colaborar en beneficio de la comunidad y analizar la situación concreta, para servir tanto a las instituciones del Estado como a las actividades campesinas.

Como es lógico, la Comisión espera el completo apoyo del Gobierno y, en especial, de los altos mandos militares, para las siguientes finalidades:

1º) Reconocimiento de los hechos que la Comisión juzga indispensables, a fin de establecer un diálogo con las empresas y conocer su situación real y sus necesidades;  
2º) Informar a las empresas sobre los proyectos del gobierno en relación con el desarrollo económico y social de esas comunidades; y

3º) Presentar un informe con las conclusiones sobre las observaciones realizadas.

Por lo que hace a los tres señores que participan en esta Comisión, se considera conveniente que el señor Ministro de Guerra se dirija directamente al Generalísimo Señor General, a fin de que ellos cuenten con la correspondiente autorización jurídica.

La Comisión dejó muy en claro que su intervención, en tal sentido, se hace a cualquier interés partidista y de que sólo opera con carácter científico y de servicio social.

Entonces, señor Ministro, que mientras se adelanta el estudio propuesto, no se realicen ningún tipo de acción represiva en las zonas correspondientes.

Respetuosamente,

Petro. GUSTAVO PEREZ MANJON

*Gerardo Molina*  
GERARDO MOLINA.

Petro. BERNARDO TORRES RESTREPO

MONS. GUSTAVO QUIJANA CALVO

ORLANDO FALS BORDA

BERNARDO GAVITO MUÑOZ

MANUEL DUQUE LOPEZ

/modl.

f. Photographies (10 photographies entre 1964-1965)

<https://www.semana.com/nacion/galeria/fotos-ineditas-de-las-farc-53-anos-en-marquetalia/526706/>



Manuel Marulanda Vélez, nettoyant son pistolet en Riochiquito, quelques jours après l'Opération Marquetalia.



Hernando González Acosta, membre du comité central de la Jeunesse Communiste, arrivé à Marquetalia au côté de Jacobo Arenas pour collaborer avec Marulanda durant les combats de l'Opération Marquetalia.



Jacobo Arenas dans un campement à Riochiquito en 1965.



Jaime Guaraca, l'un des 48 survivants de l'opération Marquetalia et fondateur des FARC.



Joselo Lozada, paysan originaire du village de Marquetalia, commandant de la première guérilla qui a affronté l'armée le 27 mai 1964.



Paysans et guérilleros, entourant Manuel Marulanda Vélez (chef militaire) et Isauro Yosa ( chef politique), 2 chefs guérilleros et fondateurs des FARC. Marquetalia, 1964.





“Tirofijo” et CiroTrujillo en plein combat à Marquetalia, 1964.



Marulanda au campement de Riochiquito, lieu où se sont réfugiés les combattants après avoir fui Marquetalia.



Myriam Narvaez, paysanne et membre fondatrice des FARC à Marquetalia, 1964.



Premiers exemplaires du programme agricole de la guérilla, 1965.

g. Programme agraire des guérilleros ( 20 juillet 1964)

#### PROGRAMA AGRARIO DE LOS GUERRILLEROS.

Compañeros, campesinos, obreros, estudiantes, artesanos, intelectuales revolucionarios, hombres y mujeres de Colombia:

#### VICTIMAS DE CUATRO GUERRAS.

Nosotros somos el nervio de un movimiento revolucionario que viene desde 1948. Contra nosotros, campesinos revolucionarios del sur del Tolima, Huila, Cauca y Valle sobre el nudo de la cordillera central, desde 1948 se ha lanzado la fuerza del gran latifundio, de los grandes ganaderos, del gran comercio, de los gamonales de la política oficial y de los comerciantes de la violencia. Nosotros hemos sido víctimas de la política y de "sangre y fuego" preconizada y llevada a la práctica por la oligarquía que detenta el poder.

Contra nosotros se ha desencadenado en el curso de quince años cuatro guerras. Una a partir de 1948, otra a partir de 1954, otra de 1962 y esta que estamos padeciendo a partir del 18 de mayo de 1964, cuando los mandos militares declararon oficialmente que ese día había comenzado la "operación Marquetalia".

Hemos sido las primeras víctimas de las furias latifundistas porque aquí en esta parte de Colombia predominan los intereses de los grandes señores de la tierra, los intereses más retardatarios del clericalismo, los intereses en cadena de la reacción más oscurantista del país. Por eso nos ha tocado sufrir en la carne y en el espíritu todas las bestialidades de un régimen podrido que se asienta sobre el monopolio latifundista de la tierra, la monoproducción y la monoexportación bajo el imperio de los Estados Unidos.

#### UNA VIA CERRADA.

Es por eso que en esta guerra participan contra nosotros tropas, aviones, altos militares y especialistas norteamericanos. Es por esto que se lanzan contra nosotros 16.000 hombres provistos de las armas más modernas y destructoras. Es por eso que contra

nosotros se emplea la táctica del bloqueo económico, del cerco de exterminio, de las acometidas por aire y tierra y por último, de la guerra bacteriológica. Es por esto que el gobierno y el imperialismo Yanqui emplea cientos y miles de millones de pesos y dólares en armas, pertrecho, pago de espías y delatores. Es por eso que el gobierno soborna y corrompe las conciencias, mata, persigue y encarcela a la gente colombiana que se levanta a la lucha solitaria con nosotros, y víctimas de una cruel e inhumana guerra de exterminio.

Nosotros hemos llegado a todas las partes donde había puertas para golpear en procura de auxilio para evitar que una cruzada anticomunista, que es una cruzada antipatriótica contra nuestro pueblo, nos lleve, y con nosotros a todo nuestro pueblo a una lucha larga y sangrienta. Nosotros somos revolucionarios que luchamos por un cambio de régimen. Pero queríamos y luchábamos por ese cambio usando la vía menos dolorosa para nuestro pueblo: la vía pacífica, la vía de la lucha democrática de las masas, las vías legales que la Constitución de Colombia señalan. Esa vía nos fue cerrada violentamente y como somos revolucionarios que de una u otra manera jugamos el papel histórico que nos corresponde, obligados por las circunstancias arriba anotadas, nos tocó buscar la otra vía: la vía revolucionaria armada para la lucha del poder.

Desde hoy 20 de julio de 1964, somos un movimiento guerrillero que lucha por el siguiente Programa:

**PRIMERO** - A la reforma agraria de mentiras de la Burguesía oponemos una efectiva Reforma Agraria Revolucionaria que cambie de raíz la estructura social del campo colombiano, entregando en forma completamente gratuita la tierra a los campesinos que la trabajan o quisieran trabajarla, sobre la base de la confiscación de la propiedad latifundista en beneficio de todo el pueblo trabajador.

La Reforma Agraria Revolucionaria entregará a los campesinos las herramientas, animales de labor, equipos y construcciones para su debida explotación económica. La reforma agraria es la condición indispensable para elevar verticalmente el nivel de vida material y cultural de todo el campesinado, librarlo del desempleo, del hambre y del analfabetismo; para liquidar las trabas del latifundismo y para impulsar el desarrollo de la producción agropecuaria e industrial del país. La Reforma Agraria confiscará las

tierras ocupadas por los imperialistas yanquis a cualquier título y cualquiera que sea actividad a la cual están dedicadas.

SEGUNDO - Los colonos, ocupantes, arrendatarios, aparceros, terrazgueros, agregados, etc., de tierras de los latifundistas o de la nación, recibirán los títulos correspondientes de propiedad sobre los terrenos que exploten. Se liquidará todo tipo de explotación atrasada de la tierra, los sistemas de aparcería, el arriendo en especie o pagado en dinero por los pequeños campesinos. Se creará la unidad económica en el campo de acuerdo con la fertilidad y ubicación de los terrenos con un mínimo para la mejor tierra de treinta hectáreas cuando se trate de tierras ubicadas en áreas planas y aledañas, en las otras tierras de acuerdo con su fertilidad y red de comunicación. Se anularán todas las deudas contraídas por los campesinos con usureros, especuladores, instituciones oficiales y semi - oficiales de crédito.

#### DERECHO DE PROPIEDAD Y SERVICIO.

TERCERO - Se respetará la propiedad de los campesinos ricos que trabajen personalmente en sus tierras. Se presentarán las formas industriales de trabajo en el campo. Las grandes explotaciones agropecuarias, que por razones de orden social y económico deban conservarse, se destinarán al desarrollo planificado de la producción nacional en beneficio de todo el pueblo.

CUARTO - El gobierno revolucionario establecerá un amplio sistema de crédito con las más amplias facilidades de pago, el suministro de semillas, asistencia técnica, herramientas, animales, aperos, maquinaria, etc., tanto para los campesinos individuales como para las cooperativas de producción que surjan en el proceso de la Reforma. Se creará un sistema planificado de irrigación y una red de centros oficiales de experimentación agrotécnica. Se organizarán servicios suficientes de sanidad para la atención completa de los problemas de la salud pública en los campos. Se atenderá el problema de la educación campesina, la erradicación total del analfabetismo y un sistema de becas para el estudio técnico y superior de los trabajadores de la tierra. Se cumplirá un basto plan de vivienda campesina y la construcción de vías de comunicación a los centros rurales productivos.

QUINTO - Se garantizarán precios básicos remunerativos a los productos agropecuarios.

#### COMUNIDADES INDIGENAS.

SEXTO - Se protegerán las comunidades indígenas, otorgándoles tierras suficientes para su desarrollo, devolviéndoles las que le han usurpado los latifundistas y modernizando sus sistemas de cultivo.

Las comunidades indígenas gozarán de todos los beneficios de la Reforma Agraria Revolucionaria. Al mismo tiempo se estabilizará la organización autónoma de las comunidades respetando sus cabildos, su vida, su cultura, su lengua propia y su organización interna.

#### FRENTE UNICO DEL PUEBLO.

SEPTIMO - La realización de este Programa Agrario Revolucionario dependerá de la alianza obrero campesina y del frente único de todos los colombianos en la lucha por el cambio de régimen, única garantía para la destrucción de la vieja estructura latifundista de Colombia. La realización de esta Reforma Agraria Revolucionaria se apoyará en las más amplias masas campesinas, las cuales contribuirán decididamente a la destrucción de latifundio. Por eso, este programa se plantea como necesidad vital, la lucha por la forjación del más amplio frente único de todas las fuerzas democráticas, progresistas y revolucionarias del país, para un combate permanente hasta dar en tierra con este gobierno de los imperialistas yanquis que impiden la realización de los anhelos del pueblo colombiano.

Por eso invitamos a todos los campesinos, a todos los obreros, a todos los empleados, a todos los estudiantes, a todos los artesanos, a todos los pequeños industriales, a la burguesía nacional que esté dispuesta a combatir contra el imperialismo, a los intelectuales demócratas y revolucionarios, a todos los partidos políticos de izquierda o de centro que quieran un cambio en el sentido del progreso, a la gran lucha revolucionaria y patriótica por una Colombia para los colombianos, por el triunfo de la revolución, por un gobierno democrático de liberación nacional.

Marquetalia, julio 20 de 1964.

Manuel Marulanda Vélez - Isauro Yosa - Darío Lozano - Isaías Pardo - Tarciso Guaraca  
- Parménides Cuenca - Roberto López - Jesús Medina - Luis Pardo - Rigoberto Lozano -  
Miryam Narváz - Judith Grizales - Jesús Ortiz - Rogelio Díaz - Miguel Aldana -  
(siguen más de mil firmas de campesinos).

## 2. MANUELS

Michel Bertrand, *L'Amérique ibérique. Des découvertes aux indépendances (1492-1808)*, Malakoff, Armand Colin, 2019, 271 p.

Bernard Lavallé, *L'Amérique Espagnole : De Colomb à Bolivar*, collection Major, 2018, 303 p.

## 3. OUVRAGES GÉNÉRAUX

### a. Histoire de la Colombie

Hernando Calvo Ospina, *Colombie, Derrière le rideau de fumée, histoire du terrorisme d'État*, Le temps des cerises, Pantin, 2008, 405 p.

Jean-Pierre Minaudier, *Histoire de la Colombie de la conquête à nos jours*, Paris, L'Harmattan, coll. « Horizons Amériques latines », 1997, 368 p.

Jerónimo Ríos Sierra, *Historia de la violencia en Colombia: 1946-2020. Una mirada territorial*, Madrid, Silex ediciones, 2021, 488p.

José María Samper, *Apuntamientos para la Historia*, Bogotá, Imprenta del Neo-granadino, 1853, 585 p.

Richard E. Sharpless, *Gaitán of Colombia : A Political Biography*, University of Pittsburgh Pre, 1978, 240p.

Maria Victoria Uribe. *Anthropologie de l'inhumanité, Essai sur la terreur en Colombie*, Paris, Calmann-Lévy, 2004, 176 p.

b. Systèmes agraires latino-américains (XVIème-mi XXème) et résistance :

Jacques Chonchol, *Systèmes agraires en Amérique latine : Des agriculteurs préhispaniques à la modernisation conservatrice*, Paris, Éditions de l'IHEAL, 1995, 366 p.

Pierre Gilhodès. *La question agraire en Colombie*, Paris, Armand Colin, 1974, 537 p.

María Cristina Navarrete,, *San Basilio De Palenque, Memoria Y Tradición Surgimiento Y Avatares De Las Gestas Cimarronas En El Caribe Colombiano*. Cali, Programa Editorial Universidad Del Valle, 2008, 217p.

c. Histoire des FARC

Arturo Alape, *Las vidas de Pedro Antonio Marin Manuel Marulanda Vélez Tirofijo*, Bogotá, Planeta.,1989, 399p.

Carlos Arango, *FARC veinte años. De Marquetalia a la Uribe*, Ediciones Aurora, 1984, 271p.

Michel Gandilhon, *La guerre des paysans en Colombie : de l'auto-défense agraire à la guérilla des FARC*, Paris, les nuits rouges, 2011, 215 p.

Forrest Hylton, *Colombie les heures sombres*, ed.IMHO, 2008. 189p.

Jean Jacques Kourliandsky, *Ingrid Betancourt par-delà les apparences*, Toutes Latitudes, 2008, 121p.

Jean Lartéguy, *Les guérilleros*, Editions Raoul Solar, 1967, 433p.

Eduardo Mackenzie, *Les Farcs ou l'échec du communisme du combat*, Editions Publibook, 2005, 585 p.

Adriana Marulanda Herrán, *La cuestión agraria y su incidencia en los orígenes de las FARC-EP*, Ed. Uniandes, 2003, 81 p.



Luis Alberto Matta, Colombia y las FARC-EP: Orígenes de la lucha guerrillera, testimonio del comandante Jaime Guaraca, Tafalla Espagne, Txalaparta, 1999, 217p.

Carlos Medina Gallego, FARC-EP : notas para una historia politica 1958-2006, Bogotá : Universidad Nacional de Colombia, Facultad de Derecho y Ciencias Políticas y Sociales, Grupo de Investigación de Seguridad y Defensa Actores Armados, 2009, 273p.

Daniel Pécaut, *Les Farc, une guérilla sans fins ?*, Paris, Editions Lignes de repères, 2008, 169 p.

Eduardo Pizarro Leongómez, Las FARC (1949-1966). De la autodefensa a la combinación de todas las formas de lucha, Bogotá : Tercer Mundo Editores-IEPRI, 1991, 245p.

Maria Victoria Uribe, Salvo el poder, todo es ilusión. Mitos de origen de los Tigres Tamiiles de Sri Lanka (LTTE), las Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia (Farc) y el Provisional Irish Republican Army de Irlanda del Norte (IRA). Bogotá: Editorial Pontificia Universidad Javeriana, 2007, 290p.

#### d. Les femmes combattantes

Fernando Millán, *Con ojos de mujer. Relatos en medio de la guerra*. Bogotá, Colombia: Penguin Random House Grupo Editorial S.A., 2019, 232 p.

#### e. Analyse de la presse

Juan Carlos Hurtado Fonseca, “VOZ Proletaria: La mediación como resistencia”, mémoire de master, Pontificia Universidad Javeriana, 2020.

f. analyse géopolitique et économique

Sara Daniel (sous la direction de), *Guerres d'aujourd'hui : pourquoi ces conflits ? Peut-on les résoudre ?* Delavilla, 2008. 464 p.

Pierre George, *Geopolítica las minorias*, Ed Oikos Tau, Barcelona, 1985, 133p.

Eric Hobsbawn, *Les Bandits*, Paris, Coll.Zones, La Découverte, 2008, 228 p.

Pierre Kopp, *Economie de la Drogue*, La découverte, Paris, 2006. 128 p.

José Medina Echavarría, *Consideraciones Sociológicas sobre el Desarrollo Económico*, Buenos Aires, Hachette, 1954. 153p.

Gustavo Eduardo Ordoñez Martinez, *Reconversion des doctrines militaires de lutte contre la subversion dans le cadre de la lutte contre le crime organisé transnational en Amérique Latine: ruptures et continuités*, Thèse de Doctorat en Droit et Sciences Politiques, sous la direction de Gabriel Peries et Bernard Labatut, Toulouse, Institut du Droit de l'Espace, des Territoires, de la Culture et de la Communication, 21 janvier 2019, 588p.

George Pierre, *Geopolítica las minorias*, Ed Oikos Tau, Barcelona, 1985,134p.

James C. Scott, *Zomia ou l'art de ne pas être gouverné*, Paris, Seuil, 2013, 544p.

Anisseh van Engeland et Rachael M. Rudolph, *From terrorism to politics*, Ashgate Publishing, Aldershot, 2008, 230 p.

#### **4. ARTICLES SCIENTIFIQUES**

a. *Systèmes agraires latino-américains (XVIème-mi XXème) et résistance*

Fernando Estrada, « Por los senderos del café. La bebida del diablo: Historia económica y política del café en Colombia. », *Revista Credencial Historia*, n°261, septembre 2011, p.53-65.

Tomás Gómez, « Indiens et terre en Nouvelle-Grenade (1539-1843). Les Resguardos : structures de protection ou spoliation déguisée ? », *Cahiers du monde hispanique et lusobrasilien*, n°28, 1977. La terre et les paysans en Amérique latine. p.11-31

Aslalon Machado « Política cafetera : 1920-1962 », *Desarrollo y Sociedad* n°8, Mai 1982, p.179/199.

Anthony Mcfarlane, « Cimarrones Y Palenques En Colombia: Siglo XVIII. » *Historia Y Espacio* n°14, 2018, p.53-78.

Jean-Pierre Tardieu, « De l'Undécimo Remedio de Las Casas (1516) au projet de traite des Noirs de 1518. » dans Victorien Lavou Zoungbo, ( dir), *Bartolomé de Las Casas : Face à l'esclavage des Noirs-e-s en Amériques/Caraïbes. L'aberration du Onzième Remède (1516).*, Presses universitaires de Perpignan, 2011 p. 41-58.

Jaime Jaramillo Uribe « Las sociedades democráticas de artesanos y la coyuntura política y social colombiana de 1848 », *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, 1976, p.5-18.

Wolf, ER, Mintz, SW, « Haciendas y plantaciones en Mesoamérica y las Antillas », *Haciendas, latifundios y plantaciones en América Latina*. Mexico City, Siglo Veintiuno Editores, 1975, p.493–531.

## b. Histoire des FARC

Juan Guillermo Ferro Medina y Graciela Uribe Ramón, « El orden de la guerra, las Farc- ep: entre la organización y la política », Bogotá, *Revista de Estudios Sociales*, CEJA. 2002, p. 18-33.

Daniel Pécaut, « Les FARC : longévité, puissance militaire, carences politiques », *Hérodote*, vol. no123, n°4, 2006, p.9-40.

Daniel Pécaut, « Réflexion sur la naissance des guérillas colombiennes », *Cahiers des Amériques latines*, n°36, 2001. p.69/91

Eduardo Pizarro Leongómez, « Los orígenes del movimiento armado comunista en Colombia (1949-1966) », *Anal. Político*, 1 mai 1989. p. 7-32.

### c. Marquetalia et réforme agraire

Angela Maria Arbealez Herrera, « De Marquetalia a la lucha agraria la primera gran mentira de las FARC », *CEPRI (Centro de estudios de politica y relaciones internacionales)*, Universidad Pontifica de Bogota, 30 janvier 2013 <https://cepri.upb.edu.co/index.php/lineas-de-investigacion/gobierno-territorio-y-seguridad/de-marquetalia-a-la-lucha-agraria-la-primera-gran-mentira-de-las-farc>

José Jairo González Arias, « Espacio, sociedad y conflicto en Colombia. « Las Republicas Independientes » en Colombia. 1955-1965. » *Rev. UIS-Humanidades*. Bucaramanga (Colombia), 20, enero-junio 1991, p.67-75.

Andrés Morales Bernal, « Las Farc y la cuestion agraria : de la revolucion al pragmatismo », *Razonpublica.com*, 6 Novembre 2014. <https://razonpublica.com/las-farc-y-la-cuestion-agraria-de-la-revolucion-al-pragmatismo/> (consulté le 02/01/2021).

Giohanny Olave, «El eterno retorno de Marquetalia: sobre el mito fundacional de las Farc-EP », *Folios: revista de la Facultad de Humanidades*, N°37, 2013, p.149-166.

Olmo Sierra Moreno, « Marquetalia desde los medios de comunicación escritos », *Oikos Polis Revue latino-américaines de sciences économiques et sociales*, vol. 2, n°2, p. 49-91.

Jean Aimée Stoll, “ Quelques aspects internationaux de la réforme agraire en Colombie”, *Annuaire Français du droit international*, vol. 11,1965, p.193/204.

María Victoria Uribe, « Marquetalia, ¿recordando el pasado o imaginando el futuro? », *Palimpsestus: Revista de la Facultad de Ciencias Humanas*, N°3, 2003, p.8-19.

### d. Histoire des luttes indigènes

Manuel Lucena Salmoral,). Datos antropológicos sobre los Pijao. *Revista Colombiana De Antropología*,, 1963, p. 359–386.

#### e. Conflit armé et violence en Colombie

Nohora Isabel Barros Navarro, Santiago Andrés Padilla Quintero, « Sentido y Memoria del Acuerdo de Paz Nasa We'sx: La autonomía como posibilidad », *Universidad de Ibagué*, Facultad de Derecho y Ciencia Política, Programa de Ciencia Política, Ibagué, 2017

Elisabeth Cunin, « Postface. Une perspective comparative sur les « sociétés post-esclavagistes », *Politique africaine*, vol. 140, n° 4, 2015, p. 83-98.

Javier Duque Daza « Comunistas. El Partido Comunista Colombiano en el post Frente Nacional. », *Estudios Políticos*, n°41, 2012, p.124-148.

David Garibay, « Le conflit armé interne en Colombie : échec des solutions négociées, succès apparent de la solution militaire, poursuite des violences » in Corentin Sellin (dir.), *Résistances, insurrections, guérillas*, Presses universitaires de Rennes, 2010, p.127-140.

Juan-Carlos Guerrero-Bernal, La fixation progressive d'une représentation floue de la violence colombienne sur la scène médiatique internationale, *Institut Marcel Mauss - EHESS*, 2006.p. 169-178.

Jefferson Jaramillo Marín, « La Comisión Investigadora de 1958 y la Violencia en Colombia », *Universitas Humanística*, n°72, juillet-décembre 2011, 26p.

Mario Iván Urueña Sánchez, « L'évolution d'une stratégie de contre insurrection : le cas du conflit armé colombien (1962-1966) », *CRITERIOS - Cuadernos de Ciencias Jurídicas y Política Internacional*, Vol. 7, N°1, Janvier-juin 2014, p.147-175.

#### f. Les femmes combattantes

Francisco Gutiérrez Sanín, Franco Carranza, "Organizing women for combat: The experience of the FARC in The Colombian War", *Journal of agrarian*, vol.17, 2017 p.770-778.

Elsy Marulanda Alvarez, *Mujeres y violencia. Años 50*, 1995, 22p. Consulté le 22 juillet 2022. <https://docer.com.ar/doc/nex580>.

Monica Salazar, Paola Buitrago, « Mujeres en Farc: Feminismo insurgente como una apuesta a la reintegración en Colombia (Women in FARC: Insurgent Feminism as a Bet for Reintegration

in Colombia) », 19 juillt 2019, 21p. <https://ssrn.com/abstract=3422580>;  
<http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3422580>.

g. Farc et narcotrafic

Adolfo León Atehortua Cruz, « Les organisations du trafic de drogues en Colombie », *Cultures & Conflits*, 13 mars 2006.p.2-26.

Juan Guillermo Ferro Medina, « Las FARC y su relación con la economía de la coca en el sur de Colombia : Testimonios de Colonos y Guerrilleros », *L'Ordinaire latino-américain*, n° 179, janvier-mars 2000, p.61-78

Alain Labrousse, « Colombie : le rôle de la drogue dans l'extension territoriale des FARC-EP ( 1978-2002) », *Hérodote*, vol. 112, no. 1, 2004, p.27-48.

Alain Labrousse, « Colombie : « Conflit de la drogue ou conflit politico-militaire » », *Cahiers d'études sur la Méditerranée Orientale et le monde turco-iranien*, n°32, juillet-décembre, 2001, p.191-208.

h. Processus de paix

Delphine Lecombe, « La paix maintenant ? Une analyse du processus de paix colombien », Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes, Sciences Po, 2014.  
[https://www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr.opalc/files/La%20paix%20maintenant\\_%20DL.pdf](https://www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr.opalc/files/La%20paix%20maintenant_%20DL.pdf)

i. La montagne comme refuge

Yves Lacoste, « Montagnes et géopolitique », *Hérodote*, 2002/4 (N°107), p. 3-16.

Ruggiero Romano, « Pour une autre lecture de Braudel : montagnes et plaines dans les Andes », *Autour de Fernand Braudel : Et un texte inédit de Fernand Braudel [en ligne]*. Perpignan : Presses universitaires de Perpignan, 2002.

James C. Scott, « La montagne et la liberté », *Critique internationale*, 2001/2 (n 11), p. 85-104.

## 5. CADRE THÉORIQUE

Joël Bonnemaïson, « Voyage autour du territoire », *Espace géographique*, tome 10, n°4, 1981, p.249-262.

Friedrich Engels (Préface de Christophe Darmangeat), *L'origine de la Famille, de la propriété privée et de l'État*, Paris : Le Temps Des Cerises, 2012, 247 p.

Rodolfo Legname, « La construcción de los mitos: el mito fundacional en Santiago del Estero », *Congreso Virtual de Antropología y Arqueología*, Facultad de humanidades, ciencias sociales y de la salud, universidad nacional de Santiago del Estero, 2002.

Jérôme Monnet, « La symbolique des lieux : pour une géographie des relations entre espace, pouvoir et identité », *Cybergeo*, 2012. URL : <https://journals-openedition-org.gorgone.univ-toulouse.fr/cybergeo/5316> (consulté le 20/01/2021).

Bernard Debarbieux, « Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique », *L'Espace géographique*, 1995, p.97-112.

Pierre Nora (sous la direction de), « Les Lieux de mémoire, Tome 2 », *Collection Quarto*, Editions Gallimard, 1372p.

## 6. DÉCLARATIONS OFFICIELLES

Che Guevara, *Discours prononcé à l'ONU, le 11 décembre 1964*.

« Conseil de sécurité: le Chef de la Mission de l'ONU en Colombie inquiet face à « l'incertitude » autour du processus de paix »- *CONSEIL DE SÉCURITÉ de l'ONU*- compte de rendu de la 8511E SÉANCE – 12 avril 2019.

FARC-EP, Communiqué du Programme agraire des Guérilleros, Proclamé le 20 Juillet 1964 dans le cadre de la lutte armée de Marquetalia, corrigé et « augmenté » (*corregido y ampliado*) lors de la Huitième Conférence Nationale des FARC-EP, 2 mai 1993. [http://www.archivochile.com/America\\_latina/Doc\\_paises\\_al/Co/farc/al\\_farc0007.pdf](http://www.archivochile.com/America_latina/Doc_paises_al/Co/farc/al_farc0007.pdf) (consulté le 02/01/2021)

FARC-EP, Déclaration de Ivan Marquez, annonçant la reprise des armes par les membres de la *Secunda Marquetalia*, 28 aout 2019.

Timoleón Jiménez, Communiqué des FARC-EP, 1<sup>er</sup> octobre 2012.

## 7. LOIS ET TEXTES LÉGISLATIFS

Document relatif à la plainte la CSCT et la centrale latino-américaine des travailleurs à l'organisation internationale du travail déposée contre le gouvernement colombien pour violation des droits syndicaux et la convention de 1948, signée par la Colombie : [www.ilo.org/ilolex/cgi-lex](http://www.ilo.org/ilolex/cgi-lex)

Loi 135 de 1961. Congrès de la République Colombienne.

URL : <http://www.suin.gov.co/viewDocument.asp?id=1792699> (consulté le 10/06/2021)

Loi 1 de 1968. Congrès de la République Colombienne. Consulté le 07/06/202.

URL : <http://www.suin-juricol.gov.co/viewDocument.asp?id=17860>